



HAL
open science

La coopération décentralisée comme bien commun territorialisé : étude de cas de Romans-sur-Isère et Eybens

Pierre-Etienne Dubois

► **To cite this version:**

Pierre-Etienne Dubois. La coopération décentralisée comme bien commun territorialisé : étude de cas de Romans-sur-Isère et Eybens. Science politique. 2007. dumas-00832079

HAL Id: dumas-00832079

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00832079>

Submitted on 10 Jun 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Vous allez consulter un mémoire réalisé par un étudiant dans le cadre de sa scolarité à l'IEP de Grenoble. L'IEP ne pourra être tenu pour responsable des propos contenus dans ce travail.

En tant qu'oeuvre originale, ce mémoire relève du droit de la propriété intellectuelle et vous pouvez uniquement en faire une reproduction à titre privé, sous réserve de la mention d'origine.

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES
BP 48 – 38040 GRENOBLE Cedex 9
www.iep-grenoble.fr

UNIVERSITE PIERRE MENDES FRANCE
Master 2 Villes, Territoires, Solidarités
Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

La coopération décentralisée comme bien commun territorialisé.

Etude des cas de Romans sur Isère et Eybens

Pierre-Etienne DUBOIS
Septembre 2007

Membre du jury :

- Franck Petiteville, Professeur de science politique à l'Université Paris 13, Directeur du Mémoire
- Alain Faure, Chargé de recherche CNRS (Pacte-IEP Grenoble)
- Frédéric Deshayes, Responsable de la Mission des Affaires Européennes et Internationales de la ville de Romans sur Isère



UNIVERSITE PIERRE MENDES FRANCE
Master 2 Villes, Territoires, Solidarités
Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

La coopération décentralisée comme bien commun territorialisé.

Etude des cas de Romans sur Isère et Eybens

Pierre-Etienne DUBOIS
Septembre 2007

Membre du jury :

- Franck Petiteville, Professeur de science politique à l'Université Paris 13, Directeur du Mémoire
- Alain Faure, Chargé de recherche CNRS (Pacte-IEP Grenoble)
- Frédéric Deshayes, Responsable de la Mission des Affaires Européennes et Internationales de la ville de Romans sur Isère



A Manuel et aux autres enfants restés collés sur une
ligne imaginaire

« J'aurai pu vivre, ivre de mon caprice.
L'aurore en moi pouvait creuser son nid
Et rayonner, subtile et protectrice,
Sur mes semblables qui auraient fleuri.
N'ayez pitié si vous avez choisi
D'être bornés et sans justice :
Un jour viendra où je serai parmi
Les constructeurs d'un vibrant édifice,

La foule immense où l'homme est ami »

Paul Eluard, *La puissance de l'espoir*

Remerciements

Merci à toutes les personnes interrogées durant ce travail, à leur temps précieux consacré et aux sources transmises et partagées.

Merci à Monsieur Petiteville pour les différents échanges et conseils tout au long de l'année.

Merci à Madame Mansanti pour cette précieuse entrevue et un suivi efficace l'année durant.

Merci à Monsieur Faure pour ces conseils de lecture.

Merci à Nathalie, à Etienne et aux autres oreilles attentives.

Merci à mes parents pour, encore une dernière fois, leur relecture en retraite.

Plan

Introduction.....	6
<u>I. Enjeux de définition, présentation des terrains d'étude</u>	10
A. <u>Une action publique traduisant le mouvement de décentralisation</u>	10
1. Une action d'aide au développement menée par les collectivités territoriales en direction des pays du Sud et de l'Est.....	10
2. Une action publique territoriale qui s'est structurée au cours de la décentralisation.....	12
3. Une action publique plus singulière que désintéressée.....	13
4. Une action publique territoriale parmi d'autres reflétant un « débordement » territorial.....	16
5. Le cas du débordement dans un contexte apparent de non concurrence territoriale.....	18
B. <u>Romans sur Isère et Eybens : une ville moyenne et une ville petite, pionnières en terme de coopération décentralisée</u>	20
1. Un contexte apparent de non concurrence territoriale où apparaissent clairement des dynamiques sociales propres à des territoires.....	20
2. Des villes pionnières où apparaît une culture de projet.....	23
3. Méthodologie d'enquête.....	27
<u>II. Une action publique partisane qui se veut consensuelle, propre à un territoire</u>	31
A. <u>Une logique partisane derrière une rhétorique consensuelle</u>	32
1. La recherche du consensus qui illustrerait un certain apolitisme.....	32
2. ... masque la présence d'une idéologie partisane symbolique.....	38

B. La coopération décentralisée au développement semble participer à la constitution d'une identité propre à un territoire. 48

- 1. Un réseau d'acteurs militants constitue par des « effets d'apprentissage » une identité singulière... 49
- 2. ... qui tend à s'afficher en tant qu'identité territoriale..... 62

III. Une

action publique non établie dans une ville moyenne ou petite..... 73

A. « Une histoire de personnes, malheureusement » qui restent entre elles malgré elles 73

- 1. Une tribu de militants opportuns..... 74
- 2. ... qui peine à s'ouvrir 82

B. *son manque de visibilité et de reconnaissance empêche son institutionnalisation territoriale* 93

- 1. L'épineuse question de la réciprocité..... 93
- 2. *Le enjeu de connecter* ~~son~~ *action publique* au référentiel global-local, celui du marché 98

Conclusion..... 110

Bibliographie..... 112

Annexes..... 119

Introduction

En octobre 2006, dans une émission de France Culture, Grains de sable, le président de la Région Rhône Alpes, Jean-Jacques Queyranne, tentait de répondre à la question « quel bénéfice la région Rhône Alpes tire-t-elle de la Coopération Décentralisée ? » en en donnant une justification « humaniste ». Il a en effet évoqué la tâche de tout un chacun de lutter contre la pauvreté et dit qu'il était du devoir de la région Rhône Alpes d'allouer une partie de ses ressources à l'aide au développement. Le président d'une région marocaine « coopérant » avec la région Rhône Alpes a répondu, argumentant que les entreprises rhône-alpines, avec la création d'un bassin ouvrier de 70 000 travailleurs au Maroc, tireraient profit de cette coopération en ayant priorité sur l'implantation d'activités.

Fraîchement revenu d'une mission de deux ans en Equateur pour le compte de l'Organisation Non Gouvernementale, Plan Ecuasol, et après avoir réalisé auparavant un mémoire analysant l'intervention d'une Organisation Intergouvernementale, l'ONU, au Timor Oriental, l'auteur du présent document a désiré poursuivre la réflexion sur les pas de « ses propres chemins de dépendance » en interrogeant une dimension de la coopération internationale qu'il avait aperçue durant son expérience professionnelle mais qu'il ne connaissait que trop peu : l'action d'aide au développement des collectivités locales françaises. L'heure n'était plus pour lui de mesurer l'impact des actions de solidarité internationale « là-bas » mais bien de réfléchir aux raisons et aux enjeux qui poussent des hommes et des structures en France à agir dans le champ de la solidarité internationale. L'auteur est revenu avec ses propres cartes mentales d'une expérience marquante juste de l'autre côté de la ligne médiane imaginaire et a repris des études professionnalisantes dans le champ des « solidarités » franco-françaises. L'émission de France Culture a mis dans l'esprit de l'auteur, en stage à l'époque sur un projet de renouvellement urbain où l'inter culturalité était de mise, l'idée que la question internationale pouvait venir nourrir la question sociale.

En revenant sur les propos des deux présidents de région lors de l'émission de radio, on voit par leurs réponses que différents arguments peuvent être apportés à la justification d'allouer des crédits publics propres à un territoire à un autre, hors de France qui plus est. Ce constat amène, en reformulant la question du journaliste, à s'interroger sur les raisons et les enjeux qui poussent une collectivité locale à dégager de l'argent public pour établir des partenariats en dehors de son territoire dans une logique d'aide au développement. Loin de

s'essouffler, le mouvement de coopération décentralisée au développement s'étend de plus en plus¹ : 700 en 1995, 3000 collectivités locales sont engagées aujourd'hui en France dans de tels programmes dans 115 pays pour une somme globale annuelle de 420 millions d'euros². Aussi, face à ce constat d'un mouvement allant s'amplifiant, il apparaît d'autant plus légitime d'interroger les raisons d'un tel intérêt « apparemment » récent.

Nous ferons l'hypothèse que cet intérêt s'explique différemment selon le statut juridique de la collectivité (région, département, intercommunalité, commune) et sa taille. Nous avançons notamment l'idée que les régions, départements et grandes villes utilisent avant tout la coopération décentralisée au développement pour le compte d'une logique stratégique de rayonnement extérieur dans un souci de travail d'image dans un contexte de concurrence territoriale. On peut avancer l'hypothèse que cette position stratégique n'est pas énoncée dans les villes moyennes ou petites. La mise en place de programme de coopération décentralisée au développement pourrait concourir davantage dans ce cas à une tentative d'expression d'un positionnement d'une société politique locale face à un monde de plus en plus complexe à saisir. La coopération décentralisée au développement aurait dès lors une fonction idéologique et serait un « outil » de politique publique parmi d'autres permettant l'expression d'un « bien commun territorialisé », traduisant des dynamiques sociales inédites et concourant à un « retour » du politique au niveau local. La coopération décentralisée au développement semblerait confirmer une forme de démocratie différentielle justement favorisée par le processus de décentralisation³.

Aussi, le présent travail viserait d'abord à définir plus précisément ce qu'on entend par coopération décentralisée au développement et voir comment cette action publique singulière participe à un débordement territorial qui semble caractériser le champ des politiques publiques ces dernières années. A partir de ce constat, il sera alors possible d'affiner l'hypothèse faisant des villes moyennes et petites une échelle différente et inédite pour comprendre les raisons et enjeux de la mise en place de programmes de coopération décentralisée au développement. Cette première partie s'achèvera par la présentation du terrain d'études des villes moyennes et petites et de la méthodologie utilisée pour tester cette hypothèse. Une seconde partie tendra à montrer que la coopération décentralisée au

¹ Franck Petiteville, *La coopération décentralisée. Les collectivités locales dans la coopération Nord-Sud*, L'Harmattan, 1995, p. 7. En 1995, environ 700 collectivités françaises avaient engagé un programme de coopération décentralisée au développement : toutes les régions, un tiers des départements, 200 communes, toutes les grandes villes.

² www.cites-unies-france.org/html/actualites/actu_loi_thiolliere.html. D'après l'interview sur le site de Cités Unies France de Michel Thiollière, sénateur.

développement dans ce contexte possède bien une dimension identitaire et politique réelle faisant écho à un « bien commun territorialisé » qui dépasse le seul secteur de l'aide au développement et de la solidarité internationale. On verra dans une troisième partie que cette coopération, du fait de l'absence de logique concurrentielle l'animant, peine à avoir une dimension idéologique qui traverse les enjeux territoriaux, ce qui interroge sur sa capacité à faire sens à long terme dans des logiques identitaires et partisans locales.

³ Alain Faure, « Conclusion Générale : Une nouvelle critique territoriale » in Emmanuel Négrier, Alain Faure (Dir.), *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, à paraître, p. 252

I. Enjeux de définition, présentation des terrains d'étude

A. Une action publique traduisant le mouvement de décentralisation

1. Une action d'aide au développement menée par les collectivités territoriales en direction des pays du Sud et de l'Est.

On entendra la coopération décentralisée au développement comme « les relations que les collectivités locales nouent avec des collectivités publiques étrangères » au Sud et à l'Est, visant au développement de ces dernières sur le plan économique, sanitaire, structurel et social. Quel que soit le degré d'intervention, il suffit que la collectivité locale intervienne dans le processus de coopération pour que celle-ci appartienne aux registres de la coopération décentralisée.⁴

La coopération décentralisée au développement se place à côté d'une coopération plus classique : bilatérale (d'Etats à Etats) ou multilatérale (avec des Institutions Internationales comme la Banque Mondiale ou l'Union Européenne). Aussi, la coopération décentralisée au développement apparaîtrait au côté de l'action des Organisations Non Gouvernementales comme un mode de coopération « alternatif » aux solutions classiques de solidarité internationale.

La coopération mise en place par les collectivités locales tient son originalité de la relative proximité des populations touchées par les actions. Les collectivités tirent notamment leur légitimité d'intervention d'une compétence certaine en matière d'ingénierie urbaine. Elles peuvent ainsi transmettre leur expérience de gestion des problèmes locaux en se targuant d'avoir déjà été confrontée sur leur propre territoire à deux défis apparemment majeurs des collectivités locales des pays au Sud et à l'Est à savoir, la crise urbaine et le processus de décentralisation.

Le processus historique qui a conduit à l'institutionnalisation de la coopération décentralisée n'est pas linéaire. C'est de façon progressive et en anticipant l'état du droit

⁴ Franck Petiteville, op. cit., p. 22

Le processus historique qui a conduit à l'institutionnalisation de la coopération décentralisée n'est pas linéaire. C'est de façon progressive et en anticipant l'état du droit positif que les collectivités locales, et en premier lieu les villes, ont établi des relations avec les collectivités locales d'autres pays. Ces échanges ont d'abord pris après la seconde guerre mondiale la forme de « jumelages-réconciliation » avec l'ennemi de naguère. Les jumelages « compréhension » dans les années 1960 avec les pays de l'est se comprennent dans le contexte de guerre froide. Les premiers jumelages « coopération » interviennent après les premières vagues de décolonisation en Afrique au début des années 1960.⁵ Ils ont avant tout une dimension d'échanges. Les années 1970 voient le développement d'une coopération décentralisée transfrontalière. Le mouvement de décentralisation à partir des années 1980 contribue à diversifier les acteurs (Régions, Départements puis groupements de communes) et la nature même de la coopération passant d'un échange culturel à une coopération technique. Il est intéressant de noter ici que l'institutionnalisation de la coopération décentralisée au développement en cours dans les années 1980 s'est faite dans un contexte de flou conceptuel et juridique. L'Etat a en effet mis longtemps à reconnaître la possibilité donnée aux collectivités d'agir à l'extérieur craignant une intervention de celles-ci dans un champ, l'action internationale, qui lui était jusqu'à présent réservé. Le terme même de « coopération décentralisée » ne s'imposait pas dans les années 1980. Le phénomène sera qualifié successivement d'« actions extérieures », d'« actions à l'étranger », de « relations internationales », de « para-diplomatie », de « relations transnationales ». L'avis du Conseil d'Etat en 1980 stipulait bien qu'une éventuelle collaboration des collectivités locales ne devait pas « porter atteinte à l'ordre des pouvoirs au sein de la République ». Aussi, on est bien ici dans le cas où la pratique a précédé le droit et l'Etat a reconnu progressivement une situation de fait.⁶ Cette reconnaissance officielle n'est intervenue qu'avec la loi du 6 février 1992 qui pose le compromis entre coopération décentralisée et coopération officielle. L'article 131-1, alinéa 1 stipule en effet que « les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent conclure des conventions avec des collectivités étrangères et leurs groupements dans les limites de leurs compétences et dans le respect des engagements internationaux de la France ».

⁵ Ibid, p. 12

⁶ Pierre Albine, *Associations locales de solidarité internationale, ONGs, institution et municipalité dans la coopération décentralisée pour le développement : jeux d'acteurs et politiques d'image au Nord. Le cas du jumelage-coopération Angers-Bamako*, Mémoire IEP de Rennes, mai 2005, p. 9

2. Une action publique territoriale qui s'est structurée au cours de la décentralisation.

La coopération décentralisée au développement, action publique des collectivités locales dans la mesure où elle est financée par les impôts locaux et décidée par l'exécutif en place, s'est structurée avec le mouvement de décentralisation territoriale des années 1980. Les lois de décentralisation françaises de 1982 jouent indirectement un rôle important dans l'essor de la coopération décentralisée, en créant un climat propice au développement des « actions extérieures » des collectivités locales françaises.

Les lois de décentralisation ont en effet renforcé les collectivités locales en élargissant le champ de leurs compétences (développement économique, aménagement du territoire, enseignement et formation professionnelle, recherche, culture, urbanisme, aide sociale, etc..). Cet élargissement des compétences a clairement créé un climat favorable d'émancipation et d'affirmation du pouvoir local.⁷ Ces lois ont laissé un vide juridique quant au rôle et à la place des collectivités locales dans l'action extérieure de la France.

Aussi, depuis les années 80, les initiatives se sont multipliées : la coopération décentralisée a évolué à la fois quantitativement et qualitativement. Après les petites communes, les régions, les grandes villes et les départements se sont impliqués à leur tour dans la coopération. Les relations se sont densifiées, les interventions se sont diversifiées géographiquement et sectoriellement, les partenaires impliqués localement se sont donc aussi multipliés (associations, établissements publics, entreprises, chambres consulaires...).

L'article L 1115-1 de la loi du 2 février 2007, dit Loi Thiollière, poursuit cette logique de décentralisation, renforçant encore une fois le pouvoir local dans sa compétence à mettre en place des programmes de coopération. Ainsi, cette loi va plus loin que la loi du 6 février 1992 puisqu'elle ne soumet plus l'intervention des collectivités aux limites de leurs compétences. Cette loi transforme en substance l'esprit même de la coopération décentralisée car les collectivités n'ont plus à justifier de l'intérêt local de leurs projets de coopération avec les pays du Sud et de l'Est.⁸ La coopération décentralisée au développement, financée en majorité à partir des impôts locaux, peut désormais légalement mettre en place des actions sans qu'elle n'ait de lien direct et apparent avec l'intérêt de la collectivité du Nord. Le fait que la coopération décentralisée au développement ne se limite pas à son territoire d'action interroge sur sa singularité au sein du champ de l'action publique territoriale. La question de

⁷ Franck Petiteville, op. cit., p. 16

départ n'en devient que plus pertinente : quelle portée recouvre pour une collectivité locale d'engager une politique internationale d'aide au développement ? Cette collectivité est-elle aussi désintéressée que ne le laissent entendre la loi et les premières interprétations ?

3. Une action publique plus singulière que désintéressée.

Il serait faux d'affirmer que la coopération décentralisée au développement ne procède pas d'un intérêt pour la collectivité locale du Nord. La revue *Territoires* voit dans la coopération décentralisée au développement une portée « émancipatrice » capable d'interroger les modes de développement et les relations inégalitaires.⁹ On aurait dès lors affaire à une politique publique originale, porteuse de balise permettant de donner un certain sens à l'état d'avancement du monde.

Différents travaux universitaires réalisés sur la coopération décentralisée au développement s'attachent à souligner les raisons principales qui poussent les « grandes villes ou agglomérations » françaises à mettre en place de tels programmes. Le travail de Pierre Albine souligne ainsi la forte présence de la culture de l'image de marque dans la coopération considérée comme citoyenne menée par la ville d'Angers.¹⁰ Ce culte de l'image pour placer Angers dans un contexte de compétition entre métropoles internationales¹¹ empêche selon lui la mise en place d'une réelle coopération citoyenne, aboutie, efficace et intégrée avec un véritable travail structurant de la part de la municipalité. Cette culture du paraître, même s'il n'était pas la raison première de la mise en place d'un programme de coopération décentralisée au développement est une volonté politique de la ville, qui s'oppose à une « culture du projet » et ne permet pas à la structure de coordination mise en place par la ville de jouer son rôle de mise en synergie des acteurs sur le territoire. L'organisation de la mise en place de la coopération décentralisée au développement est telle à Angers qu'elle n'est pas « citoyenne » comme elle le revendique. Dans ce contexte, la coopération décentralisée au développement ne fait pas l'objet d'« effets d'apprentissage »¹² visant à faire connaître les acteurs, créer des langages communs et posséder une conception partagée de la coopération

⁸ Nicolas Blanc, « Editorial » in *Territoires*, n° 477, avril 2007, p. 2

⁹ *Idem*

¹⁰ Pierre Albine, *op. cit.*, p. 24

¹¹ *Ibid.*, p. 92. La coopération décentralisée pour le développement est incorporée selon lui dans la politique globale de la ville d'Angers pour un rayonnement de celle-ci à l'international.

¹² *Ibid.*, p. 51.

décentralisée au développement. Pierre Albine remarque enfin la création d'un consensus politique autour de la question de la coopération décentralisée, l'élue de l'opposition arguant que celle-ci est une composante essentielle au rayonnement de la ville.¹³

Stéphanie Guinard compare l'organisation des programmes de coopération décentralisée au développement des capitales régionales que sont Chambéry et Grenoble. Elle introduit une dualité entre un modèle intégré de coopération et un modèle éclaté.¹⁴ Le modèle intégré qui serait caractéristique de Chambéry explique que c'est la volonté politique municipale qui est moteur de la mobilisation de la société civile qui, à son tour, fait vivre la coopération. Le modèle éclaté présent à Grenoble part du constat que c'est la société civile, en l'occurrence une association, qui a impliqué la mairie. Cette approche intéressante s'attache davantage par la comparaison à montrer les différences entre deux territoires dans le mode d'organisation des actions menées en direction du développement des pays du Sud et de l'Est. On peut supposer que les conclusions du travail de Pierre Albine seraient valables pour Chambéry (60 900 habitants et 120 000 avec son agglomération) et Grenoble (156 000 habitants et 419 000 avec l'agglomération) et montreraient la forte place de la coopération décentralisée dans une logique de « paraître » avec une présence non négligeable de la concurrence d'image entre métropoles, capitales régionales rhône alpines.¹⁵

On voit que ces études s'attachent à souligner les raisons de la coopération décentralisée au développement dans un contexte de grandes villes. Elles soulignent en outre le caractère singulier de chaque programme dans chaque ville. Aussi, il semble opportun d'interroger la pertinence de l'énonciation d'une singularité de la coopération décentralisée dans le champ des actions publiques territorialisées. Cette singularité semble pouvoir s'observer à deux échelles. D'abord, si la coopération décentralisée au développement est une réalité avec plus ou moins de pertinence dans 3000 collectivités, et que l'ensemble des régions, des grandes agglomérations françaises et la moitié des départements¹⁶ ont mis en place une telle politique, sa présence dans les villes de moins de 50 000 habitants est loin d'être systématique. Aussi, ce serait davantage pour les petites et moyennes communes que

¹³ Ibid, p. 94

¹⁴ Stéphanie Guinard, *Quelles conceptions et quelles modalités d'organisation pour la coopération décentralisée d'appui au développement ? Etude des coopérations des villes de Chambéry et Ouahigouya et Grenoble et Ouagadougou*, Mémoire IEP de Grenoble, 2003, p. 8

¹⁵ Il est intéressant de noter que même Chambéry, à l'instar de Grenoble, utilise le terme de Métropole pour désigner sa structure intercommunale.

¹⁶ Bernard Husson, « La coopération décentralisée, légitimer un espace public local au Sud et à l'Est » in *Transverses*, N° 7, Les Editions du Groupe Initiatives, Centre International d'Etudes pour le Développement Local, juillet 2000, p. 1. On entend par grande agglomération, les villes en elle-même ou les communautés d'agglomération.

s'applique la notion de singularité en cas de présence de programmes de coopération décentralisée au développement.

La relative singularité de la coopération décentralisée au développement concernerait aussi le territoire de son action qui, située au Sud ou à l'Est, est différent des autres actions publiques territorialisées.

Il est alors intéressant d'interroger les raisons de la coopération décentralisée au développement à la lumière de cette double singularité. Ainsi, les récents travaux interrogeant les motivations de sa mise en place avancent l'idée que la coopération décentralisée au développement contribuerait à créer une dynamique sociale territoriale¹⁷ : la coopération décentralisée n'implique pas seulement la collectivité en elle-même mais, comme on l'a déjà vu, la société civile et contribuerait à renouveler les acteurs locaux. Le terme de « coopération » prend son sens quand on l'analyse au regard des synergies dégagées tant au Nord qu'au Sud ou à l'Est, et entre les deux. Différents degrés de coopération plus ou moins intégrée peuvent être repérés¹⁸ : le niveau 0 serait celui du jumelage à dominante culturelle. Viendrait ensuite une coopération décentralisée technique où l'action serait principalement un apport ou soutien technique avec une implication relative des autorités publiques au Sud et à l'Est. Viendrait ensuite une coopération décentralisée citoyenne où entrent en compte les sociétés civiles des deux côtés. Cette notion introduit la perception que les collectivités locales en tant qu'entité politico-administrative ne sont pas les seules dans la procédure de coopération. Il y a au contraire une diversité d'acteurs, des habitants, des associations, des ONGs, des établissements publics, voire des entreprises qui participent et tendraient à coélaborer cette action publique. L'intérêt alors de la coopération décentralisée résiderait davantage dans la synergie entre ces acteurs.

Serge Allou confirme cette singularité quand il évoque la coopération décentralisée au développement en tant que « champ d'expérimentation particulièrement riche d'enseignement en matière de production et de gestion partagée de programmes d'intérêt collectif »¹⁹. Il place ainsi l'enjeu de la coopération dans sa capacité à contribuer au développement local²⁰. Aussi, il semble bien que les intérêts conduisant à la coopération décentralisée ne se limitent pas au

¹⁷ Stéphanie Guinard, *op. cit.*, p. 121

¹⁸ Pierre Albine, *op. cit.*, p. 24

¹⁹ Serge Allou, Philippe Di Loreto, *La coopération décentralisée au développement urbain en Afrique. Pratique en débat. Volume 1, Débats, Programme de développement social urbain*, Les Editions du Gret, 2000, p. 38

²⁰ *Ibid.*, p. 39. L'enjeu pour Serge Allou semble bien de permettre à des personnes et des institutions d'horizons différents de travailler ensemble et d'expérimenter ainsi des méthodes d'action et de gestion partagée du développement local.

développement des pays du Sud et de l'Est²¹. Les enjeux seraient fonction des acteurs et la collectivité locale, bien qu'animée par ses propres intérêts et acteurs en son sein, pourrait jouer ce « rôle d'ensembliser au niveau local »²². Ces travaux contiennent en filigrane l'idée d'un processus propre à un territoire et que chaque ville « a une conception de la coopération décentralisée »²³. Aussi, on pourrait percevoir la coopération décentralisée au développement comme un enjeu actuel de l'action publique par certaines collectivités, certains acteurs. On tendrait à avoir une déclinaison hétérogène, un processus de différenciation, lié en partie à des stratégies et des grandes marges de manœuvre d'acteurs diversifiés ainsi qu'aux spécificités des territoires (situation géographique, économique, sociale, etc...).²⁴

4. Une action publique territoriale parmi d'autres reflétant un « débordement » territorial

Ce processus de différenciation auquel semble contribuer la coopération décentralisée au développement peut se décliner sous le terme de débordement territorial. Ce processus est à comprendre dans les enjeux de recherche actuels des politiques publiques. Si les chercheurs en science politique s'accordent pour dire que toute politique publique est le reflet des orientations idéologiques de ceux qui la conduisent²⁵, leurs recherches témoignent aujourd'hui de la complexification de la lecture des politiques publiques et de leur capacité idéologique, c'est-à-dire affirmer une certaine vision du monde et donc mettre en place des programmes en adéquation avec cette vision.²⁶ Cette complexité empêche une production d'un sens intelligible de la lecture du monde par l'autorité traditionnelle qu'est l'Etat Nation avec une production de « grands récits ». On assisterait ainsi à un désenchantement politique marqué par la standardisation de l'action publique et l'incapacité apparente de la variable

²¹ Pierre Albine, op. cit., p. 19

²² Michel Raffoul, « Des initiatives locales pour une autre mondialisation. La coopération décentralisée, nouveau champ de la solidarité internationale » in *Le Monde Diplomatique*, juillet 2000, p. 22

²³ Stéphanie Guinard, op. cit., p. 8

²⁴ Lauren Andres, Benoît Faraco, « Territorialisation et appropriation des normes du développement durable. Agenda 21 : vers un modèle explicatif des différenciations » in Alain Faure, Emmanuel Négrier, *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, à paraître, 2007, p. 119.

²⁵ Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, « Déplacements Idéologiques et action publique. Le laboratoire des politiques territoriales », in Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier (Dir.), *Sciences de la Société*, N° 65, 2005, p. 4

²⁶ Alain Faure, « Action publique locale et consensus politique. Les accords trompeurs de la petite musique territoriale » in Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier (Dir.) *Idéologies et action publique territoriale. La politique change-t-elle encore les politiques ?*, Presses Universitaires de Rennes, 2006, p. 144

partisane pour expliquer les hiérarchisations des priorités sur les agendas des collectivités. Cette tendance serait repérable aussi bien au niveau supranational, national qu'infranational. Cette lecture du désenchantement politique peut être nuancée par une explication visant à pointer davantage un déplacement et une recomposition des clivages idéologiques.²⁷ Ce déplacement s'opère au niveau du territoire infranational qui deviendrait un espace de réagencement, voire de coproduction de nouvelles idéologies de l'action publique.²⁸ Aussi, chaque territoire serait en capacité de produire une idéologie propre avec sa vision singulière du monde : produire une vision de la société, énoncer des valeurs, donner une intelligibilité tout à la fois aux dysfonctionnements de la société et aux régulations possibles. Cette production prend effet dans un contexte de difficulté de donner sens à l'action publique à une échelle plus grande. De par le territoire, on assisterait ainsi à une forme de réenchantement tant de ce territoire que de l'action publique qui la vise.²⁹ Les territoires seraient ainsi en mesure de « formuler un bien commun échappant aux récits nationaux ou sectoriels sur l'intérêt général »³⁰ : le bien commun territorialisé. Celui-ci tendrait à expliquer que les politiques publiques sont différenciées d'un territoire à l'autre.

La décentralisation est essentielle pour comprendre ce phénomène de déplacement idéologique qui ferait du territoire infranational un espace autonome de production idéologique. Aussi, il ne faut pas penser la décentralisation comme un simple transfert des compétences de l'Etat vers les collectivités mais avant tout comme un processus constitutif du phénomène de territorialisation de l'action publique. Par ce processus s'est développée une capacité de plus en plus grande des acteurs locaux à déborder le cadre fixé nationalement voire internationalement. Ce « débordement » dans la coopération décentralisée au développement s'illustre par la reconnaissance légale des programmes d'aide au développement des collectivités locales avec la loi du 6 février 1992 et la récente loi du 2 février 2007. Franck Petiteville observait déjà en 1995 que la mise en place de programmes de coopération décentralisée au développement s'expliquait par une personnalisation du pouvoir

²⁷ Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, « Does ideology matter ? Standardisation de l'action publique territoriale et recompositions du politique » in Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier (Dir.) *Idéologies et action publique territoriale. La politique change-t-elle encore les politiques ?*, Presses Universitaires de Rennes, 2006, p. 20

²⁸ Ibid, p. 27

²⁹ Philippe Teillet, « La dimension idéologique de la recomposition des territoires. La cas du modèle " angevin " » in Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier (Dir.), *Sciences de la Société*, N° 65, 2005, p. 70

³⁰ Alain Faure, « La « construction du sens » plus que jamais en débats » in Alain Faure et Anne Cécile Douillet (Dir.) *L'action publique et la question territoriale*, Presse Universitaire de Grenoble, Collection Symposium, 2005, p. 16

politique local et un désir d'accroître l'attractivité économique d'un territoire suite au mouvement de décentralisation.³¹

Le débordement du local témoigne bien d'un rôle accru des acteurs et des contextes locaux dans la définition de l'action publique. Ce débordement traduit une volonté d'affirmation politique de chaque collectivité dans l'espace des compétences partagées et semble être aussi le support d'une construction identitaire locale valorisante.³² Sans penser que l'on est passé irrémédiablement d'une logique sectorielle à une logique territoriale, une nouvelle conception de changement social et un nouveau mode de légitimation de l'action publique sont en train de s'affirmer dans un souci de traiter les problèmes au plus près du terrain et de manière concertée.³³ Malgré cette affirmation territoriale, on est en droit d'interroger la place du politique qui paraît absent au niveau local.³⁴ L'affirmation de l'identité territoriale concurrencerait fortement l'identité partisane à tel point que l'on peut s'interroger sur la pertinence des alternances politiques à tous les échelons, mais ici surtout à l'échelon qui nous intéresse, le local.³⁵

5. Le cas du débordement dans un contexte apparent de non concurrence territoriale

Si la coopération décentralisée au développement est propre à un territoire, la question de sa singularité et les raisons de sa présence se posent avec plus d'acuité dans un contexte apparent de non concurrence territoriale que proposeraient les villes moyennes et petites. Ainsi, les chercheurs Lauren Andres et Benoît Faraco avancent l'idée qu'une action publique territoriale priorisée (en l'occurrence le développement durable dans le cas de leur étude) se décline de façon hétérogène à différentes échelles. Ils avancent notamment l'idée qu'en l'absence de dynamique urbaine concurrentielle, une politique publique fait l'objet d'une

³¹ Franck Petiteville, op. cit., p. 16

³² Olivier Mériaux, « Le débordement territorial des politiques sectorielles » in Alain Faure et Anne Cécile Douillet (Dir.) *L'action publique et la question territoriale*, Presse Universitaire de Grenoble, Collection Symposium, 2005, p. 30

³³ Anne-Cécile Douillet, « Fin des logiques sectorielles ou nouveaux cadres territoriaux ? » in Alain Faure et Anne Cécile Douillet (Dir.) *L'action publique et la question territoriale*, Presse Universitaire de Grenoble, Collection Symposium, 2005, p. 273

³⁴ Pierre Muller, « La synthèse d'un politiste : six questions en suspens » in Alain Faure, Emmanuel Négrier, *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, à paraître, 2007, p. 238. L'auteur avance le constat de l'affaiblissement du clivage droite/gauche.

³⁵ Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, op. cit., p. 13

appropriation locale militante.³⁶ Les acteurs locaux procèdent notamment à une différenciation plus importante de la politique publique en travaillant plus précisément sur les critères concourant à la définition de cette action publique et en intégrant les spécificités du territoire.

Dès lors, l'intérêt de notre étude serait d'interroger les raisons et les impacts d'une coopération décentralisée sur des territoires où l'on peut estimer que les logiques de concurrence entre villes sont moins fortes. L'intérêt serait de voir notamment comment agissent les logiques de différenciation territoriale dans des contextes géostructurels où la coopération décentralisée au développement ne s'explique pas avant tout par une recherche de rayonnement extérieur. Dès lors, en l'absence apparente de concurrence entre territoires et de prégnance d'une idéologie identitaire affaiblissant le clivage droite gauche, il serait intéressant de voir si la coopération décentralisée au développement ne contribue pas au « retour » du politique et à la « concurrence entre entreprises politiques »³⁷. Une étude sur les enjeux de politisation reviendra à interroger la mise sur l'agenda politique de la coopération décentralisée en tentant de dégager les éventuels débats sur les modalités de sa définition en tant que problème social, et la place de sa thématization sur cet agenda. Au final, l'intérêt du présent travail serait de voir si la structuration de la coopération décentralisée au développement dans des villes où n'agissent apparemment pas des logiques concurrentielles concourent à l'expression d'un bien commun territorialisé et d'une politisation à l'échelon local.

³⁶ Lauren Andres, Benoît Faraco, op. cit., p. 123.

³⁷ Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, op. cit., p. 19

B. Romans sur Isère et Eybens : une ville moyenne et une ville petite, pionnières en terme de coopération décentralisée

1. Un contexte apparent de non concurrence territoriale où apparaissent clairement des dynamiques sociales propres à des territoires.

L'intérêt du présent travail réside dans le choix au moins deux terrains afin d'essayer de repérer des logiques territoriales singulières. Les villes de Romans sur Isère et Eybens les constitueront. Le choix de ces terrains s'explique par leur relative proximité géographique et une enquête exploratoire réalisée au préalable. Romans sur Isère et Eybens se situent en région Rhône Alpes, région française qui apporte le plus d'argent à la coopération décentralisée au développement (7 millions d'euros par an). Elles font partie des villes petites et moyennes qui font le plus d'effort pour mettre en place de telles politiques. Ainsi, le Réseau Rhône Alpes à la Coopération (RESACOOOP) référence sur son site l'ensemble des actions de coopération décentralisée au développement dans la région Rhône-Alpes. La base donnée est en cours de mise à jour, les données avancées ici devant être prises en connaissance de cause.³⁸ On peut notamment savoir le nombre d'actions réalisées par collectivité locale. Parmi les villes de la région Rhône Alpes de plus de 5 000 habitants, on observe de façon intéressante que Romans sur Isère annonce 11 actions en cours, ce qui la place en deuxième position des villes de Rhône Alpes après Lyon (17) et loin devant Grenoble (8) ou Chambéry (2). Eybens avec un affichage de 5 actions se place en sixième position dans la région Rhône Alpes, à égalité avec Bourg-en-Bresse et devant de plus grandes villes comme Vienne (4), Echirolles, (3) ou Bourgoin Jallieu, ou des villes de taille similaire comme Meylan (2) ou Pontcharra (2) pour ne citer que celles de l'Isère. Cet aperçu, s'il ne détaille certes pas le contenu de chaque action, permet de dégager des tendances et témoigne d'un certain dynamisme a priori et d'une certaine singularité en matière de coopération décentralisée pour les villes de Romans et Eybens.

Nombre d'actions de coopération décentralisée pour les villes de plus de 5000 habitants en Rhône Alpes (d'après RESACOOP, 2007)

1- Lyon (470 000 hab.)	17	9- Vienne (30 500 hab.)	4	17- Pontcharra (6 400 hab.)	2
2- Romans / Isère (32 000 hab.)	11	10- Vaulx-en-Velain (40 300 hab.)	3	18- Givors 0 hab.)	2
3- Grenoble (156 000 hab.)	8	11- Echirolles (35 300 hab.)	3	19- Bourgoin Jallieu (23 500 hab.)	2
4- Saint Etienne (175 700 hab.)	7	12- Feyzin (8 469 hab.)	3	20- Villefranche sur Saône (38 800 hab.)	1
5- Villeurbanne (134 500 hab.)	6	13- Annecy le vieux (19 596 hab.)	2	21- Chamonix (10 000 hab.)	1
6- Eybens (9 500 hab.)	5	14- Annemasse (27 000 hab.)	2	22- Thonon 000 hab.)	1
7- Bourg-en-Bresse (40 666 hab.)	5	15- Chambéry (60 900 hab.)	2	23- Bron 000 hab.)	1
8- Saint Priest (40 974 hab.)	4	16- Meylan (18 000 hab.)	2	24- Bonneville (12 000 hab.)	1

Les deux villes ont débuté leurs programmes dans les années 1980 et la coopération décentralisée s'est institutionnalisée dans les deux cas à partir de 1992. Romans sur Isère se situe dans le département de la Drôme, département qui a engagé depuis peu des programmes de coopération décentralisée. La ville de Romans sur Isère est souvent citée en exemple pour ses programmes de coopération décentralisée au développement.³⁹ Elle possède un service qui leur est dédié avec 4 salariés, fait quasiment unique en France surtout quand l'on sait qu'elle compte 32 000 habitants. Par ailleurs, Romans a contrario d'autres villes Rhône-Alpines comme Chambéry, Grenoble ou Lyon, ne se situe pas apparemment dans une perspective de dynamiques urbaines concurrentielles comme l'affirment justement à propos de Romans les travaux des chercheurs Lauren Andres et Benoît Faraco.⁴⁰ Romans sur Isère a par ailleurs remporté le Prix Territoria de l'Innovation Territoriale 2004 pour la première édition de sa

³⁸ http://www.resacoop.org/acteurs_cooperation/default.asp visité le 18 juillet 2007

³⁹ Michel Raffoul, op. cit., p. 23, évoque que l'action internationale à Romans se révèle « cruciale pour le développement de la municipalité du Nord » et serait un lieu qui illustre que « la coopération décentralisée est en passe de constituer le maillon manquant entre l'échelle du citoyen et le niveau international ».

⁴⁰ Lauren Andres, Benoît Faraco, op. cit., p. 123.

Biennale de l'International, consacrée comme l'événement international de la ville. Cette Biennale a pour but de rassembler sur une semaine l'ensemble des acteurs romans agissant autour de la coopération décentralisée au développement ainsi que les villes partenaires de Romans. L'objectif est double : montrer à l'ensemble des Romains les actions menées par la ville et les acteurs romans en lien avec les villes partenaires ; réfléchir ensuite autour d'un thème visant à comprendre l' « état du monde », les échanges inégalitaires « Nord-Sud » et clairement voir les moyens romans pour participer à son changement. Aussi, outre le contexte de non concurrence territoriale apparent, et contrairement à Grenoble, Chambéry qui ont déjà été visités par des études universitaires au sujet de leur programme de coopération décentralisée, le terrain apparaît « vierge » concernant Romans sur Isère.

Il est également intéressant de noter que Romans sur Isère consacre 0,7 % de son budget à la coopération décentralisée contre environ 0,1% pour la ville d'Eybens.⁴¹ Le choix de la ville d'Eybens située dans l'agglomération grenobloise a été fait au vue de sa petite taille (9500 habitants) mais aussi du nombre conséquent de programmes dans quatre pays et d'une organisation originale au sein de la municipalité, chaque programme étant suivi par un technicien. Ce dynamisme interroge pour une ville si proche de la ville mère Grenoble dont la politique internationale active pourrait laisser supposer l'absence d'initiatives dans les communes voisines. La ville d'Echirolles avait été pressentie dans une optique de comparaison avec une ville de taille similaire à Romans sur Isère. Cependant, l'unique programme en place et l'absence de coordination municipale pour organiser un événement annuel destiné à montrer les actions des différentes organisations sur le territoire a achevé de supposer l'état d'une coopération peu dynamique en terme de réflexion et de mobilisation partenariale. A contrario, la ville d'Eybens, qui plus est en partenariat avec deux autres communes, Gières et Poisat et les associations de solidarité internationale présentes sur les trois territoires, organise dans le cadre national de la Semaine de la Solidarité Internationale, un événement aux objectifs similaires à ceux de Romans : montrer ce qu'il se fait sur son territoire en terme de coopération décentralisée au développement et réfléchir à l'organisation des relations humaines en dehors de son territoire.⁴²

⁴¹ Le budget annuel des actions de coopération internationale pour Romans est d' environ 100 000 Euros (hors subventions), l'argent dépensé pour l'organisation de la biennale est revenue à 70 000 € pour l'édition 2006, dont 40 000 apportés directement par la ville, le reste par subvention.

Le budget annuel des actions de coopération internationale pour Eybens varie selon les années entre 30 000 et 40 000 € sans compter les subventions. Dans les deux cas, les subventions pour la plupart du temps du Ministère des Affaires Etrangères viennent généralement doubler la somme investie par la ville.

⁴² Il est intéressant de noter que la ville d'Eybens s'attache à différencier clairement ses programmes de coopération décentralisée de ceux de solidarité internationale qui sont de la « compétence » des associations présentes sur le territoire. On voit cette volonté d'afficher une différence sur le site internet mais également aux

L'organisation de ces manifestations sur ces deux territoires distincts apparaît comme révélatrices des modes de structuration et d'organisation de la coopération décentralisée au développement et refléterait une certaine dynamique sociale propre à un territoire. Dans les deux cas, on retrouve le modèle intégré présenté par Stéphanie Guinard avec la forte implication de la mairie. Les deux terrains font aussi écho apparemment au concept de coopération décentralisée citoyenne avancée par Serge Allou et repris par Pierre Albine pour critiquer son absence à Angers.

2. Des villes pionnières où transparait une culture de projet.

Nous reviendrons ici rapidement sur l'histoire récente des politiques internationales des deux villes sans entrer dans le détail des actions menées dans les pays du Sud et de l'Est, ce qui n'est pas l'objet du présent travail. Cet aperçu est cependant nécessaire pour mieux comprendre les logiques en cours sur les deux terrains d'étude et permettre ensuite de présenter les acteurs en présence. Romans et Eybens ont mis en place des programmes de coopération décentralisée au cours des années 1980 et 1990, ce qui fait de ces deux territoires des terrains d'études intéressants pour tenter de distinguer des dynamiques locales propres se dessinant aussi bien dans la genèse de cette action publique que dans son organisation et l'impact éventuel de ces programmes sur les communes.

L'action internationale de la ville de Romans suit le parcours « classique » de l'évolution repérable en France en terme de coopération décentralisée. La ville déclare sur son site internet mener « depuis la seconde guerre mondiale une politique de relations internationales active et ambitieuse pour une ville de sa taille. » Elle compte aujourd'hui des actions de jumelage avec cinq villes européennes (depuis 1957 avec Varèse en Italie) et de coopération décentralisée avec quatre villes du sud de la Méditerranée et du Caucase : El Jem en Tunisie, Taroudannt au Maroc, Beit Sahour en Palestine et Vardénis en Arménie. La politique de coopération de la ville de Romans est pilotée par le conseiller municipal chargé des relations internationales. Elle est menée par la Mission des Affaires Européennes et Internationales (MAEI), service municipal créé en 1992, chargé de la gestion et du suivi technique des actions. Ce service municipal travaille en partenariat avec de nombreux acteurs

différentes entrées de la ville où des panneaux nous rappellent les différents pays partenaires de la ville, puis des associations.

locaux, notamment Romans International, association loi 1901, héritière du Comité de Jumelage et qui est davantage en charge des échanges humains entre Romans et l'ensemble des neuf villes partenaires. Romans s'appuyait sur la présence jusqu'à une période récente de volontaires français sur place pour assurer le suivi des actions.⁴³ La pérennité des programmes, le coût d'envoi des volontaires, l'attente parfois de relance de nouvelles actions et la connaissance plus grande des villes partenaires font que des acteurs locaux sont capables aujourd'hui d'assurer cette fonction de coordination entre chaque ville partenaire et Romans. La volonté de Romans de s'engager dans la coopération décentralisée a précédé la loi de 1992. En effet, à la fin des années 1980, des contacts ont eu lieu avec la ville de Louga au Sénégal par l'intermédiaire d'une troupe de théâtre invitée par la compagnie romaine « Empi et Riaume ». Aux dires du responsable de la MAEI, la volonté était clairement d'aller plus « loin en terme de coopération et de développement » que le simple jumelage avec des villes d'Europe. La ville de Romans mettra en place dès 1991 un budget municipal, 1 % des investissements de la ville, consacré à ces « actions relatives aux relations économiques extérieures, à la coopération et à la solidarité internationale avec les pays du sud ». La loi du 6 février 1992 permettra d'officialiser ce « partenariat » par la signature d'un protocole de coopération décentralisée entre Romans et Louga en mai 1992. Ce protocole visait les domaines de la formation, la gestion locale, l'économie et la solidarité en axant une coopération sur la filière cuir en espérant améliorer les techniques de tannage du cuir de chèvre sénégalaise pour l'importer ensuite dans les usines romaines. Si la coopération n'a pas perduré avec Louga, des conventions dans les quatre autres villes précitées se sont mises en place tout au long des années 1990 et sont toujours aujourd'hui des coopérations plus ou moins actives. D'abord tourné vers la Méditerranée avec El Jem en Tunisie (1992) puis Taroudannt au Maroc (1994), en profitant de l'opportunité de mener des projets au sein d'un financement européen (MEDURBS), Romans a entrepris une coopération avec la ville de Vardénis en Arménie en 1994, coopération qui s'est vraiment développée au début des années 2000.⁴⁴ Romans s'est aussi positionné politiquement en s'engageant pour la paix dans son soutien à la ville de Beit Sahour en Palestine depuis 1995.

⁴³ Yann Crepsel aujourd'hui salarié de la MAEI a été coopérant plusieurs années à El Jem en Tunisie, ce qui lui donne, selon le responsable de la MAEI, « une très bonne connaissance des acteurs locaux, des problématiques locales et culturelles ».

⁴⁴ http://www.armenews.com/article.php3?id_article=12546, La coopération a été initiée en 1994 suite à une mission menée conjointement avec le maire de Romans et l'Amicale des Arméniens de Romans qui représente une communauté de 250 familles issues de l'immigration, suite au génocide de 1917 et venue travailler dans l'industrie de la chaussure. L'amicale des Arméniens de Romans-Bourg-de-péage, formée en 1965 après la commémoration du 50ème anniversaire du génocide, dispose d'un siège. C'est dans un centre appelé « sévan » que se déroulent la majeure partie des activités de l'association, ainsi qu'une école arménienne. Le président de

Romans décline son action autour de cinq grands domaines : l'action sanitaire et sociale ; les échanges et les dialogues ; les projets artistiques et culturels ; la tourisme et le patrimoine ; la formation professionnelle⁴⁵. La ville s'appuie sur une charte de l'action internationale rédigée en 2004 qui se veut « un guide de conducteur des actions réalisées dans le cadre de la coopération décentralisée »⁴⁶. Elle définit la politique internationale de la ville selon 3 axes : promouvoir l'échange, le respect de l'autre et une meilleure connaissance des peuples ; participer au développement local, concerté et durable ; œuvrer pour des relations solidaires et équitables. Le corps de l'étude permettra de détailler les nombreux acteurs romans associés à la politique internationale de la ville pour agir sur place.

La ville d'Eybens a suivi un parcours quasi identique à celui de Romans. Elle mène des projets de coopération décentralisée au Pérou, au Liban, en Roumanie et en Palestine. Trois associations recevant une part conséquente de subventions municipales ont leurs propres actions de solidarité internationale au Cameroun, au Pérou et en Roumanie. La ville a voulu agir au niveau international dès le début des années 1980. Comme à Romans, la coopération décentralisée au développement n'a pu cependant être mise en place qu'à partir du 6 février 1992 avec la loi l'autorisant. On évoquera dès ici le rôle moteur de la mairie pour contourner l'interdiction d'avoir une politique internationale pour une ville tournée vers la solidarité internationale. Ainsi, on pourra évoquer la mise en place d'une commission municipale de coopération internationale en 1986 pour inciter les habitants à constituer une association agissant au Cameroun, la ville voulant créer un programme d'aide au développement très novateur à l'époque. On voit bien par là le contournement des dispositifs fixés par l'Etat et le débordement territorial évoqué plus haut. En 1988, la ville d'Eybens a décidé comme beaucoup de villes françaises de soutenir l'Opération Villages Roumains destinée à sauver des villages dont le patrimoine historique et culturel était alors menacé de destruction par Ceausescu. Après plusieurs voyages de délégations de chaque commune de

l'amicale des Arméniens de Romans-Bourg-de-péage déclare sur le site que l'amicale « fait tout son possible pour faire vivre cette communauté et garder son origine, par la culture et les traditions »

⁴⁵ http://www.ville-romans.com/rubrique.php3?id_rubrique=177, Le site de la ville détaille certaines actions phares menées depuis le début des années 1990. On citera pour le domaine de l'action sanitaire et sociale, l'appui à la maternité à Vardénis en 2005. Concernant le domaine « Echanges et dialogues », la mission « Beit Sahour : un arbre pour la Paix » s'est distinguée avec l'objectif de planter 1000 oliviers début 2002 afin de soutenir le peuple palestinien durant la seconde Intifada. Concernant le volet « Projets artistiques et culturels », Romans a aidé à la réalisation de 7 éditions du festival de musique Découvertes Tunisie 21 d'El Jem. Concernant le volet « tourisme/patrimoine », on pourra citer la reconstruction de la tannerie traditionnelle de Taroudannt entre 1996 et 1998. Enfin dans le domaine de la formation professionnelle, Romans appuie la formation à de nombreux métiers : les métiers du monde agricole et rural à Vardénis (Arménie), les métiers du spectacle à El Jem (Tunisie) et Taroudannt (Maroc), le tourisme à Bethléem (Palestine), la lecture publique à Taroudannt (Maroc).

part et d'autre, une association, Eybens Vama Roumanie, est créée dès 1991 et dont la première mission sera de préparer la réception de la deuxième délégation roumaine à venir en terre eybinoise. Cependant, la première convention signée dès 1992 suite à la loi Joxe l'est avec la mairie d'Independencia au Pérou, coopération dont l'originalité déjà évoquée réside dans le fait qu'elle regroupe aujourd'hui 3 communes, Gières, Poisat et Eybens. Une nouvelle coopération a été mise en place au Liban avec la ville de Tibnine, puis Jdeidid puis Britel aujourd'hui. Une coopération de ville à ville avec Vama en Roumanie a été initiée pour renforcer les liens qui avaient été tissés au préalable par l'association Eybens Vama Roumanie. Une même volonté politique qu'à Romans a conduit Eybens à vouloir soutenir une ville palestinienne pour protester contre la reprise de l'Intifada. Dans un contexte de difficulté d'accès à la Palestine et de prise de pouvoir du Hamas, Eybens tente actuellement d'établir un partenariat avec une petite ville de taille identique, Abdel Kader. Un diagnostic est en cours de réalisation pour évaluer le contenu de la coopération éventuelle. Les programmes d'action de la ville en Roumanie et au Pérou concernent essentiellement l'adduction d'eau et son assainissement. On trouve au Liban, mais également au Pérou une aide tournée vers l' « appui institutionnel dans le processus de décentralisation et de développement local ». ⁴⁷ Une élue à la coopération décentralisée impulse la politique internationale de la ville d'Eybens. Celle-ci n'a apparemment pas les moyens financiers de créer un service propre à la gestion de sa politique de coopération décentralisée contrairement à Romans, du fait de sa plus petite taille. Elle s'appuie sur quatre techniciens qui s'occupent chacun de la gestion, du suivi technique des actions de coopération et de recherches de financements. Ces techniciens sont tous responsables d'un service municipal : ainsi la Directrice Générale de l'Action Sociale est en charge du dossier Liban ; la directrice du cabinet du Maire s'occupe du dossier palestinien ; le responsable du service économique est en charge de la coopération avec le Pérou alors que le responsable de la vie associative assure le suivi du partenariat avec la Roumanie. On retiendra ici que les deux villes s'attachent à afficher des politiques de coopération décentralisée en lien fort avec une culture de projet. Ainsi, la ville de Romans sur sa plaquette de présentation de la coopération décentralisée explique clairement cette volonté :

« L'action internationale de la ville de Romans s'appuie sur une culture de projets, complémentaires les uns des autres et reliés par une vision stratégique et concertée de chaque

⁴⁶ http://www.ville-romans.com/article.php3?id_article=683, visité le 18 juillet 2007. La Charte est téléchargeable à cette adresse

⁴⁷ http://www.ville-eybens.fr/mairie/cooperation/actions_ville_assos.htm visité le 18 juillet 2007.

*territoire. Inscrite dans le long terme, la logique de projets permet le renforcement des compétences des acteurs locaux ».*⁴⁸

Hervé Guillon, élu socialiste à la ville d'Eybens, revendique aussi cette notion du culture de projet quand il dit dans le journal municipal :

*« Car il s'agit bien de travail, de projet sur l'eau, l'éducation, la structuration d'administrations en mutation, apportant une expérience, un financement dans un but partagé, évalué en commun. »*⁴⁹

Cette culture de projet faisant appel à un nombre d'acteurs importants est affichée comme une réalité dans le pays partenaire mais aussi en France. A titre d'exemple, on peut citer le projet « Un arbre pour la paix » qui a vu un collectif d'associations romaines se former autour de la MAEI : l'ADCAVL (Association Drômoise Chantiers Animation et Vie locale), le CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le développement), l'AFPS (Association France Palestine Solidarité) et Romans International. Ce partenariat a contribué à lancer un appel à souscription en décembre 2001, destinée à planter des oliviers sur une colline menacée par la colonisation israélienne en Palestine. Pareil travail en partenariat peut être perçu à Eybens notamment sur la coopération en Roumanie. La ville a en effet concentré son action sur le programme d'adduction d'eau pour les habitants de la ville de Vama en déléguant la gestion du projet aux bénévoles de l'association eybinoise. Ces exemples de présence d'une culture de projet avec des partenariats présentés comme tels par les municipalités, laissent penser qu'on a affaire à des dynamiques sociales locales au Nord.

3. Méthodologie d'enquête

La présentation succincte des deux coopérations ayant été faite, il convient désormais de présenter la méthodologie employée. L'enquête exploratoire a dans un premier temps permis de vérifier des choix de terrain. Une rencontre avec les personnes référentes de l'objet d'étude sur les territoires de Romans et Eybens, l'élue en charge de la question sur Eybens et

⁴⁸ Ville de Romans, La coopération décentralisée de Romans, mai 2006, p. 3

⁴⁹ « S'enrichir au contact des autres » in *Journal d'Eybens*, n° 84, décembre 2005, p. 8

le responsable de la MAEI à Romans, a donc assuré de mesurer l'étendue des programmes de coopération décentralisée au développement et de voir la possibilité de vérifier une première hypothèse avancée : à savoir la présence de dynamiques sociales propres à chaque terrain. Ces entretiens ont ainsi été l'occasion de repérer la présence de collectifs tentant de rendre visible sur chaque territoire la coopération décentralisée au développement, et de susciter éventuellement des adhésions. Cette « découverte » a incité à préserver intacte l'hypothèse de départ, c'est-à-dire la présence de dynamiques sociales territoriales. Il a ainsi été possible d'assister entre février et juin 2007 à six réunions du Collectif Eybens, Gières, Poisat destinées à préparer la Semaine de la Solidarité Internationale prévue pour fin novembre 2007. Outre des éléments d'observation, ces temps de réunion ont été l'occasion de se faire connaître et, le moment voulu, demander des entretiens aux personnes pertinentes selon l'avancée de la recherche. Pareille démarche a été plus difficile à mettre en place à Romans où un collectif s'est réuni deux fois durant le temps d'étude avec un ordre du jour différent du collectif à Eybens : l'heure n'était pas encore à la préparation de la Biennale 2008 au sens logistique, mais plus à la réflexion avec des professeurs venant nourrir le thème arrêté pour la prochaine Biennale « Identité et universalité ». Ces temps qui étaient des mini conférences n'ont que peu laissé entrevoir des logiques d'acteurs par la méthode d'observation. Ils ont cependant eu le mérite de permettre la connaissance de ces acteurs, prendre des rendez-vous et mesurer davantage la question de savoir s'il y a une manière romanaise de faire de la coopération en tentant de repérer des éléments d'une éventuelle « culture » locale.

Un temps a été consacré à la lecture de documents écrits produits sur les deux terrains. Il a été facile de lire les comptes rendus depuis 2004 du Collectif sur Eybens, la tâche a été plus ardue sur Romans où les comptes rendus des réunions de préparation de la Biennale 2006 n'étaient pas présents en intégralité sur le « Blog »⁵⁰ destiné à partager les documents pour l'occasion. Cette période a en outre été l'occasion de lire de nombreux documents : évaluations, délibérations, articles de journaux municipaux, de quotidiens.

S'en est suivie une phase de déplacement d'hypothèses pour travailler davantage les termes de dynamiques sociales territoriales et de développement local. L'hypothèse retenue à la suite de ce travail de lecture d'ouvrages de sciences politiques est celle qui prévaut aujourd'hui, à savoir la contribution de la « coopération décentralisée au développement » à la constitution d'un bien commun territorialisé et une politisation à l'échelon local dans un contexte de villes moyennes ou petites où les jeux de concurrence avec d'autres territoires ne sont apparemment

⁵⁰ <http://biennale06internationaleromans.blogspirit.com>

pas présents. Cette hypothèse entretient l'idée d'avoir affaire à Eybens et à Romans à une coopération décentralisée citoyenne, aboutie, efficace et intégrée avec un véritable travail structurant de la part de la municipalité. C'est en voulant vérifier ce corpus d'hypothèses que les entretiens ont été organisés avec 17 personnes représentant des entités locales propres à chaque territoire. Ainsi, il est apparu pertinent de s'entretenir dans un premier temps avec des responsables politiques pour leur demander leur point de vue sur la coopération décentralisée au développement et mesurer une éventuelle politisation du sujet. Les responsables de l'opposition dans chaque commune ont été interrogés ainsi que l'élu en charge de la coopération décentralisée sur Romans et le président du Collectif sur Eybens, Gières, Poisat, conseiller municipal à la coopération décentralisée à Gières. Des délibérations des conseils municipaux ont également été étudiées pour tenter d'analyser les débats à ce sujet. On a tenté ensuite d'aborder la question de la politisation dans l'ensemble des entretiens suivants. La participation aux réunions des collectifs, la lecture des différents documents a permis de repérer les acteurs associatifs pertinents sur chaque territoire : sur Romans, il est apparu crucial de connaître l'historique et la place de l'association Romans International. De même, il a été jugé opportun de rencontrer des responsables des deux autres associations citées par le responsable de la MAEI comme appartenant au noyau dur de la coopération décentralisée sur Romans, à savoir, l'ADCAVL précité, et la Plateforme d'Insertion par l'Humanitaire et la Coopération (PIHC). Il est ensuite apparu pertinent d'interroger les trois associations de solidarité internationale présentes à Eybens et participant activement au Collectif : Eybens Cameroun, Eybens Vama Roumanie et le collectif Independencia (Pérou).

Les entretiens suivants étaient destinés davantage à travailler la question du bien commun territorialisé en essayant de voir l'éventuelle contribution de la coopération décentralisée au développement à la constitution d'une identité eybinoise ou romanaise ou culture locale. La Directrice Générale des Services de Romans a été interrogée dans l'optique d'avoir une vision transversale des actions municipales et mesurer l'intégration de la coopération décentralisée à ces dernières. Les trois responsables de service (action sociale, vie associative, économie) en charge d'un volet de la coopération décentralisée à Eybens ont été rencontrés dans le même sens. Les deux responsables des services communication des deux villes ont également été interrogés pour tenter de mesurer la place de la coopération décentralisée tant dans l'animation de la vie de la cité, des services municipaux qu'également, éventuellement, à l'extérieur. Aussi, ces deux entretiens sont à mettre en regard avec celui réalisé avec le directeur du développement économique du syndicat intercommunal « Romans-Bourg de Péage expansion » et celui effectué auprès du responsable du service

économique de la ville d'Eybens : l'enjeu était en effet de mesurer l'hypothèse faite d'une absence de concurrence territoriale.

Il est clair qu'un nombre plus conséquent d'acteurs auraient pu être interrogés. Les personnes rencontrées représentent ainsi trois types d'acteurs jugés clés dans les configurations territoriales en présence: les élus, les techniciens municipaux, et les associations que l'on peut qualifier de solidarité internationale. Il n'a pas été jugé utile d'interroger d'autres types d'acteurs appartenant aux mondes de l'entreprise ou de l'éducation nationale. Parti a été pris d'avancer que leur discours n'était pas indispensable à entendre compte tenu des documents écrits estimés suffisants relatant leur implication dans les différents projets des deux communes.

Cette première partie a permis de définir plus précisément ce qu'on entendait par coopération décentralisée au développement et voir comment cette action publique singulière participe à un débordement territorial qui semble caractériser le champ des politiques publiques ces dernières années. La coopération décentralisée au développement revêt une double singularité dans un contexte de villes moyennes et petites : sa non présence comme allant de soi dans l'ensemble des collectivités de telles tailles, et la finalité apparente d'une action à l'extérieur de son territoire. L'hypothèse faisant des villes moyennes et petites une échelle différente et originale pour comprendre les raisons et enjeux de la mise en place de programmes de coopération décentralisée est maintenue. Le choix des villes de Romans sur Isère et Eybens et la méthodologie d'enquête utilisée concourent à tester cette éventuelle spécificité territoriale. La partie qui s'ouvre désormais va s'efforcer de montrer qu'un contexte local explique la présence singulière de programmes de coopération décentralisée au développement à Romans et Eybens. L'enjeu sera ici de montrer que la coopération décentralisée au développement dans ce contexte revêt bien une dimension identitaire et politique symbolique faisant écho à un « bien commun territorialisé » qui dépasse le seul secteur de l'aide au développement et de la solidarité internationale.

II. Une action publique partisane qui se veut consensuelle, propre à un territoire

Dans un contexte apparent de non concurrence territoriale, les villes de Romans sur Isère et Eybens ont mis en place des politiques de coopération décentralisée au développement qui participent à l'expression d'un « bien commun territorialisé » où l'enjeu n'est pas l'affichage d'une politique d'image destinée à un rayonnement extérieur comme on peut le voir dans les « métropoles » régionales françaises.⁵¹ La coopération décentralisée au développement a été mise en place dans les deux cas par des maires socialistes, Monsieur Bertholet à Romans, et Monsieur Baiëtto à Eybens, toujours au pouvoir quinze ans après. Cette mise en place pourrait laisser penser qu'elle est caractéristique des politiques municipales dites de gauche. Cependant, il semble de prime abord qu'on retrouve avec la coopération décentralisée au développement à Romans et à Eybens une absence de politisation de la question⁵² observée à Angers, renvoyant au thème plus général déjà abordé d'une absence de politique au niveau local.⁵³ La recherche de consensus est en effet affirmée par les élus en charge de la question. Cette « quête » peut se comprendre dans une volonté de la municipalité de gauche de légitimer dans les deux cas une action relativement nouvelle et innovante. Cependant, il est intéressant de noter que le maire utilise de façon récurrente cette action publique pour légitimer une politique qualifiée clairement à gauche. Cette position renvoie à un discours politique tenu par des techniciens et des militants associatifs qui revendiquent cet aspect. On

⁵¹ Pierre Albine, op. cit., p.95 . « Les relations internationales et donc la coopération décentralisée pour le développement sont bel et bien intégrées dans une stratégie de communication plus globale car elles sont aujourd'hui d'une importance cruciale pour les collectivités locales, et plus particulièrement les villes, et doivent contribuer à l'animation et au rayonnement de la ville ».

⁵² Ibid, p. 94. La contestation de la politique angevine en matière de coopération décentralisée ne se fait pas sur le fond mais sur la stratégie de communication qui s'en dégage. Ainsi le responsable politique de l'opposition à Angers estime en évoquant la coopération décentralisée qu'il « reste persuadé que la ville peut avoir une utilisation de communication du partenariat, et elle exagère aussi le concept de développement durable, qui est sans doute, dans sa présentation complètement surdimensionné par rapport à la réalité des faits. »

⁵³ Emmanuel Négrier, « Introduction Générale : Penser la contingence territoriale » in Emmanuel Négrier, Alain Faure (Dir.), *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, à paraître,

peut ainsi noter la présence du politique dans cette action précise traduisant la présence d'une idéologie partisane symbolique participant à un moyen de différencier une politique de gauche d'une politique de droite. Cette ambivalence repérée entre recherche de consensus et affirmation d'une politique partisane invite à penser ensuite que la coopération décentralisée participe à l'élaboration d'une idéologie identitaire propre à un territoire.

A. Une logique partisane derrière une rhétorique consensuelle

1. La recherche du consensus qui illustrerait un certain apolitisme...

Il est intéressant de noter que la coopération décentralisée au développement est marquée par un apparent consensus sur les deux territoires d'études. A entendre les élus politiques de droite et de gauche, on peut avoir l'impression que le sujet fait l'unanimité. Un discours humaniste traverse en effet l'ensemble des partis représentés aux conseils municipaux faisant penser aux remarques déjà soulevées par Pierre Albine dans son mémoire lorsqu'il évoquait l'écu de l'opposition d'Angers dire qu'un républicain ne pouvait être contre une telle entreprise de solidarité. Ainsi, un représentant interrogé de l'opposition de droite à Romans juge de façon positive l'action menée par la ville à ce sujet. « Il est nécessaire d'apporter du bien... Et les échanges sont riches pour voir la vie, la culture de chacun et connaître les « soucis » locaux en terme d'approvisionnement en eau, en agriculture »⁵⁴. La personne occupant la même position à Eybens fait une remarque similaire arguant qu'il est « normal d'aider les pays pauvres quand on est une ville riche »⁵⁵.

Cette unanimité est à relativiser en considérant l'opposition de principe du Front National à Romans. Cette opposition a été notée par les élus de gauche et de droite à Romans et leur paraît comme normale compte tenu des valeurs défendues par ce parti. On notera, au moment de l'institution de la coopération avec El Jem, la remarque de Bernard Pinet, chef de

p. 11. La dépolitisation du pouvoir local s'expliquerait par une augmentation des contraintes d'efficience dans la mise en œuvre des attributions récentes faites aux pouvoirs locaux

⁵⁴ Membre de l'opposition à Romans au Conseil Municipal sur la liste Romans Autrement

⁵⁵ Chef de file de l'opposition à Eybens au Conseil Municipal

fil du Front National, lors du conseil municipal du 22 février 1993 soulignant des valeurs chères à son parti, la préférence aux Français et l'eurosepticisme :

« Au moment où nos compatriotes sont de plus en plus touchés par la crise économique et sociale, la majorité socialo-communiste ne trouve pas mieux que de traiter et soumettre au conseil municipal un contrat d'aide aux pays du Sud par la mise en place de réseaux sous contrôle de la Commission des Communautés Européennes (...) Il y a d'autres priorités en ce moment. L'aide doit être apportée à condition que cela soit dans un programme de gouvernement (...) pour pouvoir donner la possibilité aux étrangers de vivre et travailler au pays. »

L'apolitisme se traduit avant tout par une recherche systématique de consensus de la part de la majorité, notamment au début lors de l'instauration de cette politique. On tend à se situer ici dans une démarche reposant sur la notion d'incrémentalisme pour souligner que le « processus de décision est d'abord une forme de négociation et d'arrangement mutuel entre des acteurs, une démarche pas à pas dans laquelle le décideur, loin de chercher à brusquer les choses, dans une logique de rupture, va entreprendre de modifier progressivement et de manière continue le système sur lequel il veut intervenir. »⁵⁵ Cela est notamment visible quand l'on étudie le travail récurrent réalisé par la majorité pour légitimer la coopération décentralisée au développement et l'argent investi. Cette tendance est facilement visible au début du premier mandat de Monsieur Bertholet (1989-1995), qui est le véritable fondateur de la coopération décentralisée au développement à Romans. Durant ce premier mandat, Monsieur Bertholet ne bénéficiait en effet pas de légitimité : il a pris la place de Monsieur Lapassat, décédé prématurément sans être élu directement par les Romanais. Le responsable de la MAEI fait ainsi remarquer au sujet de Monsieur Bertholet que la coopération décentralisée au développement bien qu'enclenchée par son prédécesseur, Monsieur Lapassat, n'intéressait pas ce dernier, très peu sensible à la question. La politique de coopération décentralisée a pris une vraie ampleur à l'instauration des programmes MEDURBS en 1993. L'élection démocratique de Monsieur Bertholet en 1995 est venu renforcer sa légitimité et celle de la politique internationale. Cette légitimité a été encore accrue lorsqu'il est devenu député en 1997 et a ainsi été membre de la Commission des Affaires Etrangères. On peut aussi remarquer un travail de légitimation enclenché dès le début des années 1990 et se

⁵⁵ Chef de fil de l'opposition à Eybens au Conseil Municipal

⁵⁶ Pierre Muller, *Les politiques publiques*, Presses Universitaires de France, 5^{ème} édition, 2003, p. 36

années 1990 et se prolongeant durant le second mandat de Monsieur Bertholet. On notera que les conseils municipaux sont l'occasion systématique pour l' élu ou le délégué en charge de l'action internationale de rechercher le consensus durant les deux premiers mandats. Illustration en est faite lors de la mise en place d'une coopération aujourd'hui disparue avec la ville de Louga au Sénégal destinée notamment à créer une filière de formation sur place autour du cuir. Ainsi, un élu de droite, René Moreau, pose la question lors du conseil municipal de Romans du 30 mars 1992 de savoir s'il n'y a pas « danger à céder certains savoir-faire et procédés de tannage à l'étranger » et se demande ce que la municipalité répondra « aux employés de *Charles Jourdan* (une des dernières grandes entreprises romaines de chaussure ouverte en 1992, qui a déposé bilan en 2004) lorsque les chaussures auront été fabriquées au Sénégal ». René Christian Béraud, alors élu en charge des Affaires Européennes, de la Coopération Internationale et de la Solidarité répondra que « les peaux de chèvre peuvent intéresser les industriels romains ». Cette réponse fera accepter au chef de file de l'opposition de droite, Monsieur Durand, le principe de cette coopération « puisque les industriels romains y trouvent leur compte ». C'est d'ailleurs en arguant des bénéfices économiques que pouvait apporter la coopération décentralisée que celle-ci a pu être mise à l'agenda politique et s'institutionnaliser progressivement. Preuve en est du budget consacré au début des années 1990 à cette nouvelle ligne et intitulée stratégiquement « actions relatives aux relations économique extérieures, à la coopération et à la solidarité internationale avec les pays du Sud et de l'Est ». Il est intéressant de remarquer aujourd'hui que cette appellation n'a plus cours et que le budget propre à la coopération n'apparaît plus clairement sur le journal municipal quand il est l'heure de faire le bilan de l'année financière écoulée. Ce travail par la majorité de mise sur l'agenda politique de la coopération décentralisée en l'institutionnalisant par un apport d'arguments économiques dont pourrait tirer parti le territoire romain renvoie à un travail de construit social.⁵⁷ On note cette justification par l'économique quand il s'agit de franchir une nouvelle étape. Ainsi, quand l'association ROCS est créée en 1992, le journal municipal expliquera que « sous l'impulsion de ROCS, Romans veut tisser des relations de type plus économique et faire se développer l'idée de coopération et de diplomatie de ville à ville ».⁵⁸ Par la recherche fréquente du consensus, la politique de coopération décentralisée a pu se légitimer progressivement. La coopération décentralisée semble avoir vraiment acquis aujourd'hui une légitimité à Romans aux dires du conseiller municipal interrogé délégué à la

⁵⁷ Philippe Garraud, « Agenda/ Emergence » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet (Dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris Presses de Sciences Po, 2004, p. 50. « La manière dont un problème est construit conditionne pour partie les manières pensables de le considérer et de le traiter. »

coopération décentralisée depuis 1995, qui ne « justifie plus comme ce pouvait être la cas lors de [son] premier mandat (1995-2002) l'argent mis dans la coopération décentralisée »⁵⁹, soit 0,7 % du budget municipal. Ainsi, lors du conseil municipal du 8 février 1999, on l'entendra dire que « certaines actions rapportent même à la commune, comme le chantier patrimoine en Palestine mené par l'ADCAVL qui coûte un million de francs de travaux avec 80 personnes en réinsertion sur place. » Lors du conseil municipal du 7 février 2000, il défend l'idée que « toutes les actions de coopération décentralisée initiées par Romans coûtent en fait très peu d'argent mais qu'elles sont en revanche très porteuses d'image pour la ville, la preuve en est avec la demande d'entretien d'un journaliste du *Monde Diplomatique* ». Le maire, Monsieur Bertholet, en vient même, lors de ce même conseil, à une synthèse en tentant de dépasser les clivages politiques, rappelant que la coopération décentralisée est défendue par les gouvernements de droite et de gauche :

« La coopération décentralisée est non seulement reconnue par l'actuel gouvernement et celui qui l'a précédé mais elle participe activement à la promotion de la France dans le monde, question qui tient à cœur de l'ensemble de l'échiquier politique »

A l'occasion de ce conseil municipal, un élu de l'opposition, François Dubernet De Bosc, reconnaît même que « seule la coopération décentralisée permet aux aides de toucher leur but, au plus près des populations » contrairement aux aides étatiques. Ainsi, on voit que l'opposition n'aborde plus le sujet en prétextant systématiquement de voir les retombées économiques pour le territoire romanais. Par ailleurs, l'élu de l'opposition entendu durant un entretien, prétexte également l'avantage de la coopération décentralisée d'être au plus près de la population. Ainsi, le délégué à la coopération décentralisée peut rajouter que même le Front National a cessé de s'opposer en prenant la parole à ce sujet lors des conseils municipaux. Les trois forces politiques s'accordent en outre pour soutenir la coopération entamée avec Vardénis en Arménie. Le conseil municipal du 12 février 1994 est en ce sens révélateur de cet « engouement » pour l'Arménie. Ainsi, l'élu de droite, René Moreau avoue « adhérer de tout cœur au geste (la signature d'une convention de coopération entre Romans et Vardénis) envers l'Arménie car des liens étroits lient Romans à sa communauté arménienne qui a su s'intégrer tout en préservant son riche patrimoine culturel et ses valeurs traditionnelles ». Bernad Pinet du Front National se prononce lors de ce même conseil « pour la coopération

⁵⁸ « Création de ROCS » in *Romans Magazine*, n° 72, novembre 1992, p.3

⁵⁹ Conseiller délégué aux relations internationales, à l'éducation et à la restauration scolaire

avec la ville de Vardénis dans un souci humanitaire et d'échange culturel » mais « contre les cadeaux faits à El Jem ou Louga ». Par ailleurs, l'élu de l'opposition interrogé dit tout simplement qu'il est « normal d'aider l'Arménie car les Arméniens représentent 8 à 10 % de la population et qu'ils constituent un vivier d'environ un millier de voix ». Et de rajouter :

« C'est la coopération idéale : on donne de l'argent à l'association des Arméniens de Romans qui l'investit intelligemment en Arménie pour de l'induction d'eau... C'est de l'humanitaire ni plus ni moins... On leur donne le moyen de se développer sans s'ingérer à la différence de la Palestine où on prend parti. »

Il est ici intéressant de souligner l'association de l'opposition à l'action internationale de la ville de Romans. Ainsi, on apprend non sans surprise que c'est un élu de l'opposition qui est parti planter des Oliviers au nom de la ville avec les associations romaines en février 2002. Cet acte est une preuve certaine de la volonté d'associer l'opposition à cette politique. Par ailleurs, à la question de savoir si la coopération décentralisée au développement est une politique de gauche, le délégué à la question internationale répond lors de l'entretien par la négative, arguant que des villes de droite comme Strasbourg ont des programmes de coopération décentralisée.

A cet apparent apolitisme des débats autour de la question de la coopération décentralisée, il faut aussi avancer l'idée de l'esprit de camaraderie qui sous tend la coopération décentralisée et qui tend à dénuer cette action d'une idéologie partisane. Ce fait est plus particulièrement marquant au Collectif d'Eybens, Gières, Poisat où l'ensemble des membres vantent une franche camaraderie. On évoquera ces débuts de réunion du Collectif où l'heure était avant tout à la bonne humeur par quelques facéties. On retiendra également les propos du président du Collectif estimant « s'être fait beaucoup de copains » dans cette association. De même, à Romans, il est par ailleurs intéressant d'entendre l'élu de l'opposition interrogé évoquer ses « ennemis » dans son propre parti et voir comment il apprécie des élus de l'opposition, en premier lieu le maire Monsieur Bertholet « qui vient souvent à la maison » et à qui il est excusé de partir à l'étranger « pour se changer les idées » ou le conseiller municipal délégué aux relations internationales, « un type bien » apprécié pour sa gentillesse et sa notoriété d'écrivain. Celui-ci confirmera d'ailleurs cet esprit de camaraderie et la non présence de la coopération décentralisée au développement en tant que politique de gauche en évoquant ces « élus de droite qui filent parfois des coups de mains, trouvent un bus pour une action ponctuelle ».

On retiendra enfin que ce consensus révélant un certain apolitisme autour de la question de la coopération décentralisée est éventuellement rompu quand l'opposition refuse de voter pour le budget en prétextant qu'elle n'en voit pas l'intérêt pour la commune. Mais cette opposition ne renvoie pas de façon nette à un refus idéologique mais davantage à une critique sur une utilisation de l'argent mal appropriée sans toutefois s'opposer au principe même de l'aide. On a vu déjà que le Front National refusait systématiquement d'apporter son vote à toute action en dehors de l'Arménie où il pouvait soit s'abstenir soit voter pour. Ce refus peut certes avoir des « relents » idéologiques mais qui ne cristallisent pas des positions de principe de l'ensemble de la droite. La droite dite « républicaine » peut s'opposer pour des raisons budgétaires à la coopération décentralisée. Pareil raisonnement est avancé par le chef de file de l'opposition à Eybens qui se plaint de toute façon du faible poids de son opposition, de son caractère isolé et du manque d'écoute de la part de la majorité sur tous les sujets de la vie municipale. On retiendra par ailleurs les propos de l'élu de l'opposition à Romans qui estime que les principaux points de désaccord avec l'équipe municipale résident avant tout dans la « gestion financière de la ville ». Ce n'est pas tant les dépenses en terme de coopération décentralisée qui sont décriées et qui sont perçues comme des « petites sommes » presque sans importance. Mais ce sont avant tout les dépenses démesurées entreprises par la ville pour les associations, et la masse salariale municipale qui poserait problème.

« Avec une augmentation des impôts locaux de 25% sans transformation notable de la ville contrairement à Valence qui l'a fait sans augmentation d'impôt, Romans n'est plus la capitale de la chaussure mais de l'assistanat. »⁶⁰

Le même constat est fait par l'élu chef de file de l'UMP à Eybens qui estime que la coopération décentralisée est un « problème mineur et que la préoccupation majeure concerne la réduction de la dette publique et de la masse salariale qui représente 55 % du budget, 350 employés et des équipements municipaux pour une ville de 50 000 habitants alors qu'il n'y a seulement que 10 000 habitants ». Cette fixation d'une critique sur les capacités gestionnaires de l'équipe au pouvoir semble caractéristique des tournois électoraux locaux. Cela témoignerait en outre d'une disparition de la politisation de l'action publique et finalement d'une standardisation d'une opposition portant sur la capacité gestionnaire de l'équipe municipale. Lorsque, par ailleurs, l'élu de l'opposition romanaise évoque la qualité d'une

⁶⁰ Membre de l'opposition à Romans au Conseil Municipal sur la liste Romans Autrement

personne en particulier de sensibilité de gauche qu'il mettrait au poste des finances pour redresser l'économie locale en cas de prise de pouvoir en 2008, on semble bien se trouver ici dans un système où la légitimité démocratique ne peut venir que d'une légitimité de savoir faire professionnel, à savoir ici la gestion financière d'une ville.⁶¹ Il est enfin intéressant de constater que certains faits laisseraient penser qu'on assisterait à un déplacement des tensions idéologiques sur la scène politique locale, notamment à Romans. L'exemple de l'épisode de la plantation des Oliviers en 2002 en est une illustration particulièrement saisissante. L'élue interrogé de l'opposition à Romans rapportant les faits a affirmé « ne rien en avoir contre le maire [qui est au passage un ami] mais contre les communistes de Romans International » qualifiés d'« ultras » pour « leur côté anti-américain, anti-israélien et peu diplomate découverts en Palestine ». Cette remarque renvoie à une vision plus globale sur la ville où finalement « le maire ne prend pas ses responsabilités politiques, les syndicats prenant toutes les décisions ». Le clivage politique ne se ferait ainsi plus nécessairement avec l'équipe municipale au pouvoir mais avec les associations ou syndicats porteurs de message politique clair avec une certaine vision du monde contre laquelle il est au final plus facile de s'opposer. Ce relatif déplacement du clivage idéologique est d'autant plus frappant que le maire ne serait finalement pas « responsable de la politique municipale ». Cette non responsabilité tendrait à s'expliquer par un manque de compétence de celui-ci dans sa capacité à être leader, remarque à propos de laquelle on aura l'occasion de revenir dans la deuxième partie. On rejoint au final l'idée d'une cristallisation des tournois électoraux locaux autour des compétences gestionnaires laissant entrevoir un éventuel déplacement idéologique.

2. ... masque la présence d'une idéologie partisane symbolique

Derrière un discours recherchant le consensus et où semblerait prédominer l'apolitisme, la coopération décentralisée au développement masque une volonté politique forte des maires d'assumer un choix personnel, de se démarquer idéologiquement au moins symboliquement et d'assurer un style politique. Le caractère singulier de la coopération décentralisée sur ces deux territoires produit indubitablement une différenciation à la fois territoriale et politique. L'engagement et l'histoire personnelle des deux maires traduit une

⁶¹ Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, op. cit., p. 13

vraie croyance pour ces personnes qu'il incombe à une collectivité locale d'effectivement s'engager dans la solidarité internationale, et donc que ce sont des territoires pertinents et légitimes pour mettre en place des programmes d'aide au développement et d'échanges. La majorité des entretiens avec des techniciens et associations évoquent la forte volonté politique et le courage dont font preuve ces deux personnes. A la question de savoir pourquoi des programmes de coopération décentralisée à partir des deux terrains d'étude étaient mis en place, toutes les réponses ont convergé vers l'histoire personnelle qui relie Messieurs Bertholet et Baïetto à la coopération décentralisée et leur sensibilité à la question de la solidarité internationale. Ainsi, le responsable du service communication de la ville de Romans dira que « la politique de coopération décentralisée est incarnée par le maire ». Pour le conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée, cette dernière est avant tout une histoire personnelle, celle d'Henri Bertholet, « un homme qui s'intéresse à tout ». La Directrice Générale des Services de la mairie avance que Monsieur Bertholet est « très porteur sur la question » et que lorsqu'il a été député, il se sentait « très sensible aux problèmes mondiaux, notamment entre Israël et la Palestine. » Le responsable du service économique d'Eybens en charge de la coopération décentralisée raconte les premiers voyages de Marc Baïetto au Pérou et son « courage » quand il devait arpenter les rues de Lima avec des gardes du corps au moment où le Sentier Lumineux était encore un groupe « terroriste » actif. L'élue à la coopération décentralisée à Eybens évoque, quant à elle, une « impulsion évidente portée par le maire, philosophe, appartenant à la bourgeoisie de gauche, à qui aider d'autres pays apparaît comme une évidence ».⁶²

La volonté politique des deux maires exprimant une réelle sensibilité aux questions de solidarité internationale semble traduire un désir des maires et de leur équipe municipale de se démarquer symboliquement sur le plan idéologique. En s'appuyant sur les lectures de Lionel Arnaud, Christian Le Bart et Romain Pasquier qui démontrent que les idéologies partisanes ont encore leur place dans l'action publique territoriale⁶³, on peut estimer que la coopération décentralisée au développement permet aux maires et à certains élus de gauche d'édicter un discours idéologique et de mettre en place des actions publiques finalement peu coûteuses mais ayant une portée idéologique partisane. Le discours porté sur la coopération décentralisée peut être perçu comme un moyen précieux pour les élus de faire un « incessant bricolage rétrospectif pour rappeler d'où l'on vient »⁶⁴ et mettre en cohérence les actes avec

⁶² Elue à la citoyenneté, la coopération décentralisée, la vie des quartiers et l'économie de la mairie d'Eybens

⁶³ Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, op. cit., p. 20

⁶⁴ Ibid, p. 21

des idées défendues, notamment lors des promesses électorales. Il est difficile d'affirmer que la coopération décentralisée au développement caractérise une action publique qui serait de « gauche » au moment où « la proximité idéologique entre droite et gauche s'accroît sensiblement ».⁶⁵ Nous avons vu que le conseiller municipal en charge de la question à Romans s'oppose à cette position, arguant que des villes de droite ont des actions similaires. Nous avançons cependant ici l'idée que la coopération décentralisée appartient à un « ensemble de références culturelles et symboliques »⁶⁶ qui font toujours sens aujourd'hui pour des personnes se disant appartenir à la gauche républicaine. Celle-ci, considérée par Michel Winock comme « le plus petit dénominateur commun de la gauche aujourd'hui » caractériserait les « défenseurs d'une société laïque, sociale mais non socialiste, fidèle aux droits de l'homme et du citoyen, désormais européenne ».⁶⁷ La coopération décentralisée au développement fait en ce sens clairement référence à l'attachement des élus politiques au respect des droits de l'homme. Les discours portés par les élus de la majorité qui justifient la coopération décentralisée dans les journaux municipaux sollicitent cette référence. Ainsi, il est intéressant de voir l'ancien adjoint chargé des affaires européennes et internationales, René-Christian Béraud, évoquer en 1991 dans le journal municipal, au balbutiement de la coopération décentralisée romaine, « la volonté clairement affirmée des élus de se tourner vers les pays moins favorisés pour apporter une aide à la mesure de la ville et s'enrichir de relation nouvelle »⁶⁸. De même à Eybens, dans le numéro du journal municipal consacré à la coopération décentralisée au développement en décembre 2005, Hervé Guillon, représentant des élus socialistes, s'exprimant dans les colonnes réservées à l'expression des différentes forces politiques de la commune rappelle, évoquant la coopération décentralisée, que « le groupe socialiste souhaite évidemment la poursuite de ces actions, de ces relations où ce n'est ni l'intérêt ni la compétition qui prime mais uniquement un plus à l'humanité. »⁶⁹ Les maires des deux villes s'efforcent dans leurs discours de lier la coopération décentralisée au développement à des éléments de solidarité qui font « écho à des symboles d'une politique qui se veut à gauche » affirme le responsable du service communication de la ville de Romans⁷⁰. Ainsi, Eybens semble exprimer à travers la coopération décentralisée son engagement envers

⁶⁵ Michel Winock, *La gauche en France*, collection des éditions Perrin, 2006, p. 30

⁶⁶ Ibid, p. 31

⁶⁷ Ibid, p. 15

⁶⁸ Jacques Carteret, « La coopération internationale : une nouvelle dimension des jumelages » in *Romans Magazine*, N°55, mars 1991, p. 16

⁶⁹ « S'enrichir au contact des autres » in *Journal d'Eybens*, n° 84, décembre 2005, p. 8

⁷⁰ Responsable du service communication de la ville de Romans sur Isère

le reste du monde quand le maire Marc Baietto, en ouverture de la Semaine de Solidarité Internationale du 14 novembre 2005 souligne :

"Cela n'a pas de sens de défendre la solidarité, la justice et la démocratie sur le seul territoire de sa commune si on ne fait rien pour les défendre ailleurs dans le monde".

On peut, par ailleurs, citer Monsieur Baietto lorsqu'il déclarait en ouverture du conseil municipal extraordinaire sur la coopération décentralisée du 30 mai 2002 qu'« il souligne la valeur qu'il accorde à ce que les choix politiques de la ville soient ainsi affirmées : s'engager dans l'aide aux plus démunis, à Eybens comme auprès des populations des pays en voie de développement ».

Le maire de Romans, Monsieur Bertholet, ne manque, lui non plus, pas une occasion de « rappeler les valeurs de gauche »⁷¹ de cette politique et qu'elle fait partie de son programme politique. Ainsi, en 2006 lors de la dernière Biennale, on l'entendra justifier l'action de solidarité internationale de la ville de Romans s'insurgeant contre tous ces « maux que sont les délocalisations, les migrations de masse provoquées par la misère, les conflits armés, le fanatisme, la xénophobie, le communautarisme qui ne sauraient être que l'affaire des Etats mais aussi des collectivités territoriales »⁷². Cette réaction fait suite à de fréquents rappels du maire au cours des conseils municipaux où il explique que la coopération décentralisée est clairement une politique propre à son programme politique présenté devant les Romanais et approuvé par ceux-ci. Ainsi, lors du conseil municipal du 13 mai 1996, face aux critiques de l'opposition sur la manque de transparence financière de l'association ROCS⁷³ créée en 1993, il rappelle que la « coopération décentralisée, via la mission européenne, figurait dans le programme municipal de la liste qu'il a eu l'honneur de conduire et que c'est elle que les Romanais ont choisie ». Pareille démarche est utilisée au cours du conseil municipal du 7 février 2000 où il reconnaît que les actions de coopération décentralisée conduites par la ville ne constituent pas son devoir essentiel mais que « cette mission figurait bel et bien dans le programme municipal ». Lors du conseil municipal du 25 novembre 1998, en répondant aux critiques de l'opposition sur la dépense de 174 000 francs pour la réalisation d'un chantier jeunes à Taroudannt où seuls six Romanais ont participé,

⁷¹ Selon le responsable de la MAEI interrogé, le maire aurait rappelé, début 2007, pour justifier le budget de la coopération décentralisée, que celle-ci était clairement une politique de gauche et qu'il entendait la défendre d'autant plus.

⁷² « 4 questions à... Henri Bertholet, maire de Romans. Nouvellement nommé membre du Haut conseil de la coopération internationale par arrêté du 27 mars 2006 » in *Romans Magazine*, N° 206, mai 2006, p. 5

Monsieur Bertholet justifiera cette action par l'invocation d'une tradition romanaise associée à une marque politique :

« La volonté de la ville de Romans d'intervenir à l'étranger est un choix éminemment politique, conforme à une tradition romanaise ancienne qui s'est d'abord exprimée par des jumelages et maintenant dans la coopération décentralisée »

On notera ici l'idée de processus auquel Monsieur Bertholet fait appel pour justifier sa politique internationale. On tendrait bien ici à percevoir une certain « bricolage idéologique » comme évoqué plus haut : une politique mise en place qui suit une « tradition romanaise » tout en s'en démarquant et qui renverrait dès lors à une différenciation stratégique et à l'innovation, symbole d'une « idéologie du progrès »⁷⁴ qui se voudrait de gauche s'opposant à une idéologie de la tradition qui caractériserait la droite.⁷⁵

Par ces rappels, les maires se placent clairement dans un processus de différenciation idéologique. La coopération décentralisée est leur œuvre et ils semblent bien l'utiliser pour se démarquer du monde politique local et imprimer « un style politique local ». Il est intéressant de noter qu'à Romans comme à Eybens, la mise en place des programmes de coopération décentralisée se situe peu de temps après l'arrivée au pouvoir des maires respectifs, marquant ainsi une volonté de distinction avec son prédécesseur. Cela apparaît clairement avec l'arrivée au pouvoir de Monsieur Bertholet en 1989 suite à la mort soudaine de Monsieur Lapassat, alors maire depuis 1983. Monsieur Bertholet était jusqu'alors adjoint à la culture et aux relations internationales, et également président du Comité de Jumelage. La lancée officielle de la ville dans la coopération décentralisée souligne très certainement la volonté de Monsieur Bertholet d'asseoir une légitimité non acquise démocratiquement, le maire devant attendre 1995 avant d'être directement élu par les Romains. Pareil constat semble pouvoir être fait avec Monsieur Baietto à Eybens qui devient maire en 1983 tout en ayant appartenu à l'équipe municipale précédente. Sa recherche dès 1985 à inciter une association à se constituer en direction du Cameroun peut souligner également une recherche de « style politique ». Dans les deux cas, les maires utilisent pour installer leur « style » une rhétorique de la nouveauté et du dynamisme associée à la mise en place de cette politique. Ainsi, Monsieur Baietto,

⁷³ Romans Coopération Solidarité, « ancêtre » de l'actuelle association Romans International créée en 1997

⁷⁴ Michel Winock, op. cit., p. 8

⁷⁵ Guy Hermet, « Préface » in Marc Crapez, *Naissance de la gauche*, éditions Michalon, 1998, p. IV. Cette dualité progrès/tradition est à rapprocher de l'autre dualité « vertu/résistance à la vertu ». La gauche a préempté

toujours lors du conseil municipal du 30 mai 2002, « rappelle que dès l'origine, l'équipe municipale n'a pas souhaité inscrire son action dans un processus classique de jumelage, mais impliquer la ville dans tous ses aspects, la municipalité, les habitants, les agents municipaux ; agir en terme de transferts de compétences ; permettre l'amélioration des conditions de vie des populations concernées par des actions pratiques, avec leur implication ». C'est donc l'attitude de tous les Eybinois qui ferait apparemment de la coopération décentralisée une politique innovante dans son mode de faire. Pareil constat peut être fait dans le discours du maire à Romans. Ainsi, lors du conseil municipal du 22 février 1993, il souligne le côté avant gardiste de cette politique, fruit de son relatif courage politique en rappelant que « la coopération décentralisée est une idée neuve consacrée par la loi Joxe du 6 février 1992 ». Il entend à travers cette politique « faire de Romans cette cité fraternelle, ouverte sur l'Europe et le monde ». De même, lors du conseil municipal du 8 février 1999, il rapporte, non sans fierté, que sa « nomination sous Alain Juppé puis Lionel Jospin à la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée souligne le dynamisme de Romans en la matière ».

Ce processus de différenciation idéologique symbolique est d'autant plus vrai que l'opposition n'investit pas ce champ de la politique. Peut-on en conclure que la droite ne le fait pas localement car la coopération décentralisée n'apporte certainement au final que peu de plus value sur le plan électoral ? Il est difficile de répondre totalement par l'affirmative à cette question, tellement cette « plus value » ne semble pas aisée à estimer. Cependant, il est clair que l'impression qui domine en entendant l'opposition évoquer la coopération décentralisée est l'absence de saisie de l'idéologie politique qui a conduit le maire de chaque ville à mettre en place cette politique singulière. La coopération décentralisée reste, selon les élus de l'opposition de chaque ville, un « petit sujet » à Romans, à Eybens « une politique mineure de la ville » dont la somme engagée leur semble dans les deux cas peu importante. On ajoutera ici la faible connaissance de ces élus des dossiers des actions de coopération décentralisée. Le chef de file de l'opposition d'Eybens admet, tout en le regrettant, n'entendre parler de la coopération décentralisée « qu'une fois par an au moment du vote du budget ». L'élue de l'opposition à Romans estime de manière générale que les problèmes auxquels s'attaque la mairie sont « trop gros ». Il avoue connaître peu le sujet citant uniquement le voyage en Palestine effectué par l'un des membres de l'opposition au sein de la délégation romanaise. De la Biennale, il ne connaît que le « repas, un bon moment où l'on partage » sans connaître les raisons qui poussent à la présence d'un tel événement dans la commune. Il défend au final

en France la meilleure place en subordonnant le jeu démocratique au conflit moral majeur qui oppose sans solution possible la gauche vertueuse et la droite coupable ou suspecte de résistance à la vertu.

davantage l'idée de jumelage estimant que « les échanges avec les enfants sont bons pour apprendre une langue ». En évoquant la question de savoir si la coopération décentralisée continuera si la droite vient au pouvoir, il affirme qu'ils vont « garder le jumelage » avec le désir de créer un jumelage avec une ville de chacun des 27 pays européens, toujours dans une logique d'échange. Par ailleurs, sa remarque estimant que « 5 000 euros ce n'est rien » témoigne de la faible connaissance du dossier et du budget engagé. Il faut cependant ici relativiser cette remarque en gageant que d'autres élus de l'opposition auraient peut-être eu une connaissance plus fine de la question, ce dont semblent témoigner les réactions citées précédemment de certains dans les délibérations du conseil municipal entre 1991 et aujourd'hui. Comme on l'a déjà dit plus haut, c'est avant tout l'institutionnalisation progressive de cette politique comme une sorte de « domaine réservé » du maire réduisant progressivement toute remarque et contestation de cette politique aux enjeux électoraux apparemment minimes qui explique la faible connaissance des dossiers par l'opposition.

Dès lors, on pourrait imaginer que la coopération décentralisée au développement correspondrait bien à cette description d'une « action publique non lourde », d'un « objet plus léger » apparemment dépourvu de complexité et technicité sur lequel il semblerait facile de communiquer pour une « émission régulière de signaux dans un souci électoral »⁷⁶. Envoyer des jeunes participer à des colonies ou les organiser au Liban ou en Tunisie et faire là-dessus une communication dans le journal municipal relèverait bien de ces petites décisions idéologiquement symboliques et significatives : montrer aux habitants une solidarité active de l'équipe municipale associée à une fameuse « ouverture sur le monde ». Ainsi, dans un contexte ambiant de « fin des grands récits » souligné par une baisse des grandes idéologies partisans, la coopération décentralisée tendrait à permettre aux élus de garder un discours partisan relatif car l'« action publique a besoin de sens ».⁷⁷

Cette lecture peut être nuancée par une analyse de la coopération décentralisée où l'idéologie peut apparaître plus forte qu'un unique affichage partisan symbolique mais bien un moyen de donner une intelligibilité aux dysfonctionnements de la société et aux régulations possibles. Pour la Directrice Générale des Services de la ville de Romans, la coopération décentralisée au développement est clairement « une marque et un acte politiques, un moyen d'afficher d'être de gauche », justifiant qu'« on n'engage pas des missions

⁷⁶ Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, op. cit., p. 23

⁷⁷ Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, « Déplacements Idéologiques et action publique. Le laboratoire des politiques territoriales », in Arnaud Lionel, Le Bart Christian, Pasquier Romain (Dir.), *Sciences de la Société*, N° 65, 2005, p. 6

internationales comme on fait de l'état civil. »⁷⁸ La remarque du responsable du service communication de la ville de Romans nous indiquant, contrairement à ce que peut dégager la simple lecture des journaux municipaux, qu'« on ne communique pas à Romans sur la coopération décentralisée comme on communique sur un autre sujet »⁷⁹ souligne que l'affaire ne se résume peut être pas à une histoire légère destinée à envoyer des messages à visée électorale ou symbolique pour bien montrer qu'un maire socialiste fait encore une politique de gauche. Certes, s'il est facile de communiquer sur les voyages de jeunes dans les pays partenaires, il est cependant difficile au service communication de trouver pour toutes les actions engagées en terme de coopération décentralisée un lien avec les administrés. Cette difficulté de communication est d'ailleurs plus difficile à Romans qu'à Eybens de par les plus grandes difficultés économiques que rencontre la capitale de la chaussure de luxe depuis les années 1980 avec les fermetures à répétition des industries du cuir et de la chaussure : 5000 personnes travaillaient encore autour du cuir et de la chaussure au début des années 1980 contre 500 actuellement. Romans dispose d'un budget total de 44,9 M€ soit 1400 €⁸⁰ par habitant alors qu'Eybens dispose d'un budget global de 30,8 M€ soit 3200€ par habitants.⁸¹ Eybens est ainsi plus de deux fois plus riche que Romans en terme de ressource disponible par habitant. Ce constat traduit en outre la faible présence de ménages avec des revenus imposables sur Romans, soulignant les difficultés quotidiennes d'une grande partie de la population. Il traduit ensuite une forte volonté politique d'engager la ville dans le champ de l'aide au développement. La difficulté financière de Romans oblige cependant le service communication à couvrir l'action municipale en terme de coopération décentralisée de manière à ne pas choquer des habitants aux revenus modestes qui auraient du mal à comprendre la politique municipale :

« Il est beaucoup plus facile de dégager la valeur ajoutée pour l'habitant de l'ouverture d'une crèche que de l'argent dépensé à l'international »

Communiquer sur la coopération décentralisée pour le service communication d'Eybens semble poser moins de problème : le sujet attire les journalistes du service puisqu'il est « plus

⁷⁸ Directrice Générale des Services de la ville de Romans

⁷⁹ Responsable du service communication de la ville de Romans sur Isère et de la communauté de communes du « Pays Romanais ».

⁸⁰ *Finances de la villes, budget 2007 : tout savoir, Romans Magazine*, Supplément au n° 218, avril 2007, p. 5

⁸¹ « Budget 2007 : équilibre et clarté » in *Journal d'Eybens*, n° 98, mars 2007, p. 8

captivant à traiter que la vie eybino-eybinoise »⁸² et que chacun trouve un « intérêt de la découverte, est attiré par le côté exotique, le vécu des techniciens et des élus à leur retour du terrain. » Cependant, pour le responsable de la coopération décentralisée d'Eybens avec la Roumanie en charge aussi de la vie associative, « la communication doit se faire avec des pincettes » car « tout le monde ne suit pas le maire sur la coopération décentralisée ». A la question du magazine municipal demandant si le choix politique est aisé à assumer dans un contexte local particulièrement difficile du point de vue économique, le maire de Romans répond qu' « il nous incombe d'assumer ce choix, parfois contre les incompréhensions initiales de citoyens sincères, souvent contre la démagogie politique de quelques uns. Comme toujours, l'essentiel est d'expliquer et de démontrer, par l'action, l'intérêt »⁸³. Suite à ces propos et ces constatations, et en remarquant que « Romans sur misère » comme elle est parfois appelée, dépense pour la coopération décentralisée au développement 0,7 % de son budget de fonctionnement contre 0,1 % pour Eybens, on peut penser que l'action publique va peut être plus loin que le symbolique. A Romans, de par le contexte socio-économique difficile, la coopération décentralisée au développement est une politique de gauche plus affirmée qu'à Eybens, traduisant bien en ce sens une différenciation territoriale.

Au côté de cette double démarche du maire d'affirmer une stratégie de différenciation symbolique et une grande volonté politique, il est important de noter qu'un ensemble d'acteurs professionnels et associatifs sont porteurs d'une idéologie partisane clairement définie et qui n'est pas de l'ordre du symbolique : « toute une série d'acteurs [sur les deux terrains] sont porteurs de croyances discriminantes, de façons de penser le monde ».⁸⁴ Ainsi, on peut observer que la majorité des acteurs sont marqués politiquement à gauche sans forcément l'affirmer durant les temps d'entretien ou d'observation. Certains se défendent même de l'importance de cette question et semblent, lors des questions posées, y réfléchir pour la première fois. On retiendra d'abord la fin d'une mini-conférence à Romans destinée à préparer la Biennale 2008 où plusieurs personnes, professionnels et membres associatifs, faisaient l' « aveu de n'être qu'entre gens de gauche » et s'interrogeaient sur les possibilités d' « ouvrir le groupe à des personnes qui portent un autre regard sur les questions d'identité et

⁸² Responsable du service communication de la ville d'Eybens

⁸³ « 4 questions à... Henri Bertholet, maire de Romans. Nouvellement nommé membre du Haut conseil de la coopération internationale par arrêté du 27 mars 2006 » in *Romans Magazine*, N° 206, mai 2006, p.5

⁸⁴ Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, « Does ideology matter ? Standardisation de l'action publique territoriale et recompositions du politique » in Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier (Dir.) *Idéologies et action publique territoriale. La politique change-t-elle encore les politiques ?*, Presses Universitaires de Rennes, 2006, p. 26

d'universalité »⁸⁵. On notera également les allusions fréquentes pendant les temps d'observation à des références politiques soulignant la réelle connivence politique de gauche qui existe au sein de ces réseaux d'acteurs. L'un des intervenants des mini-conférences fera ainsi plusieurs allusions durant sa conférence à des temps de la vie politique française, « taclant » non sans vergogne les hommes politiques de droite nationaux. Ainsi, en évoquant le « réflexe républicain » qui a empêché tout débat entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002, l'intervenant se demandait ce qui était le plus traumatisant entre le 21 avril 2002 et le 5 mai 2002, date de l'élection de Monsieur Chirac en tant que Président de la République Française. Les rires accompagnant sa question laissent penser que l'élection de Monsieur Chirac pouvait être aussi traumatisante que le fait d'avoir un représentant d'un parti de l'extrême droite française qualifié pour le second tour des élections. Il terminera, par ailleurs, la conférence en demandant si « tout le monde ici est de gauche » sans avoir de réponse avant de lancer à l'assemblée un réconfortant « à gauche, il y a de quoi penser » après la victoire de l'homme politique de droite, Nicolas Sarkozy, à l'élection présidentielle de 2007. Pareille observation peut être faite lors des réunions du collectif Eybens, Gières, Poisiat. On retiendra le discours du président du Collectif réaffirmant avec un sourire sarcastique que « cette association n'est pas politisée »⁸⁶ lorsque plusieurs personnes ont ri en constatant que la photographie du Président Chirac n'avait pas encore été remplacée dans la mairie de Poisiat par celle de Monsieur Sarkozy. Si l'on peut comprendre qu'une association refuse de se considérer comme politisée, il est intéressant d'entendre qu'une association où trois municipalités socialistes ou apparentées adhèrent, s'en défende. Si pour certains, comme une personne interrogée appartenant à l'association Romans International, les politiques de coopération décentralisée sont « clairement à gauche »⁸⁷, la question de la politisation des associations a été posée avec acuité lors de l'entretien avec deux membres d'Eybens Cameroun. L'un a tenu à affirmer qu'il était de gauche et qu'il pensait que toute personne œuvrant pour la solidarité l'était. Cette remarque a fait réagir l'autre membre, qui, bien que de gauche, répondait en affirmant qu'on ne « [pouvait] pas faire de généralités sur les autres membres de l'association ».⁸⁸

⁸⁵ Observation lors de la mini-conférence donnée à Romans le 26 mai 2007 par Michel Lepasant sur le thème « Identité et Universalité » sous l'angle philosophique.

⁸⁶ Observation lors de la réunion du Collectif Eybens, Gières, Le Poisiat du 30 mai 2007 à la mairie de Poisiat.

⁸⁷ Un membre de l'association Romans International

⁸⁸ Deux membres de l'association Eybens Cameroun

Le consensus recherché et l'absence d'opposition n'empêchent pas la constitution d'une identité partisane marquée clairement à gauche autour de la question de la coopération décentralisée au développement. Elle l'est, semble-t-il davantage à Romans qu'à Eybens de par le contexte socio-économique. Si cette identité partisane peut essentiellement s'apparenter à du symbolique par la recherche du maire à se démarquer stratégiquement sur le plan personnel de l'opposition mais aussi certainement au sein de son propre parti, on voit que les acteurs qui font vivre la coopération décentralisée au développement sont motivés par des valeurs de gauche laissant percevoir qu'ils agissent selon une certaine vision du monde. Une idéologie politique semble aussi animer chacun des territoires ne s'opposant pas mais contribuant au contraire à forger une identité territoriale. Nous nous efforcerons de montrer désormais en quoi la coopération décentralisée au développement contribuerait à forger une identité propre à chaque territoire. Il s'agira notamment de voir en quoi l'affirmation de cette identité par les acteurs est motrice de dynamiques entretenant au final une certaine synergie pour la réalisation des programmes d'aide au développements et de solidarité internationale sur chacun des territoires.

B. Une action publique qui semble participer à la constitution d'une identité propre à un territoire.

Il est judicieux de rappeler que l'enjeu du présent travail est notamment de voir si des territoires comme celui de Romans et Eybens sont des espaces pertinents de production de sens. L'idée avancée ici serait que la coopération décentralisée au développement contribuerait à produire « un imaginaire collectif incarné par les systèmes d'acteurs à l'échelon local ». ⁸⁹ Il est ainsi intéressant de travailler sur les discours territoriaux afin de voir s'ils « véhiculent des mots d'ordre et des figures de style évoquant une symbolique politique locale et participent à l'affirmation ou au rappel de vecteurs identitaires ou d'idéaux

⁸⁹ Alain Faure « Territoires/territorialisation » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet (Dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris Presses de Sciences Po, 2004, p. 434

collectifs. »⁹⁰ Nous avons vu précédemment que la coopération décentralisée tendait justement à consolider une symbolique politique locale portée par le maire et relayée au-delà de la symbolique par des acteurs locaux gravitant autour dans le secteur de la coopération décentralisée au développement. Il semblerait qu'elle participe également à l'affirmation de vecteurs identitaires renvoyant à des particularités locales.

1. Un réseau d'acteurs militants constitue par des « effets d'apprentissage » une identité singulière...

La personne interrogée de l'association PIHC à propos de Romans évoque un « contexte particulier » au sujet de la coopération décentralisée au développement. Cette remarque invite à imaginer une singularité des dynamiques présentes sur chacun des territoires autour de l'objet d'étude. Nous avançons ici l'idée que cette singularité est l'œuvre d'une volonté politique associée à la présence sur ce territoire d'acteurs aux sensibilités similaires à cette volonté et ayant été capables de l'accompagner en l'« incarnant » littéralement. Aussi, il est dès lors intéressant de voir en quoi ce contexte particulier, par la combinaison d'une volonté politique associée à la présence d'un réseaux d'acteurs militants, a permis cette construction identitaire revendiquée comme territoriale.

La singularité de la présence d'une politique de coopération décentralisée sur chaque territoire s'exprime à travers le contexte particulier dans lequel des initiatives locales viennent alimenter des dynamiques propres enclenchées à l'origine par les municipalités. Contrairement à ce qui a été démontré à Angers où la coopération nous a été présentée comme non intégrée du fait d'une faiblesse des structures de coordination, du comportement du chacun pour soi et des jeux d'influence et d'utilisation réciproque⁹¹, les actions à Romans et à Eybens semblent issues de la mairie ou coordonnées par elle. Celle-ci tente de donner une vision d'ensemble à la politique menée mais également au réseau d'acteurs militants qui la fait vivre. Pierre Albine expliquait que les manquements perçus à Angers étaient dus à une absence de volonté politique. Or, c'est bien la présence d'une volonté politique forte et continue depuis une vingtaine d'années évoquée précédemment qui expliquerait une intégration relativement importante des initiatives locales en terme de solidarité

⁹⁰ Alain Faure, « Conclusion Générale : Une nouvelle critique territoriale » in Emmanuel Négrier, Alain Faure (Dir.), *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, à paraître, p. 250

internationale. Il est indéniable que la présence au pouvoir des deux mêmes personnes depuis le lancement de la coopération décentralisée au développement explique cette continuité et la structuration progressive de cette politique. A Eybens comme à Romans, ce sont les maires qui ont enclenché il y a plus de 15 ans une dynamique qui s'est propagée sur le territoire électoral et au-delà. Les deux mairies auraient ainsi élaboré un contexte permettant l'établissement d'« effets d'apprentissage », évoqués par Jacques de Maillard permettant le partage d'un langage commun de l'ensemble des acteurs au sujet de la coopération décentralisée.⁹² Dès lors, on peut avancer l'idée qu'un véritable référentiel sectoriel⁹³ se serait construit sur chaque territoire autour de la coopération décentralisée. Jacques de Maillard distingue trois apprentissages en jeu : l'apprentissage instrumental qui vise à acquérir de nouveaux outils partageables par l'ensemble des acteurs, l'apprentissage stratégique qui vise à la transformation des façons de faire et d'agir, et enfin l'apprentissage cognitif qui vise à la transformation de la représentation des problèmes, le partage d'un langage commun.

On peut affirmer que les trois processus d'apprentissages évoqués par de Maillard sont en cours à Eybens et Romans, témoignant de dynamiques locales propres. D'abord, il semble bien que l'apprentissage instrumental soit présent dans la politique de coopération décentralisée au développement menée par Eybens et Romans. La Biennale et la Semaine de la Solidarité Internationale traduisent cette acquisition par l'ensemble des acteurs de nouveaux outils partageables sous l'impulsion municipale. Il est intéressant de noter dans le discours des acteurs locaux que ces deux événements apparaissent effectivement comme un outil permettant de travailler ensemble. Ainsi, à Eybens, l'élue en charge de la question considère cet événement comme « l'interface entre les villes et les associations ». La Semaine de la Solidarité Internationale a été « à l'origine, en 2003, proposée par les élus des trois villes que sont Eybens, Gières, Poisat », selon un membre de l'association Eybens Vama Roumanie, en s'inscrivant dans un programme national sous l'égide du CRID, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement.⁹⁴ L'élue d'Eybens confirme cette volonté politique en

⁹¹ Pierre Albine, op.cit., p. 25

⁹² Jacques de Maillard, « Les nouvelles politiques socio-urbaines contractuelles entre conflits et apprentissages » in *Politix*, Volume 15, n° 60, 2002, p. 171.

⁹³ Pierre Muller, « Référentiel global, référentiel sectoriel » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet (Dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris Presses de Sciences Po, 2004, p. 373

⁹⁴ www.lasemaine.org, visitée le 26 juillet 2007. On peut lire la présentation suivante : « Coordonnée par le Crid depuis sa création, en 1998, la Semaine de la Solidarité Internationale a été lancée par des associations de solidarité internationale, en concertation avec les pouvoirs publics, suite aux Assises de la coopération et de la solidarité internationale d'octobre 1997. Opération nationale décentralisée, la Semaine de la Solidarité Internationale est un rendez-vous annuel qui sensibilise les publics les plus larges possibles à la solidarité internationale et au développement durable. Pour les acteurs de la solidarité internationale et leurs partenaires, cette semaine est l'occasion de réaliser des animations - toutes thématiques confondues - pour faire connaître

rappelant que l'idée est venue à la suite d' « un voyage des trois maires au Pérou pour visiter le programme d'Independencia. Les élus ont pris conscience de la nécessité de réactiver la coopération entre les villes françaises et créer un événement capable de réunir les synergies sur les trois territoires. » On voit bien aussi le contexte particulier dans lequel s'inscrit la coopération décentralisée à Eybens avec une originalité d'affichage commun aux deux autres villes. Cette structuration est voulue et organisée par la ville pour (re)dynamiser les initiatives locales. Cela est avancé encore une fois par l'élue en charge de la question durant l'entretien accordé :

« La coopération, après le fort dynamisme du début, était retombée au début des années 2000 à cause du départ des personnes qui portaient la question et les différents programmes. »

Le Président du Collectif confirme cet objectif de la Semaine lorsqu'il dit que « le but à l'origine était de redynamiser les associations avec le constat d'un manque de sang neuf et le vieillissement des bénévoles ayant une moyenne d'âge comprise entre 55 et 65 ans ». Aussi, c'est bien en tant qu'outil dans une logique de redynamisation que la Semaine de Solidarité Internationale doit être perçue. Ce but semble atteint quand un membre de l'association Eybens Cameroun dit que cette semaine permet de « travailler avec les autres associations sur des projets en lien avec la Semaine ». Le Président du Collectif ajoute que « la nouveauté avec la Semaine est la synergie créée entre les acteurs ». La meilleure illustration serait actuellement, selon un membre d'Eybens Cameroun, le groupe qui travaille sur l'édition d'un fascicule avec les dessins des enfants réalisés au cours de l'édition 2006. Ce groupe se réunit régulièrement et proposera prochainement le rendu final au Collectif ; il est composé de membres des associations Eybens Cameroun, Gières Palestine, du collectif Independencia. L'outil « Semaine de la Solidarité Internationale » semble par ailleurs pertinent puisque selon un membre de l'association Eybens Vama Roumanie, « il permet de dépasser les préoccupations propres à chaque association par la définition d'un thème et de travailler ensemble sur celui-ci ». A la lecture des comptes rendus du Collectif et au vu de l'observation réalisée, une division des tâches autour de trois groupes est la règle depuis le début pour permettre la réalisation de la Semaine : un groupe s'occupe de la préparation du débat et/ou

leur engagement et leurs pratiques en faveur d'un monde plus juste et pour proposer à chacun d'agir concrètement dans sa vie quotidienne pour un plus grand respect des droits humains et des populations les plus défavorisées.

En 2005, plus de 3200 animations ont été réalisées dans le cadre de la Semaine, organisées par 387 "pôles organisateurs" dans 22 régions et 96 départements. »

du concert, un autre de la communication et un autre de la relation avec les écoles, chaque groupe ayant un responsable. Les temps d'observation du Collectif Eybens, Gières, Poisat ont mis en lumière le rôle structurant des politiques. Ainsi, il n'est pas anodin que le président du Collectif soit conseiller municipal de Gières même s'il se défend d'avoir cette casquette en tant que président du Collectif. Mais on note encore davantage une volonté de structuration de la part de l'élue en charge de la coopération décentralisée à Eybens, vice présidente depuis un an du Collectif. Alors que cette personne est venue une fois en 2004, trois fois en 2005 et 2006 aux 11 réunions annuelles du Collectif, on constate qu'elle est déjà venue à 5 des 6 premières réunions en 2007. Cette présence accrue traduit une volonté de la ville d'Eybens de prendre davantage à son compte l'événement, ce que confirme au cours de l'entretien l'élue en charge de la question quand elle affirme que « la ville d'Eybens souhaite prendre plus de place dans le Collectif qu'elle considère comme trop chapoté par les associations »⁹⁵. De par les temps d'observation, on constate cette affirmation de la ville d'Eybens au sein du Collectif soulignant la remarque du responsable de la vie associative relatant « la volonté de la ville de dynamiser le collectif ». Les réunions de 2007 ont été l'occasion pour l'élue à la coopération décentralisée d'Eybens d'essayer de structurer la démarche du groupe. La demande faite à cette personne lors de la réunion du 30 mai 2007 par le Président du Collectif « d'animer la réunion » le révèle. Le Président absent à la réunion du 15 mai 2007, c'est elle qui l'anima déjà, prenant les notes, rédigeant le compte rendu, et résumant les décisions prises dans la réunion en désignant les tâches de tout un chacun pour la réunion suivante. On analyse de même son travail de structuration du Collectif quand elle essaye de reformuler les échanges de la réunion du 30 mai 2007 et prend l'initiative de former des groupes de travail. Dans ces conditions, les associations suivent les propositions de l'équipe municipale sans forcément comprendre certaines réactions de l'élue eybinoise au cours de réunion⁹⁶ et assurent que la « ville doit avoir la même place que les associations dans le Collectif ».

L'utilisation de la Biennale en tant qu'outil se produit à Romans également. Cet événement permet le travail des différents partenaires locaux sous l'égide de la mairie qui, en instaurant

⁹⁵ Lors de la dernière Semaine de la Solidarité Internationale, l'exposition "Enfants dans la Guerre" aux dires de l'élue à la coopération décentralisée, a « traité de la Palestine alors que la ville d'Eybens avait souligné que la Palestine occupait une place trop importante et qu'il y avait un enjeu à montrer les enfants dans la guerre dans d'autres parties du monde.

⁹⁶ Observation de la réunion du Collectif du 7 février 2007. Au cours de cette réunion, l'élue en charge de la coopération décentralisée de la ville d'Eybens s'est plainte du fait que la Semaine de la Solidarité Internationale ne soit que l'« affichage du travail des associations », prétextant que la ville d'Eybens n'a pas été associée au choix du thème 2006. Elle a ensuite évoqué l'éventualité du retrait de la ville d'Eybens si la Semaine de la Solidarité Internationale ne redevenait pas à un partenariat « Ville/ Association ». Les associations ont répondu qu'il n'était pas dans leur intérêt et intention d'« être en roue libre ».

cet événement, a voulu « relooker la coopération décentralisée au développement » selon le conseiller municipal délégué à la question. Le document de bilan de l'édition 2004 en témoigne.⁹⁷ La préparation de la Biennale a démarré avant l'été 2003, avec Romans International et la PIHC principalement. D'octobre à fin mai 2004, le programme de la Plateforme de la Solidarité s'est progressivement construit avec l'ensemble du milieu associatif. Le souhait des différents partenaires aurait été « de partir de la base, des membres des associations, des jeunes et des stagiaires de formation afin de donner une forme participative au projet, de permettre aux Romains d'être présents dès le début ». Les rencontres de préparation ont eu un rythme bimensuel (un samedi matin sur 2 à la PIHC), ce qui a permis de solliciter plusieurs associations (Artisans du Monde, Emmaus, CDASR, MJC Monnaie, MQ Coluche, CCFD, AFPS, Amnesty International, Frère des Hommes, AIIRE, ADCAVL) qui ont peu à peu contribué à l'événement et se le seraient « appropriés ». De même, toujours d'après le document bilan de la Biennale, dans chaque association mobilisée, se sont mis en place des « groupes biennale » qui ont progressivement proposé, puis préparé telle ou telle manifestation. Le salarié de la PIHC va dans le sens de ce tableau dépeint tendant à souligner une forte dynamique des acteurs locaux pour cette édition 2004. La PIHC s'est particulièrement impliquée pour cette édition 2004 car elle fêtait ses 10 ans. Cet événement a été l'occasion pour elle de montrer le grand dynamisme de sa structure en mettant à disposition « 60 jeunes très dynamiques qui assuraient la logistique de l'événement sur toute la ville, changeaient les décors. » Le même constat d'effervescence est avancé par l'ADCAVL qui avait « deux personnes pendant deux mois à temps plein sur l'événement ». On note que la PIHC a été beaucoup plus en retrait pour l'édition 2006 ainsi que l'ADCAVL. Le salarié de cette structure invoque le fait qu'il est normal « que d'autres se bougent ». L'association Romans International a pris le relais pour copiloter l'édition 2006 et la suivante. Ce passage de relais peut être analysé comme une illustration d'un outil, la Biennale, qui permet effectivement le renouvellement des acteurs et traduirait par conséquent la bonne santé de dynamiques locales. Par ailleurs, revenant sur le mode d'organisation jugé comme original, le responsable de la MAEI affirme que « l'absence de cadre rigide soulignant une autre manière de travailler a certainement désarçonné certaines personnes ou structures qui n'ont pas su ou pu construire une action ou s'impliquer dans la construction d'un événement à

⁹⁷ Première Biennale de l'International de Romans 28-30 mai 2004, Compte-rendu d'exécution par la Mission des Affaires Européennes et Internationales, p. 3

plusieurs.» Cette remarque signale qu'un apprentissage d'un deuxième type , basé sur la façon de faire et d'agir et impulsé par la mairie est en cours à Romans.

On peut prétendre aussi que l'apprentissage stratégique au travers de l'organisation de la coopération décentralisée basée sur une culture de projet impulsée par la mairie est à l'œuvre sur les deux terrains d'étude. On en a vu une illustration avec la Biennale mais il est plus pertinent de l'observer dans la façon dont les acteurs locaux se complètent sur les actions de la politique de coopération décentralisée et se diversifient au fur à mesure que cette politique s'institutionnalise sur le territoire. On l'observe tout d'abord à Romans quand on étudie plus précisément la genèse de cette politique et qu'on observe son étendue par la suite grâce à une présence originale d'un tissu associatif professionnel de la solidarité internationale. Ainsi, le salarié de l'ADCAVL interrogé rappelle ses premières années de travail sur la coopération décentralisée au développement où un esprit pionnier régnait, où « une grande dynamique nous habitait avec la MAEI car tout était à faire ». La MAEI et l'ADCAVL formaient alors « un binôme », étant les deux premiers acteurs de la coopération décentralisée sur Romans. La MAEI envoyait l'ADCAVL en Tunisie dès 1993⁹⁸ pour « identifier par un diagnostic les possibilités d'action sur place, repérer les partenaires ».

« Nous étions la courroie de transmission pour développer le champ de la coopération décentralisée, savoir comment ressentir les élus, avoir des échos autres qu'institutionnels. »

Cette méthode consistant à mettre un correspondant dans chaque ville a été ensuite reproduite à l'ensemble des projets menés par la MAEI. L'ADCAVL a renouvelé l'expérience à Taroudannt au Maroc puis a « laissé la main ». La personne interrogée compare ce travail de pionnier à « une toile d'araignée qui s'est élargie dans Romans ». Cette toile a pu s'élargir par exemple à la PIHC créée en 1994 sous l'impulsion de la mairie et de son fondateur, Franck Lavagne : cette structure originale a vu le jour par la rencontre de deux enjeux, à savoir un bassin d'emploi romans très sinistré et la création de la coopération décentralisée. Le fondateur de PIHC croyait fortement en la possibilité d'associer insertion et humanitaire pour proposer une solution originale à la crise économique romanaise en tentant d'utiliser un atout romans « nouveau », la coopération décentralisée au développement. Aussi, la structure qui

⁹⁸ Les premières actions de coopération décentralisée au développement à Romans ont commencé à partir de 1992 par une opération lisible à travers un projet de patrimoine à El Jem. El Jem était une ville de cuir comme

est tout de suite devenue un centre de formation pour bénéficier d'un financement annuel a d'abord agi en tant que prestataire pour la ville de Romans et l'ADCAVL en préparant des conteneurs humanitaires à destination du Maroc ou de la Palestine. Puis la structure a « pris son envol » à partir de 2002 où elle a commencé à réaliser ses propres missions dont la première fut en Irak. A l'instar de la MAEI qui finance ses projets en multipliant les partenariats, la PIHC a développé les siens en les étendant au-delà du tissu romanais : ainsi on peut lire sur sa plaquette de présentation que « depuis 1994, la Plateforme a réalisé plus de 70 missions terrain qui ont concerné près de 300 stagiaires, a collaboré avec une soixantaine d'associations ou ONG (dont plus de 40 sont adhérentes), est financée par de très nombreux partenaires institutionnels. »⁹⁹

Pareil constat peut être fait avec Romans International, association née en 1997 pour gérer les échanges humains entre Romans et les villes partenaires. La culture de projet dans l'association a mis du temps à devenir une réalité. Cela s'explique notamment par les raisons qui ont conduit à sa création. Romans International est en effet le résultat de la fusion entre le Comité de Jumelage et l'association ROCS (Romans Coopération Solidarité). Cette dernière avait été créée en 1991 avant tout pour obtenir et gérer les subventions européennes du programme MEDURBS. Le gel de celui-ci en 1996 dénuait de sens l'existence de ROCS. Le responsable de la MAEI évoque en ce sens une « révolution culturelle qui a eu lieu entre 1997 et 2004 » qui s'est terminée par le remplacement de l'ancienne première adjointe de Monsieur Lapassat devenue présidente du Comité de Jumelage par une nouvelle directrice en 2004. S'est achevée avec le départ de l'ancienne élue « une vision du jumelage basée uniquement sur les échanges » pour une entrée dans la culture de projet¹⁰⁰. Selon le responsable de la MAEI, une confusion existe aujourd'hui entre son service et Romans International mais on observe « une lente transformation en une structure qui s'ouvre vers l'extérieur, notamment les jeunes et qui s'approprie la notion de gestion de projet en se professionnalisant comme la MAEI ». La nouvelle responsable de Romans International confirme cette « même culture de projet, cette même façon d'élaborer une action ». Elle confirme aussi l'ouverture de Romans International et sa prise d'indépendance vis-à-vis de la MAEI. Elle cite pour ce faire la recherche de financement autre que municipal pour assurer le fonctionnement et la

Romans, donc important pour la symbolique. La découverte d'un cirque romain et sa fouille a permis l'envoi de premiers jeunes par l'intermédiaire de l'ADCAVL.

⁹⁹ Plaquette de présentation de la Plateforme d'Insertion par l'Humanitaire et la Coopération, « Les échos de là-bas par ceux d'ici », mai 2006, p. 2.

¹⁰⁰ L'ancienne directrice de Romans International refusait notamment l'entrée des jeunes dans l'association alors que des « ateliers à El Jem entre les jeunes tunisiens et romanais étaient venus booster des échanges culturels classiques regroupant des personnes d'un âge moyen de 60 ans » selon le responsable de la MAEI.

financement autre que municipal pour assurer le fonctionnement et la multiplication des partenariats : l'organisation d'échanges de jeunes avec les professionnels du secteur jeunesse des 9 villes partenaires de Romans, l'implication dans les événements locaux comme le Carnaval. Romans International affiche également sur sa plaquette une multitude de partenaires, ses « réseaux » symbolisant cette culture de projet et cette dynamique propre à une structure qui s'est organisée en deux pôles, un pôle Jeunesse et un pôle Adulte pour accompagner au mieux ses actions.¹⁰¹ On retiendra également l'implication de Romans International dans un projet mené conjointement avec le service Agenda 21 et la MAEI au sujet du développement durable¹⁰². Ces acteurs, durant la Biennale 2006, se « sont rendu compte que les actions de chacun s'enchevêtraient (une action pour inciter à utiliser le vélo concernant la Mission Agenda 21 en même temps que la Biennale), et qu'il était dommage de ne pas faire des actions en commun alors que tous agissent pour le développement durable ». On tend ici à travers l'évolution de Romans International à voir un exemple du dépassement par les professionnels et les militants du défi qui leur était assigné de rentrer dans une culture de projet et impliquer de nouveaux publics et ne pas s'arrimer à un « sentier de dépendance »¹⁰³ auquel semblent s'attacher un certain nombre d'« anciens » militants et élus.

On retrouve l'esprit pionnier avec une impulsion municipale à l'origine, à Eybens Cameroun. Cette association, on le rappelle, a été la première association de solidarité internationale à être active sur le terrain eybinois. C'est bien la municipalité qui a organisé alors une réunion pour encourager la création d'une association mais ce sont les Eybinois à qui il était demandé de « prendre le relais ». Aussi, 35 personnes ont contribué aux premières dynamiques de cette association avec le premier financement d'action par la mairie. Ce financement continue toujours à hauteur de 2 à 3000 € au milieu d'autres sources. Eybens Vama Roumanie a été créé également après une impulsion municipale et son histoire traduit parfaitement une sorte

¹⁰¹ Programme Romans International 2006/2007, plaquette de présentation. Le réseau est constitué de la Direction Départementale Jeunesse et Sport de la Drôme, du Club Départemental « Envie d'agir », Resacoop Pôle Jeunesse, Programme Européen Jeunesse, Office Franco-Allemand pour la Jeunesse, maison de l'Europe, Forum Européen pour la Jeunesse, Plateforme Euromed, Fondation Anna Lindh pour la coopération culturelle Euroméditerranéenne

¹⁰² Mise en place du concours « Agir ensemble pour le développement durable » où les Romanais doivent proposer des actions concrètes et originales qui renforcent les liens entre les individus et favorisent le respect de l'autre, de la planète et des générations futures. Les projets proposés doivent justifier d'une dimension sociale (projet collectif, participatif) et d'une dimension environnementale voire économique ou internationale

¹⁰³ Alain Faure, « Décentralisation et Europe. Les sentiers de dépendance du développement local » in *Forum des territoires*, PQA, collections Horizons Aquitaines, été 2006, p. 165. « Le sentier de dépendance caractérise le langage commun, les rites et les normes qui pèsent à la fois sur les membres d'une communauté et sur ses ambitions collectives, arrimant en quelque sorte l'épaisseur sociale de chaque milieu institutionnel au temps long de son histoire et de ses principaux événements fondateurs. »

d'épopée dans l'après Ceaucescu. Le membre de l'association interrogé évoque en effet la sollicitation que le Conseil Municipal a reçue en 1988 de par un journaliste belge pour participer à l'Opération Village Roumain déjà évoquée. La ville d'Eybens a accepté d'y participer et a fait pression sur le gouvernement roumain pour éviter la destruction du village de Vama qu'elle avait reçu comme partenaire par tirage au sort. A la chute du régime Ceaucescu, la ville a lancé une souscription financière et obtenu 40 000 francs, ce qui « révélait l'attachement des Eybinois pour Vama et que la Roumanie faisait recette dans l'esprit des gens ». Aussi, une délégation de quatre Eybinois, trois conseillers municipaux et la secrétaire générale de l'époque, est partie en mai 1990 dans « une voiture bourrée de vêtements et de nourriture ». Une délégation roumaine est venue en octobre 1990 avec son maire « engageant une relation d'amitié » et amenant à la création de l'association en 1991. L'histoire du collectif Independencia est moins liée à la municipalité. Ainsi, selon un membre interrogé du collectif Independencia, il y a bien eu une impulsion municipale à la création de la dynamique mais elle est venue des maires de Jarrie, Saint-Martin d'Hères et Briançon suite à la tournée réalisée par le maire d'Independencia de l'époque, Ester Moreno, qui recherchait à la fin des années 1980 des villes françaises pour développer des partenariats. Un étudiant en thèse péruvien qui travaillait avec l'entreprise HP installée sur Eybens a mis tous ces gens en contact. Un premier voyage a eu lieu en 1988 à Independencia avec une élue de Saint-Martin d'Hères, le maire de Jarrie, un élu de la mairie de Briançon et notre membre interrogé du futur collectif Independencia qui était alors membre fondateur de l'association Centre Interpeuple. Un projet eau au niveau associatif a alors été repéré. Au retour du voyage, le maire PS de Jarrie aurait contacté les maires de la même famille politique de Gières, Eybens et Poisat, dont déjà Marc Baietto. Le projet eau aurait été soutenu par le collectif Independencia alors créé puis repris en 1992 par les trois mairies aujourd'hui présentes dans la coopération. A l'instar de PIHC ou Romans International, les associations eybinoises de solidarité internationale ont développé un réseau qui leur est spécifique témoignant encore une fois d'une dynamique propre, locale mais dépassant souvent le territoire eybinois. Ainsi Eybens Cameroun a développé un réseau conséquent soulignant un certain développement d'une culture de projet. L'association essaye de développer des partenariats, recherche des subventions pour des projets précis. Des « liens très forts » se sont développés avec l'ONG Camerounaise FEC (Frères des Ecoles Chrétiennes), qui est maître d'ouvrage des programmes financés par l'association eybinoise. Celle-ci, au gré des projets, a fait appel à l'AFDI (Agriculteurs Français pour le Développement International) qui a préconisé le lieu d'action à l'association après un diagnostic réalisé, à l'AMD (Aide Médicale et Développement) de Grenoble sur un

travail d'audit et de conseil et la formation d'une infirmière pour un centre de santé, au GREF (Groupement des Retraités d'Education sans Frontière) pour former les enseignants sur place dans le cadre du projet « Lecture-Ecriture ». L'exemple de la coopération avec l'association Misola, est particulièrement intéressant dans le sens où Eybens Cameroun a mis en lien Misola et FEC et a financé le moulin pour faire une farine nutritive agréée afin d'éviter la malnutrition des enfants. La farine produite par les villageoises est contrôlée sanitaire par Misola qui donne son agrément. Eybens Cameroun a par ailleurs sollicité des structures eybinoises : le Club de foot pour l'envoi de 300 maillots, la bibliothèque pour avoir priorité sur le désherbage des livres et réaliser des expositions sur le Cameroun, et enfin les écoles pour une collecte aujourd'hui arrêtée de cahiers et de crayons. Eybens Vama Roumanie s'est aussi constitué un réseau au gré des différents projets répondant aux besoins exprimés par les Roumains¹⁰⁴. De 1992 à 2000, l'association a développé des actions médicales et touristiques sollicitant sur place les gîtes ruraux de l'Isère, le centre d'insémination artificielle de l'Isère. Depuis 2000, l'association est déléguée par la mairie d'Eybens pour la représenter à la Commission Eau Rhône Alpes regroupant six communes ayant une coopération avec un village roumain et ayant en commun un projet d'adduction d'eau. Ce regroupement a pour but de mutualiser leur moyen pour répondre à un appel d'offre européen. Un citoyen d'Eybens membre d'Eybens Vama Roumanie, ingénieur de la DDE à la retraite, a porté le « dossier très technique » au sein de la Commission en impliquant des ingénieurs bénévoles à la retraite de la Sogreah, Société Grenobloise d'Etudes et d'Applications Hydrauliques. On soulignera aussi comme exemple de dynamique locale le récent échange qu'il y a eu entre le collège Louis Lumière d'Echirolle et celui de Vama.¹⁰⁵ On notera également la venue à Eybens sous l'impulsion d'Eybens Vama Roumanie du cirque Parada, association qui s'occupe de réinsérer les enfants des rues de Bucarest par l'intermédiaire du cirque. Cette venue rassemblant 200 spectateurs a été l'occasion d'une coopération avec les services municipaux eybinois. On citera enfin le voyage de 200 choristes eybinois partis avec l'école de musique à Vama, témoignant bien de dynamique locale propre tournée vers les échanges humains et les rencontres.

¹⁰⁴ Le membre de l'association interrogé évoque son voyage en 1992 où il a participé à une réunion avec les habitants de Vama. Cette réunion visait à définir les besoins de la population. Celle-ci a demandé un appui pour aider à organiser l'accueil chez les habitants, et l'amélioration de l'élevage bovin pour la production laitière.

¹⁰⁵ 40 enfants de Vama sont venus en France puis les enfants français sont allés en Roumanie en 2006. L'association a servi d'intermédiaire et a financé le car roumain pour venir en France.

Le troisième apprentissage, cognitif, est présent à Romans et à Eybens. Il traduit l'acquisition d'une identité, d'une culture commune par l'ensemble des acteurs du référentiel sectoriel « Aide au développement » au travers d'une transformation de la représentation des problèmes et le partage d'un langage commun. Aussi, c'est bien tout un réseau d'acteurs militants, appartenant à un référentiel sectoriel propre à un territoire, qui impulse la politique locale qui tendrait à créer une culture commune et, par conséquent, à forger cette identité singulière. Un langage commun s'acquiert avec évidence au cours des réunions de préparation de la Biennale et de la Semaine de la Solidarité Internationale à Eybens, Gières, Poisat que l'on peut apparenter à des « forums » locaux. Ceux-ci semblent en quelque sorte être des espaces où les acteurs « territorialisent les controverses, leur inventaire de la situation et leur panoplie d'interventions »¹⁰⁶. Ces réunions sont d'abord l'occasion pour les acteurs de se connaître. Cette mise en commun est avancée par exemple dans le document bilan de la Biennale 2004 à Romans :

« Pour ceux qui ont tenté le pari, il semble qu'il ait réussi et qu'il ait permis de remobiliser ses propres forces, ou d'en mobiliser de nouvelles et de travailler en commun et à plusieurs sur un projet, de mieux se connaître, d'abolir certains « murs » entre les structures .»

Cette abolition des murs est reprise par les acteurs associatifs. A Romans, l'ADCAVL se félicite d'être devenue « un acteur comme les autres » dans le champ de la coopération décentralisée puis d'estimer que la Biennale permet de « découvrir de nouveaux acteurs et de travailler ensemble ». Sont cités l'AFPA (Association nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes), le lycée horticole, la mairie de Vienne, l'association des Arméniens, l'AMD. La connaissance de ces acteurs permet de « s'enrichir à leur contact en découvrant des actions ailleurs » et une « mise en réseau » permettant de « connaître des financements d'action futurs ». A Eybens, le Collectif est important selon le responsable de la vie associative car il permet un « respect mutuel qui n'existait pas auparavant où chacun voulait être vu. Il est l'occasion de parler le même langage et rechercher des dénominateurs communs ». Ce respect mutuel évoqué s'illustre dans le compte rendu de la réunion du 2 mars 2006 par « la bonne ambiance qui règne au sein du Collectif, une opportunité pour

¹⁰⁶ Alain Faure, Pierre Muller « Les changements d'échelle en science politique : objet classique, question nouvelles » in *Congrès des 4 Pays- Lausanne- 18, 19 novembre 2005- Atelier « Politiques publiques et politique*

mieux se connaître et mieux collaborer entre les représentants des trois villes et les associations». Cette bonne ambiance et le plaisir de retrouver des amis seront salués au cours des entretiens par le président du Collectif et les bénévoles d'Eybens Cameroun. On évoquera également la réunion du Collectif du 7 février 2007 qui illustre cette notion de prise de connaissance mutuelle. Ainsi, une membre de l'association Gières Palestine a pris la parole en affirmant n'être pas informée des actions de la ville d'Eybens. Ce temps a été l'occasion pour cette association de Gières de comprendre le mode de fonctionnement de la coopération décentralisée à Eybens. La ville de Gières délègue en effet sa coopération décentralisée aux associations alors que la ville d'Eybens gère en direct ses actions, ce qui expliquait la volonté de la ville, exprimée durant la réunion, de participer davantage au choix du thème de la Semaine de Solidarité Internationale, point de vue que ne semblait pas comprendre la militante giéroise. Cette connaissance mutuelle semble se retrouver dans les entretiens. Le responsable eybinois de la vie associative et de la coopération décentralisée avec la Roumanie évoque les cinq associations présentes sur la commune et estime, le concernant, que la ville « ne pourrait pas faire sans l'association Eybens Vama Roumanie, véritable mémoire du travail réalisé depuis 1992. » Eybens Cameroun et Eybens Vama Roumanie se connaissent bien, ayant une histoire similaire, chacune évoquant le travail de l'autre avec précision. Elles ont déjà par le passé mis en place des événements en commun pour tenter de se faire connaître sur la ville. La connaissance du collectif Independencia reste plus compliquée à comprendre pour les autres acteurs du fait de la faible activité de la structure depuis une dizaine d'années. Cette faible activité est du reste reconnue volontiers par la membre fondatrice qui avance que l' « association vivote » à cause de querelles de personnes.

A Romans, les réunions des groupes de pilotage de la Biennale et de la Semaine sont aussi l'occasion pour l'ensemble des acteurs d'aborder le problème de l'aide au développement et des questions de solidarité internationale de la même manière. Cela leur permet donc d'élaborer une représentation commune des problèmes et des façons d'agir. Ces réunions laissent en effet une place conséquente à la réflexion. Les temps d'observation de préparation des deux événements permettent d'avancer cette idée. Rappelons la démarche de Romans qui, pour préparer la Biennale 2008, a organisé sur le premier semestre 2007 quatre mini-conférences sur le thème « Universalité et Identité » abordé sous l'angle philosophique, psychologique, géopolitique et socio-anthropologique. Le but recherché est, à partir des réflexions posées, de retranscrire le thème de manière à ce qu'il soit accessible au grand

public afin de voir « quelle question cela nous pose aujourd'hui dans notre ville, notre rapport à l'autre »¹⁰⁷. Le travail de synthèse en cours par la MAEI porte bien son nom puisqu'il doit permettre au final de réaliser une réflexion commune des acteurs locaux militants sur la question du prochain thème de la Biennale et à en faire une restitution accessible au grand public. On retiendra un passage illustratif du rôle de ces mini-conférence : créer des réflexions communes. Ainsi le conférencier spécialiste en géopolitique, posera « la question de savoir à quelle échelle il est pertinent de penser l'identité et l'universalité » invitant les 20 personnes présentes à se demander « quelle place cette réflexion pouvait avoir dans la politique de la ville ».¹⁰⁸ Il est intéressant de noter également que le Collectif préparant la Semaine de la Solidarité Internationale développe un langage commun et une réflexion commune au cours des réunions sur la bonne manière d'apporter l'aide au développement. Les associations de solidarité internationale comme les villes s'accordent ainsi pour dénoncer, presque à chaque réunion, le côté pervers du « caritatif » qui s'opposerait à la « solidarité ». L'exemple de la réunion du 22 mars 2007 du Collectif illustre ces propos. Ainsi, au cours de cette réunion, il a été rapporté qu'un directeur d'école ne souhaitait pas s'associer à la Semaine de la Solidarité Internationale sous prétexte que le Collectif faisait du caritatif. Ce propos a profondément indigné les membres, une représentante du collectif Independencia s'exclamant durant la réunion : « Ah Non ! Sinon, moi, je m'en vais ! »¹⁰⁹. Le groupe a ensuite échangé, le président qualifiant leur « débat de très intéressant », sur ce qu'était le caritatif, une « manière de soulager sa conscience, faire de l'assistantat, de la charité ». Puis il a indiqué que refuser le caritatif était « une question de principe » et que les actions de chacun ici présent s'inscrivaient dans une démarche beaucoup plus stratégique, « en partenariat car identifiant avec la population sur place leurs besoins ». Cette représentation commune se retrouve dans les entretiens ensuite réalisés. Ainsi, la philosophie d'Eybens Cameroun repose sur « un refus de l'assistantat et un encouragement du travail communautaire » tandis que Eybens Vama Roumanie refuse de « faire de l'humanitaire pour de l'humanitaire mais veut répondre aux besoins des populations locales ». Il est de plus intéressant de remarquer que ces associations avouent à leur début ne pas avoir toujours bien agi selon ce code de conduite. Ainsi, lors de la même réunion du Collectif du 22 mars 2007, un membre d'Eybens Vama Roumanie a rappelé la première action en 1989 jugée caritative lorsque la délégation a apporté des vêtements et a

¹⁰⁷ Observation lors de la mini-conférence donnée à Romans le 26 mai 2007 par Michel Lepersant sur le thème « Identité et Universalité » sous l'angle philosophique.

¹⁰⁸ Observation lors de la mini-conférence donnée à Romans le 21 avril 2007 par Alain Saugeay sur le thème « Identité et Universalité » sous l'angle géopolitique

¹⁰⁹ Observation lors de la réunion du 22 mars 2007 du Collectif Eybens, Gières, Le Poisat en mairie de Gières.

affirmé qu'il était « désormais hors de question de faire ça ». Le changement d'attitude illustre bien une modification de la représentation des acteurs locaux partagée par tous sur ce que doit être l'aide au développement.

2. ... qui tend à s'afficher en tant qu'identité territoriale

Le réseau d'acteurs militants constitué sur chacun des territoires construit une identité singulière par des effets d'apprentissage. Le portage de cette politique par le maire, c'est à dire celui qui a le pouvoir sur le territoire en question¹¹⁰ peut laisser penser que cette politique sectorielle tend à devenir, ou en tous les cas à appartenir à une identité territoriale, véritable construit social. Aussi, un discours territorial est élaboré autour de la coopération décentralisée à Romans et à Eybens tentant de contribuer à la constitution d'un imaginaire collectif renvoyant à ce que l'on a déjà appelé le « bien commun territorialisé ». Cet imaginaire collectif, permettant la constitution d'une identité territoriale, participerait à l'affirmation d'une idéologie, entendue comme vision du monde, propre au territoire. Le discours véhiculé par les élus, techniciens, acteurs associatifs et les médias locaux s'efforce ainsi de présenter les deux villes comme solidaires, ouvertes sur le monde, innovantes, fières d'elles-mêmes et capables de proposer des solutions locales face à la mondialisation. La constitution de cet imaginaire collectif se fait avec une certaine croyance en la singularité et le caractère exceptionnel de chacun des deux territoires.¹¹¹

Le discours produit sur la coopération décentralisée laisse penser que les villes de Romans et Eybens « défendent l'idée qu'il existe une bonne focale permettant l'énoncé de solutions »¹¹² concernant l'aide au développement. Cette production de solutions localisées dans le champ de la solidarité internationale s'affiche et semble pensée comme complémentaire à celle apportée par les Etats ou les ONGs. Soulignons les propos du maire de Romans vantant cette complémentarité quand il affirme que « ce n'est pas un hasard si, depuis 1992, la loi a reconnu la capacité des collectivités à conduire des actions

¹¹⁰ Alain Faure, « Territoires/territorialisation » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet (Dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris Presses de Sciences Po, 2004, p. 431. « Ce n'est pas un hasard si la racine du mot latin « territoire », *jus terrendi*, se réfère à celui qui détient le droit de terrifier. La notion de territoire est historiquement attachée à des enjeux de pouvoir et de domination. »

¹¹¹ Philippe Teillet, op. cit., p. 80

¹¹² Alain Faure, « Conclusion Générale : Une nouvelle critique territoriale » in Emmanuel Négrier, Alain Faure (Dir.), *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, à paraître., p. 251

internationales et si les jurisprudences ont reconnu "l'intérêt local" des programmes de coopération et d'aide au développement.»¹¹³ Dans ces conditions, la coopération décentralisée au développement devient aussi, selon l'élue interrogée en charge de la question à Eybens, « une vitrine pour la ville afin d'afficher sa position par rapport à la mondialisation et aux échanges inégalitaires qu'elle peut créer. » Cette politique internationale serait toujours, selon cette élue, « révélatrice de la composition des Eybinois, la couche moyenne intellectuelle de gauche qui veut aider son prochain. ». Elle satisferait de plus pleinement ces « Eybinois très contents de cette politique internationale à leur image ». Aussi, la coopération décentralisée au développement « s'inscrit dans les événements qui témoignent de cette vision du monde d'Eybens, une ville qui reconnaît l'Etat Palestinien, qui accueille les conférences du Monde Diplomatique » et semble donc pleinement contribuer à constituer cet imaginaire collectif ici dépeint. Elle officialise ce point de vue quand elle affirme lors du conseil municipal extraordinaire sur la coopération décentralisée du 30 mai 2002 :

« Il est urgent d'affirmer que la mondialisation n'est pas forcément mauvaise, que nous sommes tous concernés par le différentiel de richesses. Il faut faire mieux passer ce message, comme outil de citoyenneté. »

Le discours produit sur la coopération décentralisée est en ce sens performatif. La Biennale est la meilleure illustration de ce phénomène à Romans. Les slogans accolés aux Biennales 2004 « Hé ! Change le monde » et 2006 « Ensemble pour changer le monde » soulignent cette prétention qu'une ville peut contribuer à l'aide au développement et avoir son mot à dire. Le délégué à la coopération décentralisée traduit cette idée que Romans possède un rôle à jouer, à sa mesure :

« On a intérêt à ce que le monde se développe de manière intelligente même si on est des fourmis »

L'imaginaire collectif est entretenu par un discours faisant de chaque territoire un espace singulier et exemplaire, légitime pour exprimer sa vision sur l'aide au développement et les échanges inégalitaires que produirait une mondialisation uniquement basée sur des logiques de profit. Ainsi, l'élue en charge de la coopération décentralisée estime, dans

¹¹³ « 4 questions à... Henri Bertholet, maire de Romans. Nouvellement nommé membre du Haut conseil de la

l'entretien accordé, qu' « Eybens se complaît dans son rôle de petite ville qui montre qu'on peut faire beaucoup de choses ». Elle poursuit en affirmant avec fierté qu' « Eybens est cité en exemple par Cités Unies France¹¹⁴ pour montrer à d'autres villes similaires qu'elles peuvent aussi s'engager ». Cette notion d'exemplarité est aussi entretenue par Romans lorsque le conseiller municipal délégué à l'action internationale évoque le fait que Romans « appartient à un réseau dans lequel la ville est bien repérée », est perçue « internationalement par les spécialistes comme un laboratoire de la coopération décentralisée au développement ». Le prix « Territoria coopération décentralisée »¹¹⁵ obtenu en 2004, témoignant de la reconnaissance au niveau national de l'action de la ville en la matière, semble illustrer le caractère exemplaire de la démarche romanaise. Les techniciens abondent dans le sens des politiques. La responsable du suivi de la coopération avec le Liban évoque ainsi « la rareté d'avoir tant de programmes de coopération décentralisée pour une ville de 10 000 habitants ». De même, à Romans, le responsable de la MAEI évoque « une formation à l'extérieur qui [lui] a permis de se rendre compte de la spécificité de la ville de Romans et du caractère innovant de la démarche », à savoir avoir un service municipal gérant des programmes de coopération décentralisée avec quatre employés pour une ville de 30 000 habitants. Les acteurs du monde associatif semblent porter, par ailleurs, un regard similaire sur cette politique jugée comme avant gardiste. Ce regard émerge dans les discours des acteurs associatifs eybinois. On retiendra le récit passionné d'un membre d'Eybens Cameroun relatant l'historique de l'association née de la volonté de la mairie « pionnière en la matière » et ses premières réunions en 1986 où « tout était nouveau et vachement intéressant ». On observe ce discours révélateur d'une certaine fierté d'être exemplaire au niveau de la coopération décentralisée de façon plus nette encore à Romans. Ainsi, le salarié de l'ADCAVL interrogé dira que « Romans, une ville de 30 000 habitants est en avance, en tous

coopération internationale par arrêté du 27 mars 2006 » in *Romans Magazine*, n° 206, mai 2006, p. 5

¹¹⁴ Cités Unies France, créée en 1975, fédère, au niveau national, les collectivités territoriales engagées dans la coopération internationale. Elle est issue de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées (créée en 1957), devenue Fédération Mondiale des Cités Unies dans les années 80. Aujourd'hui Cités Unies France est une association nationale partenaire de la Fédération mondiale où elle représente les collectivités territoriales françaises adhérentes. Présidée par Charles Josselin, l'association compte aujourd'hui près de 500 collectivités territoriales françaises adhérentes, de toutes tailles, de tous niveaux et de toutes tendances politiques. Au delà, à travers 21 groupes-pays et 4 groupes-thématiques, Cités Unies France anime un réseau d'environ 2000 collectivités locales. Grâce à ces structures de travail et de réflexion, ces collectivités échangent leurs expériences et élaborent des programmes d'action communs.

¹¹⁵ <http://biennale06internationaleromans.blogspot.com> Ce prix, qui est une manifestation organisée par l'Observatoire National de la Vie Publique Locale, récompense les innovations originales et transposables, réalisées par les fonctionnaires et les élus des villes, départements ou régions pour améliorer la vie des Français. Sur le blog consacré à la Biennale 2006, on peut lire que ce prix a été décerné pour « récompenser l'idée

cas l'était avant, en terme d'actions et reste pilote en France pour une action méritante car elle n'est pas facile à porter politiquement». Le salarié de la PIHC interrogé évoque lui le fait qu'il soit reconnu dans les colloques tenus à l'extérieur par le simple acte de venir de Romans, en entendant des gens lui dire, face à l'originalité de sa structure associative, que « ce n'est pas un hasard qu'[il vienne] de Romans ». A travers ces exemples, on voit également l'importance des acteurs locaux en charge de faire vivre la coopération décentralisée et qui semblent incarner ce discours identitaire faisant penser au caractère unique et territorial de cette politique internationale.

Par ailleurs, le traitement médiatique dévolu à la coopération décentralisée illustre cette constitution d'une identité donnant l'impression que chaque lieu devient un espace de réflexion et de production de solutions originales sur l'aide au développement, la mondialisation, les échanges perçus comme inégalitaires. Ce traitement médiatique est particulièrement révélateur de la dimension territoriale de la coopération décentralisée. Ainsi, le journal *L'Impartial* titre en présentant la Biennale Internationale que « Romans veut changer le monde »¹¹⁶. Le *Dauphiné Libéré* annonçant également en titre « Créer et agir ensemble » en reprenant allègrement le slogan de l'édition 2004 explique qu'il « sera question durant la Biennale de changer le monde »¹¹⁷. Le même journal, en tirant le bilan de l'événement expliquera que « démonstration est faite que la solidarité entre les peuples peut s'exprimer autrement que par de simples valeurs économiques »¹¹⁸. A Eybens, le journal municipal présentera « une semaine solidaire et équitable »¹¹⁹ pour annoncer l'édition 2005 de la Semaine de la Solidarité Internationale ou encore résumera l'édition 2004 en titrant « des échanges fructueux »¹²⁰ pour souligner la vertu de la coopération décentralisée : permettre à Eybens d'échanger avec d'autres cultures.

L'acquisition d'une culture commune autour de la coopération décentralisée tend à être orchestrée par la municipalité et la volonté politique forte des deux maires. Aussi, c'est au travers des deux événements que sont la Biennale de l'International à Romans, la Semaine de la Solidarité Internationale à Eybens qu'on peut observer la tentative d'affirmation d'une identité, d'une culture commune à l'échelle du territoire. La mise en place de ces deux événements réguliers a en effet pour rôle de consacrer sur le territoire local la singularité de la

innovante de valoriser l'action internationale ambitieuse de la ville et de ses acteurs ». Il évoque plus loin une « conception très nouvelle avec un événement festif, populaire et de réflexion alliant culture, sport et réflexion ».

¹¹⁶ Stéphane Grosjean, « Romans veut changer le monde » in *L'Impartial*, 18 mai 2006, p. 11

¹¹⁷ « Avec les villes jumelles ou partenaires. Créer et agir ensemble » in *Dauphiné Libéré*, 10 mai 2006, p. 4

¹¹⁸ « Biennale de l'International. Suite et fin » in *Dauphiné Libéré*, 6 juin 2006, p. 5

¹¹⁹ « Semaine solidaire et équitable » in *Journal d'Eybens*, n° 83, novembre 2005, p. 10

¹²⁰ « Des échanges fructueux » in *Journal d'Eybens*, n° 73, décembre 2004, p. 9

démarche, et donc, construire, légitimer et renforcer un imaginaire collectif autour de la coopération décentralisée au développement. Ces événements sont nécessaires pour animer cette politique locale singulière et communiquer à l'intérieur du territoire sur les actions. Le responsable de la MAEI le confirme quand il énonce le triple enjeu de l'organisation de la Biennale : « l'éducation au développement des Romains ; montrer que Romans peut participer à son échelle à l'aide au développement ; souligner que Romans appartient à des réseaux et peut s'appuyer sur ses partenaires pour répondre à des questions qu'elle n'est pas capable de traiter seule. » Le même premier objectif anime le Collectif d'Eybens, Gières, Poisat quand son président affirme, au cours d'un entretien, que « la préoccupation du Collectif dès sa création est de savoir comment sensibiliser l'ensemble de la population au-delà des initiés sur les actions de solidarité internationale »¹²¹. Ces événements font dès lors penser au mythe¹²² entendu par Roland Barthes permettant à la ville et à ses citoyens, l'espace de quelques jours, de décoder un monde complexe et apporter des solutions locales par la réflexion mais aussi par l'action. La rencontre de ces deux événements témoigne d'un événement local qui se veut original. Chaque événement cristallise en effet les réflexions et actions de chaque ville et est la grande occasion de montrer les réalisations en cours sur chacun des territoires. Ces événements apparaissent ainsi fondamentaux dans l'élaboration de cet imaginaire collectif et son institutionnalisation : c'est en ce sens qu'ils sont présentés eux-mêmes comme des « vitrines » de l'action internationale des villes, « la face immergée de l'iceberg » avance le responsable de la MAEI. La participation de 3000 personnes à l'édition 2006 de la Biennale contre 1000 personnes en 2004 tendrait à conforter cette idée d'une affirmation d'une identité en construction propre à un territoire au cours de la Biennale. Les acteurs associatifs confirment cette vertu de la Biennale et le progrès réalisé entre l'édition 2004 et 2006. La PIHC évoque le fait qu'il y avait « plein de gens nouveaux, le vrai point positif de la Biennale 2006 car les gens ont pu se rencontrer ». L'ADCAVL évoque une Biennale 2006 « mieux réussie car plus populaire avec des choses plus attractives, festives et ludiques ». Romans International évoquera le « repas solidaire romains » qu'elle organise pour chaque Biennale et le nombre pour l'édition 2006 en forte hausse de bénévoles venus aider et « qu'on n'avait jamais vus auparavant ». A Eybens, si le Collectif reconnaît au cours

¹²¹ Entretien avec le Président du Collectif de Solidarité Internationale Eybens, Gières, Poisat, Conseiller municipal délégué chargé des nouvelles technologies et des relations internationales.

¹²² Roland Barthes, *Mythologies*, collection Seuil, 1957, p. 15. La constitution d'un événement en mythe se traduit par la construction d'un système explicatif simplificateur en même temps que la constitution de message mobilisateur produit essentiellement par les médias.

de la réunion du 6 avril 2006 que l'« objectif de sensibilisation de la population est insuffisant, des avancées ont été faites en direction des enfants et des enseignants ».

L'affirmation d'une culture commune, d'un « bien commun territorialisé », semble se réaliser autour des temps de réflexion proposés par les deux événements « vitrine » de la coopération décentralisée d'Eybens et Romans : ils seraient l'occasion d'élaborer une vision collective sur l'état du monde et confortent l'expression d'une identité d'espaces locaux s'interrogeant effectivement sur le sens de la mondialisation et du rôle que chaque espace local peut jouer dans les relations internationales. C'est donc dans cette idée de créer une culture commune sur les questions d'aide au développement et de solidarité internationale que la Biennale 2004 a vu l'organisation de huit « ateliers de discussion »¹²³, la projection de différents documentaires, l'établissement d'un « village du monde » permettant le témoignage de jeunes ayant eu une expérience sur des projets internationaux, La Biennale 2006 a poursuivi cette démarche déclinant la thématique du « comment changer le monde » autour de deux notions. : d'une part, la richesse qui ne peut se réduire à son aspect économique alors qu'elle peut être culturelle avec l'organisation d'une table ronde « Riche à quel prix ? » regroupant notamment des chefs d'entreprise ; d'autre part la notion d'empreinte écologique pour évoquer le développement durable et l'avenir de la planète en organisant un jeu de rôle avec des lycéens. La réflexion est aussi présente durant la Semaine de la Solidarité Internationale qui articule un débat autour d'un thème pré-choisi par les membres du Collectif. Le journal municipal dépeint ce débat comme le moment important de l'événement.¹²⁴ On citera notamment le débat de 2005 qui a vu le témoignage des trois personnes référentes de la coopération décentralisée au Pérou, au Liban et en Roumanie permettant d'avoir le point de vue des pays partenaires sur le sens d'une telle politique et donner une visibilité certaine sur Eybens à la coopération. L'élue en charge de la question dira à ce sujet :

¹²³ Les huit ateliers de discussion étaient les suivants : « Le don, au cœur de la relation avec l'autre », « L'humanitaire en question. L'action humanitaire est-elle une politique, un spectacle, un marché ? », « Coopération décentralisée, échanges, partenariats, développement... Nouveau colonialisme ? », « Guerre et paix. Peut-on justifier la guerre préventive, comment mettre en œuvre une paix préventive ? », « L'accueil. Nous sommes tous des étrangers. Quelles sont les valeurs fondamentales ? », « La solidarité autrement. L'homme ou l'argent ? », « Malades sans frontière, l'accès aux soins pour tous », « Le droit des Enfants, l'enfance bafouée ».

¹²⁴ « Des échanges fructueux » in *Journal d'Eybens*, n° 73, décembre 2004, p. 9. « L'un des points forts de ces rencontres a été le débat sur le thème de la semaine. Les représentants des associations ont expliqué la situation de l'école et de l'éducation dans leurs pays partenaires respectifs. Si l'on a pu se rendre compte à quel point les difficultés rencontrées sont très différentes d'un pays, voire d'un continent, à l'autre, les échanges ont été très enrichissants. »

" Il était très important de les faire venir tous ensemble et de permettre aux Eybinois de les rencontrer pour rendre la coopération décentralisée plus concrète à leurs yeux"¹²⁵.

Le caractère « festif et ludique » voulu par ces deux événements afin de valoriser l'action internationale de chaque ville que sont la Biennale de l'International et la Semaine de la Solidarité Internationale sont une autre porte d'entrée destinée à élaborer cette culture commune. Ces événements s'efforcent avec plus ou moins de succès de faire vivre cette dialectique action/réflexion qui semble constituer l'originalité de la démarche de ces villes. L'objectif est bien de « montrer » aux habitants ce qui est fait ainsi que l'esprit d'échange qui sous-tend cette politique tout en apportant une dimension de réflexion. Les acteurs associatifs locaux soutiennent ces initiatives. Ainsi, un salarié de la PIHC estime « qu'il est important que la ville affiche sa politique et que les gens se rencontrent »¹²⁶. Un salarié de l'association ADCAVL à Romans plus particulièrement en charge du volet coopération décentralisée de l'association rappelle bien que le but de la Biennale « est de donner une lisibilité et s'interroger à comment avoir un impact ici ».¹²⁷ Un membre de l'association Eybens Cameroun porte un discours similaire sur le but de l'organisation de la Semaine de la Solidarité Internationale qui doit permettre de « porter à la connaissance de la population le travail des associations et des villes, la sensibiliser ». Pour le membre de l'association « collectif Independencia », cette Semaine est l'occasion de « rencontre et d'afficher publiquement les actions sur la commune »¹²⁸. La Biennale 2004 a vu ainsi la construction d'un mur d'expression des actions des associations et de la ville, des animations et des déambulations dans l'ensemble de la ville se terminant devant les locaux d'une des associations partenaires, la PIHC, de manière à faire connaître cette structure et fêter ses 10 ans. La Biennale 2006 a vu son pont reprendre l'idée du mur, une chasse au trésor dans Romans faire découvrir les villes partenaires, un concert de 100 enfants du Collège Debussy toucher un plus large public dont les parents. Durant ces deux Biennales, des concerts festifs ont été organisés ainsi qu'un « repas romansais solidaire ». Pareille démarche d'ouverture aux citoyens est tentée sur les territoires d'Eybens, Gières, Poisat, certes dans une moindre mesure

¹²⁵ « Tous les enjeux de la coopération décentralisée » in *Journal d'Eybens*, n° 84, décembre 2005, p. 6. Les trois personnes venues des trois pays partenaires étaient William Moreno Arce, responsable de la coopération internationale à Independencia, Abir Abi Khalil, référente pour Eybens dans sa coopération avec le Liban auprès du Bureau des cités et gouvernements locaux unis à Beyrouth, Dorin Toader Preutescu, le maire de Vama en Roumanie

¹²⁶ Entretien réalisé avec un salarié de l'association « Plateforme d'Insertion par l'Humanitaire et la Coopération »

¹²⁷ Entretien réalisé avec un salarié de l'association ADCAVL

¹²⁸ Entretien réalisé avec un membre de l'association « collectif Independencia »

qu'à Romans. Des stands avec des panneaux présentant les actions des associations sont traditionnellement tenus dans chacune des villes, un spectacle en lien avec le thème a lieu ainsi qu'une projection de film. On notera la grande préoccupation des membres du Collectif de toucher les enfants pendant la Semaine de Solidarité Internationale, considérant qu'ils sont les premiers concernés pour le monde de demain et qu'ils sont un puissant vecteur permettant de toucher l'ensemble de la famille. Un travail attentif avec les écoles est aussi réalisé par le Collectif. Par exemple, en 2005, des animations et des jeux autour du commerce équitable ont eu lieu dans les établissements scolaires des trois communes en collaboration avec l'École de la paix, Artisans du monde et Equi Sol.

Le discours territorial porté sur la coopération décentralisée se rapproche d'un discours plus général soulignant l'appartenance de la coopération décentralisée au développement à un ensemble de politiques locales définissant les contours d'un bien commun territorialisé. Le discours territorial ainsi porté tendrait à faire d'Eybens et Romans des villes solidaires, fières d'elles-mêmes, ouvertes sur le monde, exemplaires et capables de proposer des solutions locales à des problèmes nationaux voire internationaux. La constitution de ce bien commun territorialisé auquel participe la coopération décentralisée au développement est très bien décrite par le responsable du service communication de la ville de Romans. Il estime en effet que « la coopération décentralisée au même titre que la politique culturelle et associative participe à la vitalité territoriale ». En demandant aux acteurs interrogés les caractéristiques de l'identité territoriale de leurs villes, on observe la récurrence de l'évocation d'une singularité identitaire autour de ces trois domaines évoqués soulignant la croyance des acteurs locaux de l'aide au développement d'appartenir à une identité de territoire. Ainsi, la responsable de Romans International évoque « le grand esprit d'initiative des Romanais » et le fait que qu'ils « ont toujours des initiatives originales avec un grand foisonnement et un grand investissement autour d'une vie associative et culturelle impressionnante et originale. » Cette originalité se voit à travers « les nombreux bars associatifs, la démarche de l'Agenda 21, la politique internationale, l'agriculture biologique ». Cette idée de foisonnement est reprise par le responsable de la MAEI qui évoque « une vie associative et culturelle dynamique, jugée avant gardiste ». A Eybens, le responsable de la vie associative évoque également « une vie associative extrêmement dynamique valorisée et accompagnée par une volonté municipale dense ». Il affirme ces propos en justifiant sa qualité d'élus dans une autre commune et en ajoutant que « beaucoup de communes de 10 000 habitants prennent Eybens en référence », insistant sur la fait que « cette dynamique n'est pas forcée et que les associations ont leur propre rythme de fonctionnement ». Les membres d'Eybens Cameroun et de Vama Roumanie

abondent dans cette présentation d'une « vie associative très dynamique et diverse ». La Directrice Générale Adjointe en charge de l'Action Sociale, responsable de la coopération décentralisée avec le Liban, met l'accent sur la forte participation des habitants dans une si petite ville avec une « organisation unique autour de trois instances de participation : le comité consultatif, le conseil de quartier et l'université du citoyen inspiré de l'exemple marseillais ». Toujours selon cette même personne, ce dynamisme citoyen est favorisé par une politique municipale « développant très fortement les services à l'habitant » : 4 000 adhésions à la bibliothèques, 600 enfants inscrits à l'école de musique, des équipements culturels de qualité expliqueraient cette « effervescence conduisant logiquement à une ouverture sur le monde. »

Cette vitalité territoriale exprimée dans le discours à laquelle contribuerait la coopération décentralisée au développement est reliée et consacrée par les supports médiatiques municipaux. On notera à Eybens un document particulièrement intéressant, la « Chronique eybinoise », sorte de journal de bord élaboré en 2005 pour restituer le diagnostic de territoire réalisé avec les habitants. Ce document de 95 pages présente tous les aspects qui font d'Eybens « cette petite ville, à l'aspect d'un village par endroits, qui semble avoir de sacrés atouts ».¹²⁹ On retiendra notamment le passage faisant état à Eybens d'une « certaine philosophie de vie fondée sur le respect et l'écoute des autres, le droit à la différence et tout ce qui peut préserver la paix, prendre soin des gens, enfants, personnes âgées, handicapés ou malades ». Cette philosophie de vie s'associe à un « certain état d'esprit : ouvert, dynamique, entreprenant, novateur, compétitif également ».¹³⁰ Cette attitude conduit logiquement la ville à estimer qu' « on aime bien être les premiers à Eybens et si possible sortir du lot, se faire remarquer, être différents des autres communes de l'agglomération, donner l'exemple. »¹³¹ Un discours similaire semble être présent à Romans à travers le journal municipal, *Romans Magazine*. Cherchant à définir l'identité romanaise, un article insiste sur le fait que « l'une des caractéristiques essentielles de l'identité romanaise est la richesse de sa vie associative »¹³² insistant sur « l'originalité de la ville de donner concrètement les moyens à quatre associations d'être partie prenante de la politique culturelle en leur confiant la programmation municipale ». Un article de juin 2007 intitulé « Marquer notre différence » s'attache à souligner les avantages d'une vie romanaise se démarquant des autres en insistant sur les « animations, événements sportifs ou culturels » nécessaires pour « donner l'envie d'y vivre,

¹²⁹ Brigitte Sarazin, *Chronique Eybinoise*, Imprimerie des Eaux Claires, Ville d'Eybens, Décembre 2005, p. 3

¹³⁰ Ibid, p. 20

¹³¹ Idem

l'envie de s'y installer » et « montrer que Romans, malgré ce qu'elle a subi, reste une ville accueillante et dynamique ».

L'article « Marquer notre différence » insiste sur la nécessité pour Romans de trouver des ressources locales afin de souligner les richesses de la ville pour afficher une qualité de vie qui « joue aussi beaucoup aujourd'hui dans l'implantation des entreprises ». Par cette affirmation, on voit la logique de concurrence territoriale apparaître avec l'enjeu d'attirer les entreprises sur le territoire. Il semble bien que le principe de concurrence territoriale concerne Romans malgré sa taille et contrairement à ce qu'on avait annoncé auparavant. Un autre article de *Romans Magazine* évoque les « atouts pour rebondir »¹³³ de la ville, insistant sur les « pièces du puzzle qui petit à petit s'assemblent pour former un tout cohérent » : carrefour stratégique, infrastructures de transport, industrie agroalimentaire, tourisme commercial autour de la chaussure, cadre de vie agréable sont autant d'éléments avancés. En évoquant à son tour ces atouts pour construire une image positive de la ville afin d'attirer les entreprises, le responsable du service communication de Romans insiste sur le caractère déconnecté de la coopération décentralisée au développement de ces préoccupations, véritables enjeux territoriaux et électoraux qui sous-tendent l'action municipale. En ce sens, la coopération décentralisée, au même titre que les politiques culturelle et associative, apparaît comme isolée au sein des politiques municipales. A ce caractère déconnecté, on peut ajouter des éléments de doute qui circulent dans le réseau des acteurs locaux du secteur sur le maintien de la coopération décentralisée au développement telle qu'elle est et est pensée aujourd'hui. Le doute est avant tout fondé sur le possible basculement à droite aux prochaines élections municipales et la défaite du porteur de cette politique, Monsieur Bertholet. Ce doute qui souligne au demeurant la symbolique politique autour de la coopération décentralisée, est partagé par la responsable de Romans International, les salariés de la PIHC et de l'ADCAVL interrogés. Pareille pensée n'est pas présente à Eybens car l'alternance politique ne semble pas prévue en 2008. On touche cependant ici au point qui différencie le plus la coopération décentralisée au développement des villes moyennes et petites des grandes métropoles : à savoir son non établissement au sein des politiques municipales des villes moyennes et petites

¹³² Fabienne Grenon-Catalot, « Résolument associative » in *Romans Magazine*, n° 198, octobre 2005, p. 6

¹³³ Fabienne Grenon-Catalot, « Romans est bien une ville à la campagne » in *Romans Magazine*, n° 199, novembre 2005, p. 6

donc la fragilité de cette politique du fait de sa non participation au rayonnement de la ville.¹³⁴ Cette non participation est due à une déconnexion de cette politique du référentiel dominant qu'est le référentiel de marché et qui structure de plus en plus les politiques municipales dans leur ensemble et tendrait à créer un effet de standardisation de l'action publique. La coopération décentralisée au développement reste une politique isolée marquant avec les politiques associatives et culturelles un « bien commun territorialisé » qui semblerait perdre de sa pertinence. Des dynamiques locales particulières travaillent cependant à faire bouger ces lignes prises entre fatalisme et standardisation.

¹³⁴ Franck Petiteville, op. cit., p. 269. On avance l'idée que la coopération décentralisée dans un contexte de ville moyenne ou petite n'est pas « un phénomène politique acquis ».

III. Une action publique non établie dans une ville moyenne ou petite.

La question de la pérennité des programmes de coopération décentralisée au développement est posée dans cette dernière partie. Ces programmes sont différents d'un territoire à l'autre, de Romans et d'Eybens. S'il a par ailleurs été démontré une spécificité de la mise en place d'une telle politique dans les villes moyennes et petites, cette spécificité a pour conséquence de la rendre fragile et non institutionnalisée. Cette politique affichée comme originale demeure avant tout une histoire de personnes qui peine à s'ouvrir à l'ensemble de la population. Par ailleurs, elle ne fait pas sens sur l'ensemble du territoire en terme d'enjeu de développement économique et électoral et peine à avoir des objectifs connectés à un référentiel de marché qui dicte l'action municipale et celle de la majorité des acteurs du territoire. Les interrogations propres à chacun des territoires sur l'avenir de cette politique laissent cependant confirmer la prégnance d'une démocratie différentielle et des logiques d'acteurs différentes selon les territoires : la fin même de cette politique publique ou son changement éventuel d'orientation insufflé par des politiques non fatalistes sont propres au contexte local.

A. « Une histoire de personnes, malheureusement » qui restent entre elles malgré elles

Le responsable de la vie associative d'Eybens et de la coopération décentralisée avec la Roumanie traduit bien la caractéristique du secteur de la coopération décentralisée sur les deux terrains étudiés : cette politique est l'affaire d'« histoires de personnes malheureusement ». Ce technicien avance en effet que « certains habitants ne pensent pas que c'est une bonne chose » et qu'« il n'est pas évident de faire vivre la coopération après les élus ». Il faudrait rajouter que la coopération décentralisée est une

histoire d' « opportunités », ce que fait le responsable de la MAEI à Romans. L'adverbe « malheureusement » traduit, malgré un discours louangeur et qui se voudrait performatif, les difficultés pour les acteurs de la coopération décentralisée de donner sens sur leur territoire à une politique en recherche de reconnaissance et de légitimité. Celle-ci existe aujourd'hui grâce au portage personnel qu'en font les deux maires sur chaque territoire. On peut avancer que cette politique changerait radicalement, voire serait supprimée avec une autre personne au pouvoir, même si cette personne était de la même famille politique que le maire actuel. La recherche de rayonnement international à Angers et la poursuite de la politique de coopération décentralisée par le successeur du premier maire à l'origine montrent que les logiques sont différentes dans les grandes métropoles.

1. Une tribu de militants opportuns...

Le secteur de la coopération décentralisée au développement est constitué, à Romans comme à Eybens, d'un cercle d'acteurs qui gravite autour de toutes les questions à propos de l'aide au développement. On a vu que ces acteurs étaient réunis dans des lieux que l'on peut apparenter à des « forums » locaux qui permettaient l'expression d'une identité propre sur un territoire. Par la constitution de ces réseaux, la coopération décentralisée au développement n'a pas la même histoire d'un territoire à l'autre et possède des acteurs aux origines et ressources diverses renforçant la spécificité territoriale démontrée précédemment. : le cercle d'acteurs constitue une « tribu »¹³⁵ propre à chaque territoire où l'histoire de chaque personne militante vient rencontrer un contexte local où se créent des relations originales. Ces acteurs en réseau sont de véritables intellectuels dont l'implication est due à une tradition militante et des motivations personnelles.

Cette tribu tient son origine dans deux structures différentes : le Comité de Jumelage à Romans qui a précédé la coopération décentralisée au développement, et l'association Eybens Cameroun. C'est à partir de ces deux lieux ou structures que la tribu semble s'être structurée et forme aujourd'hui un cercle de militants initiés. Ainsi, à Romans, tout semble commencer avec le Comité de Jumelage, véritable pépinière des acteurs qui font aujourd'hui la coopération décentralisée au développement romansais. On apprend ainsi que Monsieur Bertholet en était Président de 1983 jusqu'à devenir maire en 1989. Conseiller municipal

¹³⁵ Alain Faure, « Décentralisation et Europe. Les sentiers de dépendance du développement local » in *Forum des territoires*, PQA, collections Horizons Aquitaines, été 2006, p. 165

communiste lors de la victoire municipale de la gauche en 1977, il devient en 1983 Président du Comité de Jumelage, se rallie au PS et devient adjoint à la culture et aux relations internationales lors du dernier mandat de Monsieur Lapassat. Il est désigné à la mort soudaine de monsieur Lapassat « maire à la surprise générale en 1989 » selon le responsable de la MAEI car il n'était pas premier u deuxième adjoint. Sensible aux questions de solidarité internationale comme le souligne son passé de militant au sein du Comité de Jumelage, il met « naturellement » en place les premiers programmes de coopération décentralisée, question qui mobilisait apparemment très peu Monsieur Lapassat. Si tout commence avec le Comité de Jumelage à Romans, l'association Eybens Cameroun peut être considérée comme le lieu de la création de la tribu des acteurs de solidarité internationale eybinoise puisqu'elle a été le théâtre des premières initiatives conjuguées de la municipalité et des habitants. Elle retrouvera ce rôle central lors de la première Semaine de la Solidarité Internationale où l'argent transita par son compte pour l'organisation de l'événement avant la création du Collectif en tant qu'association.

Partant du principe que le réseau s'est constitué à partir de ces deux structures précitées, il est intéressant de noter les forts liens qui peuvent lier les acteurs entre eux, d'une structure à une autre. Ainsi, à Eybens, on apprend que l'association Eybens Cameroun était présidée à ses débuts par une conseillère municipale, Madeleine Pupier. Cette même personne fera partie de la première délégation allant en Roumanie tandis que son mari sera le premier président d'Eybens Vama Roumanie et continue d'être un membre influent. A Romans, c'est au Comité de Jumelage que le conseiller municipal délégué aujourd'hui à la coopération décentralisée a rencontré Monsieur Bertholet en 1977. Le fondateur de la PIHC, comme on l'a vu plus haut, était lui aussi membre du Comité de Jumelage, le directeur de l'ADCAVL était aussi membre de ce comité avant de devenir président de ROCS puis membre de Romans International. C'est ce même Comité qui se rendra au Sénégal à la fin des années 1980 avec la première adjointe de l'époque pour dresser les premiers ponts de la coopération décentralisée au développement en voulant une dimension plus grande que le jumelage dans les relations de ville à ville. Ce cercle d'initiés a grandi, on l'a vu, à partir du moment où la coopération décentralisée au développement est devenue une politique municipale, amenant la création de la MAEI puis de Romans International.

On constate ensuite que les acteurs « peuplant » cette tribu constituent une élite d'intellectuels qui ont une histoire, une tradition militante personnelle, ce qui explique leur implication dans le domaine de la solidarité internationale aujourd'hui. Ces acteurs assurent clairement une fonction d'intellectuel qui s'exprime avec acuité lors de ces « forums » locaux

que sont les comités de pilotage pour l'organisation de la Biennale et de la Semaine de la Solidarité Internationale. Si ces temps de réunion sont l'occasion de donner une définition de ce que doit être l'aide au développement, ces réunions donnent aussi l'impression d'avoir affaire à un groupe d'individus éclairés, une élite intellectuelle locale forte d'une culture générale partagée lors des réunions : la recherche du thème pour la Semaine de Solidarité Internationale de novembre 2007 en est le témoin puisqu'elle a vu des échanges riches entre les différentes structures, chaque acteur présent représentant une ville ou une association y contribuant. L'observation de la réunion du 1^{er} mars 2007 à Eybens illustre l'effervescence des connaissances autour du thème des mouvements migratoires proposé à l'époque par le Président du Collectif comme thème pouvant être retenu pour la Semaine. Un des membres d'Eybens Vama Roumanie a alors introduit le thème en arguant qu'il fallait « distinguer deux façons d'émigrer » ce que montrait très bien la Roumanie avec d'une part, une culture de la migration possédée par les Roms, et d'autre part les problèmes économiques qui sont une seconde raison les poussant à partir. L'élue à la coopération décentralisée à Eybens a alors nourri les propos d'Eybens Vama Roumanie en soulignant le problème des Chrétiens qui émigrent au Liban en mettant en parallèle cette émigration avec celle des matières grises promues par les pays occidentaux en Afrique ou en Asie. Le collectif Independencia a complété les propos par un autre aspect de la migration caractérisant les bidonvilles sud-américains touchés par une migration des campagnes vers la ville. Un membre de Gières Independencia a terminé cette argumentation en illustrant la croissance démographique d'Independencia passée de la taille d'une ville comme Eybens il y a 20 ans à 230 000 habitants aujourd'hui. Cette impression d'avoir affaire à une élite est renforcée au cours de ces observations quand les membres de ce Collectif, lors de la même réunion, plaisantaient sur le fait que, aux dires du Président, « tout le monde ici est président de quelque chose », le responsable de la vie associative eybinoise ajoutant en riant « être président deux fois. » Cette impression est de plus entretenue par les professions occupées par l'ensemble des personnes appartenant à ces « forums » locaux, en majorité des professeurs ou des ingénieurs, donnant bien le sentiment d'avoir affaire à une assemblée de notables au capital social, économique et culturel valorisé.

Cette élite intellectuelle constituant la tribu de la solidarité internationale est présente à Romans de façon encore plus accentuée du fait de la plus grande professionnalisation du champ de la coopération décentralisée au développement. Romans Internationale est chargée de maintenir tout au long de l'année cette activité intellectuelle en organisant les conférences de la programmation « Culture Internationale ». L'objectif des conférences inscrit sur la

plaquette de présentation est, par une sensibilisation aux problématiques internationales, de faire perdurer « la vigilance citoyenne pour faire exister la démocratie » et ainsi continuer « dans cet esprit d'ouverture et d'enrichissement de notre réflexion sur le monde ». Trois conférences entre novembre 2006 et mai 2007 ont permis de rassembler les membres de la tribu. L'intellectualisme chez les acteurs romans de la coopération décentralisée se retrouve ensuite dans le discours critique qu'ils peuvent tenir sur la coopération décentralisée au développement et donc sur leur propre action. On le retrouve très bien dans le discours du conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée qui, par sa personne, caractérise très bien la figure de l'intellectuel local éclairé :

« On peut aussi démolir le discours idéologique que la ville de Romans porte sur la coopération décentralisée. On peut s'interroger sur le bien fondé d'amener la démocratie et la vie associative. Est-ce que ce ne serait pas aussi une nouvelle forme d'impérialisme de l'organisation politique ? Un néocolonialisme économique et intellectuel ? »

Cette même personne possède une personnalité forte : un érudit passionné, touche à tout, prenant autant de plaisir à aborder le thème de l'éducation que celui de la solidarité internationale durant l'entretien. Il possède de multiples diplômes, celui de professeur des écoles et un DESS en psychopathologie ; il est écrivain de romans historiques et poète. Sa conférence donnée en 2007 pour la préparation de la Biennale sur le thème « Identité et universalité » sous l'aspect psychologique achève de donner à cet homme le statut d'intellectuel-homme politique pris entre action et réflexion. Si les interventions de spécialistes thématiques lors des 4 mini conférences du premier semestre 2007 démontrent une fois de plus l'idée qu'on a affaire à Romans à une tribu d'intellectuels, cette impression est encore accentuée quand l'on voit les personnes qui ont animé les débats de l'édition 2004 de la Biennale malgré la défection de certains : Bernard Kouchner, actuel ministre des Affaires Etrangères, Benoît Miribel, directeur alors de l'ONG Action Contre la Faim, Christophe Mestre, directeur du CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement Local), Bernard Bouzon, Président d'ATTAC Romans. En voyant la présence de ces personnes, on ne peut s'empêcher de penser que la tribu de la solidarité internationale romaine a invité des élites de la tribu de la solidarité internationale nationale, preuve de la reconnaissance de l'existence de la tribu locale par la tribu nationale. Le responsable du service communication renforce cet aperçu en dépeignant justement une « communication élitiste basée sur des réalités non physiques » comme promouvoir la culture de la paix qui ne

de la paix qui ne parlent pas aux Romanais lambdas. Ce que confirme la responsable de Romans International quand elle affirme que la « Biennale reste floue et élitiste ».

Cette élite intellectuelle locale a l'autre particularité d'être militante. A l'instar de la description qui a été faite des deux maires pour expliquer leurs motivations à s'engager dans la solidarité internationale, on peut également considérer les autres acteurs comme des intellectuels humanistes ayant une vraie démarche les conduisant à militer. Le membre d'Eybens Vama Roumanie interrogé exprime cet humanisme militant quand il dit avec beaucoup de sagesse qu'il est « internationaliste et a horreur des frontières et des douanes. L'action internationale est essentielle car sinon on se renferme, on devient nationaliste, xénophobe et raciste, c'est comme ça que ça commence ». Derrière ce discours, on découvre une personne qui a été syndiquée toute sa vie, d'abord en tant qu'ancien enseignant agricole dans les Maisons Familiales Rurales puis comme journaliste de la presse agricole. On remarque les mêmes similitudes avec les membres d'Eybens Cameroun qui disent avoir une identité « internationale » : les deux se rendent compte durant l'entretien qu'ils ont tous les deux été syndiqués, l'un ayant été syndicaliste durant sa carrière, l'autre ayant été délégué départemental de l'Education Nationale, siégeant au conseil d'école en étant membre de droit. Le militantisme de la personne interrogée du collectif Independencia, travaillant au rectorat et fondatrice d'autres associations de solidarité internationale est, selon les deux membres d'Eybens Cameroun, de « notoriété publique ».

Ce militantisme s'exprime aussi au travers des expériences de vie passées à l'étranger. A Eybens, au côté du maire, l'élue en charge de la coopération décentralisée depuis 2002 a un parcours de vie allant dans ce sens, soulignant un engagement militant certain et une démarche alliant réflexion et action à l'instar de son homologue romanais. On constate ainsi qu'elle est professeur d'université tout en ayant la direction de l'Observatoire Social de l'Isère. Elle se dit « sensible à la question de la coopération décentralisée au développement » car elle a une formation universitaire en économie du développement et qu'elle a travaillé pendant 5 ans en Algérie pour le Commissariat au Plan. Cette expérience de vie à l'étranger dans les pays dit Sud ou de l'Est concerne une grande partie de ces autres militants. Ainsi, l'un des membres d'Eybens Cameroun estime « avoir un passé » expliquant son implication dans l'association : il consiste en une coopération en Algérie pendant 4 ans (1966-1970) en tant que professeur, ce qui lui a donné une « sensibilité pour travailler avec des pays en difficulté économique et politique » et aussi « un amour pour l'Afrique ». Cette expérience de vie explique qu'il ait continué « ensuite un travail d'alphabétisation des Algériens de France à l'ADSFA devenue l'ADATE aujourd'hui » avant de s'investir pleinement dans Eybens

Cameroun. Cette même personne indiquera ensuite que d'autres personnes de l'association ont eu une expérience à l'étranger, comme cette institutrice à la retraite qui a fait deux ans de coopération au Chili et qui s'est beaucoup impliquée par la suite dans la tentative d'implication des écoles intercommunales (Eybens, Gières, Poisat) aux projets de solidarité internationale. De même, la membre du collectif Independencia interrogée a vécu au Nicaragua, expliquant son implication dans de nombreuses associations de solidarité internationale, notamment dans la création de l'ASPAC¹³⁶, destinée à soutenir les peuples d'Amérique Centrale. Des expériences de vie à l'étranger associées à des études dans l'aide au développement peuvent même motiver certains techniciens, comme le responsable du service économie de la ville d'Eybens, en charge de la coopération avec le Pérou. Muni d'un DESS « Gestion et dynamisation du développement », il a eu six ans d'expérience dans le développement en Afrique dont six mois à Abidjan pour la mise en place d'un taxe professionnelle et d'apprentissage, puis à Libreville au Gabon dans une grosse agence économique de développement et enfin à Nairobi au Kenya pour l'ONG Action Nord Sud. Ce véritable professionnel de l'aide au développement dit avoir en arrivant à Eybens en 1998 « poussé pour obtenir la charge d'une coopération en lien avec un pays de langue espagnol », lui-même étant « originaire d'Espagne » et traduisant encore le fait que la coopération décentralisée au développement est bien avant tout une histoire de personnes.

Les personnes qui font vivre la coopération décentralisée au développement le font certes parce qu'elles sont motivées par des idéaux mais aussi parce qu'elles y trouvent une satisfaction personnelle. Tous les acteurs reconnaissent cet aspect. Un des membres d'Eybens Cameroun évoque le fait « qu'on est obligé d'avoir des satisfactions personnelles pour y être depuis 20 ans ». Il sortira ensuite la carte du Cameroun, évoquera ses différents voyages là-bas, décrivant les différentes régions même s'il n'a « pas eu le temps de faire du tourisme car il y a du travail ». Le voyage, aller sur place, est l'élément déterminant donnant à l'engagement une touche d'exotisme liée à la nécessité de se rendre compte sur place des réalités. Par ailleurs, la description des voyages en Roumanie retient dans le discours toute la magie de rencontrer « l'Autre », cet être si différent. On retrouve bien ici la motivation première et la plus noble pour les acteurs le plus souvent bénévoles de la coopération décentralisée au développement, à savoir l'échange dans sa dimension culturelle.¹³⁷ Cette dimension d'échanges s'exprime aussi avec la venue de personnes des villes du Sud ou de l'Est dans les territoires français. Le récit de ces venues a été fait avec précision par tous les

¹³⁶ Association de Soutien aux Peuples d'Amérique Centrale

¹³⁷ Franck Petiteville, op.cit. , p. 203

bénévoles eybinois rencontrés, soulignant bien la synergie que semble dégager cette dimension d'échange. Celle-ci est aussi avancée à Romans par les professionnels comme fondamentale. Ainsi, le salarié de l'ADCAVL évoque les chantiers internationaux organisés tour à tour en France, en Tunisie ou au Maroc qui « permettent à des jeunes français parfois en insertion de confronter leur regard à celui de Tunisiens ou Marocains, ceux-ci se rendant également compte de la non existence de l'eldorado français ».

La coopération décentralisée est également un moyen d'occuper une position sociale inédite valorisante, aussi bien en France qu'à l'étranger. Cela est notamment le cas pour les élus. Ainsi, le conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée au développement évoque avec passion au retour d'une expédition en Tunisie le « prestige de la fonction qui fait voyager ».

« J'ai la chance de travailler avec une équipe ultra dynamique. C'est formidable de travailler avec eux. Ca fait maintenant plus de dix ans que cette aventure exceptionnelle a commencé. Je crois qu'il n'y a jamais eu un moment de désaccord dans l'équipe. En plus, on touche à tout, on bouge beaucoup.(...) Et c'est formidable de manger avec un ambassadeur, de rencontrer le président de l'ENA tunisien et d'avoir une vision du pays autre que le simple regard de touriste. »

On citera également le maire de Romans qui tire clairement une position honorifique au niveau national. Il est vice-président du Conseil National de Cités Unies France et préside le Groupe Franco-Tunisien, fonctions qui pourraient aussi expliquer son attachement à garder une politique internationale d'envergure à Romans. La coopération décentralisée peut aussi permettre une reconversion politique de par sa fonction honorifique : selon certains, Monsieur Bertholet pourrait éventuellement laisser prochainement sa place de maire et reprendre le flambeau de la coopération décentralisée à temps plein. Un discours similaire est tenu à Eybens par l'élue à la coopération décentralisée : elle ne briguera pas de nouveaux mandats aux prochaines élections municipales, trouvant la charge trop lourde d'être adjointe à l'économie, aux solidarités, à la coopération décentralisée et référent d'un secteur. Cependant, elle pourrait accepter de s'occuper d'un « office chargé de réfléchir davantage à l'enjeu de créer de la cohérence entre les différentes activités et initiatives locales ». Par ailleurs, à Eybens, on apprend également qu'une membre de l'association Eybens Vama Roumanie fait partie du Conseil d'administration d'Opération Village Roumain France, donnant sans nulle doute une valeur toute particulière à cette fonction et lui permettant de faire jouer son réseau

pour organiser des événements tels que la venue du cirque Parada. On évoquera la réaction visible dans les comptes rendus du Collectif Eybens, Gières, Poisat de certaines personnes déçues que l'événement n'ait pas été médiatisé au-delà du canton, espérant notamment les caméras de France 3, soulignant ainsi un certain besoin de reconnaissance personnelle.

Cette prégnance d'une histoire de personnes se confirme ensuite dans le fait que les programmes de coopération décentralisée au développement sont dus à la conjonction d'initiatives personnelles et d'opportunités sans lien apparent avec le territoire. L'appartenance de Romans au programme MEDURBS en 1993 tient à la conjonction de la présence de la volonté du maire et de celle de René-Christian Beraud, ancien fonctionnaire européen, directeur du service juridique de la commission Européenne pendant 25 ans, devenu à l'époque Maire-Adjoint. Celui-ci avait les entrées nécessaires à Bruxelles pour obtenir l'inscription de Romans dans le programme, permettant les premiers financements d'action, la création de ROCS et de la MAEI avec le paiement des salariés. Le responsable de la MAEI dit que la décision d'entrer dans le programme MEDURBS tient à une réelle volonté municipale d'établir des liens avec les villes du Maghreb pour se rapprocher des communautés romaines d'origine maghrébines. Elle a été justifiée en ce sens à l'époque. Si « le programme MEDURBS a boosté la coopération romaine vers le maghreb » d'abord à El Jem en Tunisie, puis à Taradoudannt au Maroc en 1994, à la « demande de Bruxelles » selon le responsable de la MAEI, on semble assez éloigné d'une explication rationnelle de la décision publique avec une stratégie claire définie politiquement par les élus dans les années qui suivent. L'évaluation des programmes de coopération réalisée en 1996 par des étudiants du CIEDEL souligne cet « éparpillement des actions » estimant que « le choix se fait plus en fonction d'opportunité de financement que d'une volonté politique bien définie. »¹³⁸ On semble avoir affaire ici à une illustration du modèle de la fenêtre d'opportunité développé par John W. Kingdom.¹³⁹ Celui-ci part de la théorie du « Garbage can Model » de James G. March et Johan P. Olsen¹⁴⁰ et de l'idée centrale, à savoir que les solutions ne sont pas créées pour résoudre des problèmes particuliers et n'ont pas besoin de ces problèmes pour exister. Le modèle de la poubelle laisse en suspens des questions sur l'analyse de la décision. Pour comprendre la décision malgré le désordre qui règne dans la poubelle, Kingdom propose de la

¹³⁸ François Gastaldo, Bernard Quinet, *Rapport d'évaluation de la coopération internationale de la ville de Romans de 1992 à 1996*, Université Catholique de Lyon, Centre d'Information d'Etude pour le Développement Local, C.I.E.D.E.L., juin 1996, p. 3

¹³⁹ Pauline Ravinet, « Fenêtre d'opportunité » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet (Dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris Presses de Sciences Po, 2004, p. 217.

¹⁴⁰ Idem. Dans une organisation, on trouverait pêle-mêle, comme jetés dans une poubelle, des problèmes, des solutions, des acteurs et des opportunités de choix

saisir en termes de moment, d'opportunité. Pareil constat pourrait être dressé sur les actions mises en place à Eybens. L'exemple du projet d'adduction d'eau à Vama en Roumanie semble être une bonne illustration. C'est encore une fois un financement européen qui a mobilisé les acteurs des deux côtés après que le maire de Vama eut demandé à « être aidé comme les autres communes de Roumanie sur un réseau d'eau défaillant » selon les propos du membre de l'association eybinoise en charge du dossier. L'opportunité a été saisie à ce moment là, les circonstances ont fait également qu'un ancien ingénieur de la DDE faisait partie de l'association et a utilisé son réseau personnel pour mobiliser d'autres retraités de la structure grenobloise spécialiste de l'adduction d'eau, la SOGREAH. Par ailleurs, l'échange entre le collège de Vama et le collège Louis Lumière d'Echirolles est une autre illustration. On peut s'étonner que l'association Eybens Vama Roumanie n'ait pas mobilisé le collège d'Eybens. C'est encore une fois une conjonction de personnes et d'opportunités qui expliquent un tel échange : Eybens Vama Roumanie avait apporté des livres au centre d'information et de documentation des communes rurales autour de Vama. La documentaliste du centre a été invitée trois semaines à Eybens pour réaliser un stage en 2006 à la médiathèque. En France, elle avait la farouche envie d'organiser un échange entre les jeunes des deux communes mais a eu une fin de non recevoir de la part du collège d'Eybens. Mais une membre de l'association française était ancienne institutrice et connaissait très bien le professeur de musique du collège Louis Lumière, ce qui a permis l'échange. Par ces deux exemples, on perçoit très fortement le caractère opportuniste d'une coopération décentralisée qui vit au gré des rencontres humaines.

2. ... qui peine à s'ouvrir

Cette tribu de militants éclairés constitue une élite qui peine à s'ouvrir à l'ensemble de la population. Cette situation est reconnue par les acteurs, ce qui tendrait à rendre au final le bilan des deux événements vitrines de la coopération décentralisée sur chacun des territoires assez mitigé.

Ce manque d'ouverture se caractérise par une certaine confusion et un manque de clarté qui existe autour de la nébuleuse internationale surtout à Romans du fait du réseau très dense d'acteurs œuvrant dans le champ de la solidarité internationale. A Romans, le point majeur à soulever est la difficulté reconnue d'établir une distinction claire entre la MAEI et

Romans International. Les responsables des deux structures tiennent un discours qui se veut performatif évoquant une séparation effective et claire des deux structures avec un rôle bien défini pour chacun. Si la situation a effectivement évolué en ce sens depuis les deux évaluations réalisées en 1996 puis 2002, la confusion demeure pour celui qui n'est pas spécialiste. Seule une lecture attentive des fonctions de chacun, un entretien avec chacune des structures et enfin la lecture des évaluations permet la compréhension de l'intérêt d'avoir ces deux entités sur le territoire. La responsable de Romans International évoque ces passants romans qui rentrent dans les locaux ayant pignon sur rue en plein centre ville en disant : « vous faites quoi au juste ? ». Preuve est faite que la clarté affichée l'est par les professionnels. Les lettres adressées à la MAEI arrivant à Romans International sont encore un autre indicateur de cette confusion ambiante. Celle-ci est très lointaine et il faut reconnaître que les acteurs romans s'efforcent depuis 10 ans d'y remédier. Ainsi, ROCS qui a précédé Romans International portait déjà à confusion. Un élu de droite évoquait lors du conseil municipal du 13 mai 1996 le manque de transparence de cette association. Le conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée avait reconnu au cours de ce même conseil « un déficit en information auprès du conseil municipal et de la population ». Cette confusion avait notamment entraîné le refus des communistes et apparentés de voter la reconduction de la convention entre l'association et la mairie. Les tensions entre ROCS et le Comité de Jumelage et le gel des crédits MEDURBS¹⁴¹ ont incité ensuite la ville à « faire le ménage » et à rassembler les deux structures en une, donnant Romans International.¹⁴² Pour la nouvelle responsable de Romans International, la distinction avec la MAEI est très claire, facilitée par le déménagement récent de Romans International de l'hôtel de ville. L'activité principale de l'association est d' « organiser des échanges entre les habitants des 9 villes partenaires, échange de jeunes sur des chantiers et échange d'adultes autour du tourisme équitable, nouvelle activité en place depuis 2 ans avec l'Arménie, la Palestine, la Tunisie, le Maroc. La MAEI, donc la ville, s'occupe des programmes de coopération décentralisée au développement. Il faut cependant toujours faire un certain effort pour s'y retrouver. L'erreur présente dans l'évaluation de 2002 des étudiants du CIEDEL, confondant Romans International et l'ADCAVL dans la mission de cette dernière de gérer le jumelage autour des

¹⁴¹ ROCS assurait avant tout la réception des financements européens dans la cadre de MEDURBS

¹⁴² De 1992 à 1995, il y avait selon le responsable de la MAEI, une forte tension entre la présidente du Comité de jumelage, ancienne maire adjointe et l'élu à la coopération décentralisée qui est parti en 1995.

chantiers jeunes à Taroudannt¹⁴³ souligne les difficultés d'analyse et de compréhension du rôle de chacun des acteurs.

A ce manque de clarté dans l'organisation s'ajoute le fait d'avoir un dispositif qui fonctionnerait en « réseau fermé ».¹⁴⁴ La tribu romanaise est reconnue de façon lucide comme un « cercle fermé d'initiés » ou encore une « nébuleuse de l'International » par le responsable de la MAEI. Celui-ci avoue douter parfois sur le sens à donner à ce petit groupe qui « tourne sur lui-même », qui réfléchit dans son coin à l'état d'avancée du monde. D'autres professionnels portent le même regard. Ainsi, le salarié de la PIHC évoque, non sans ironie, la Semaine de la Solidarité Internationale qui est organisée également à Romans. Ce salarié dépeint la Biennale comme l'événement de la ville et voit la Semaine de la Solidarité Internationale comme l'événement de l'ensemble des acteurs de solidarité internationale du territoire, ville comprise. Pour lui, cet « événement organisé depuis 4 à 5 ans est décevant, très peu visible » car ils ne sont pas « originaux ».

« On fait toujours la même chose, une conférence. On est toujours les mêmes, on est tous déjà au courant des choses, sensibilisés à des questions, à des problématiques qu'on a sans cesse rabâchées ».

Cette routine et cette absence d'ouverture se poursuivent en dehors de la Semaine de la Solidarité Internationale puisque « on retrouve les mêmes têtes dans tous les collectifs montés sur Romans : le collectif Réseau d'Education sans Frontière, le collectif des Sans Papiers, le collectif Urgence Planétaire : Votons pour une France Solidaire ». Le salarié ajoute que « les associations sentent qu'elles ont besoin de s'allier pour peser, rendre crédible l'alter mondialisme mais chacun veut garder son âme ».

Cette culture de l'entre soi est aussi une réalité à Eybens. Les membres d'Eybens Cameroun reconnaissent volontiers qu'« ils ne sont pas bons en publicité et dans la recherche de nouveaux membres » et que le « problème majeur rencontré par l'association est le renouvellement de ses membres ». Plus encore qu'à Romans, la dynamique eybinoise de coopération décentralisée repose sur le bénévolat de personnes qui étaient actives dans la majorité il y a 20 ans mais qui aujourd'hui sont presque toutes à la retraite. Ce dynamisme des « cheveux blancs » interroge les associations. Eybens Cameroun était constituée de 35

¹⁴³ *Rapport d'évaluation des Etudiants du CIEDEL*, Université Catholique de Lyon, Centre d'Information d'Etude pour le Développement Local, C.I.E.D.E.L., avril 2002, p. 29

¹⁴⁴ *Ibid*, p. 20

personnes à sa création. Elle compte aujourd'hui une dizaine de membres encore actifs et n'a ramené de l'organisation de la Semaine de la Solidarité Internationale qu'une seule nouvelle membre, ancienne institutrice aujourd'hui à la retraite dont on a évoqué le passé de coopérant au Chili puis l'implication dans la mobilisation des écoles. Le bilan de la Semaine de la Solidarité Internationale est donc de ce côté-là « un échec ». Le Président du Collectif reconnaît par ailleurs ouvertement qu'« il n'y a pas eu d'évolution dans le renouvellement des membres ». Le bénévole d'Eybens Vama Roumanie interrogé, « un des plus anciens Eybinois ayant connu Eybens comme un village à [son] arrivée avec son épouse en juillet 1959 », évoque lui aussi « des difficultés de renouveler la dizaine de membres actifs aujourd'hui ». Il relate la mort récente d'un des membres, soulignant d'autant plus le caractère vieillissant de la structure. On semble dès lors bien loin à Eybens des objectifs fixés à travers l'organisation de la Semaine de Solidarité Internationale. Les comptes rendus des réunions du Collectif l'attestent également. Ainsi, lors de la réunion du 2 mars 2006, le bilan a été tiré sur la Biennale 2005 : « le public n'était pas assez nombreux à la projection du film à Gières mais le débat qui s'en est suivi sur le commerce équitable était intéressant et de qualité ». Le discours est encore moins encourageant concernant le débat organisé avec les villes partenaires puisque encore une fois « le public n'était pas assez nombreux et le débat avec la salle inexistant ». La réunion suivante du 6 avril évoquera une « sensibilisation de la population à la Solidarité Internationale insuffisante ». Pour les associations, cette difficulté d'ouverture peut trouver son explication, selon une membre de l'association Gières Palestine intervenant lors de la réunion du 20 décembre 2006, dans le fait que l'« on s'éloigne du but premier de la Semaine de la Solidarité Internationale, à savoir valoriser le travail fait par les associations. » Le discours sur cette Semaine de la part des techniciens eybinois en charge d'un dossier de coopération décentralisée est intéressant à relever ici. Pour la Directrice Générale Adjointe en charge de l'Action Sociale, c'est effectivement « un bon moyen d'éclairer les Eybinois sur les actions de coopération décentralisée à Eybens ». Cependant, elle estime qu'« il y aurait de manière générale des efforts à faire en matière de communication » mais que cela est rendu difficile « faute de temps ». Les responsables des services Economie et de la Vie Associative confirment ce manque de temps et défendent tous le même point de vue qu'il est très difficile pour eux de concilier une activité municipale à plein temps avec en plus la coopération décentralisée. Cette configuration municipale présente, selon l'élue en charge de la coopération décentralisée, « l'inconvénient de rendre difficile pour les élus de donner de la cohérence et d'animer l'ensemble. » Quoi qu'il en soit, ce manque de temps empêche d'impliquer la population mais surtout d'autres acteurs qui sont

souvent aussi peu concernés par la question. Les écoles sont souvent décriées par les membres du Collectif même si le responsable de la Vie Associative affirme qu' « on ne peut pas les forcer ». Pour lui, cette « participation des écoles dans les trois villes reste en pointillé ». Eybens Cameroun tient un discours plus positif sur les écoles, évoque les relations passées où l'association allait faire des collectes de crayons et de stylos en début d'année. L'élue à la coopération décentralisée a un discours beaucoup plus dur dans lequel elle met ensemble la faible implication des écoles et le manque de dynamisme associatif eybinois, allant ainsi à l'encontre du discours territorial officiel tel qu'on l'a dépeint dans la partie précédente :

« La coopération décentralisée au développement ne contribue pas à irriguer la vie associative locale, très peu dynamique à mes yeux . Les écoles ne communiquent pas entre elles et ni avec la mairie. Je peux même parler d'enlisement. Les assises de la ville ont témoigné de celui-ci. Nous avons un milieu associatif qui est considéré comme traditionnel. Ce manque de dynamisme semble contraster avec celui de Gières où les associations ont l'air plus dynamiques. Des maillages sont intéressants mais c'est dur de faire prendre la mayonnaise : il y a par exemple eu le concert de musique andalouse au centre social, mais on peut faire mieux. Pourquoi ne pas l'avoir fait par exemple à la salle de concert de l' « Odyssée » ? On a une grande salle de spectacle et on ne s'en sert pas ! Et je pense que de ce point de vue là, Romans a beaucoup mieux réussi ce maillage ».

Elle ajoutera lors la réunion du collectif du 1^{er} mars 2007 :

« La ville n'arrive pas à maintenir avec les écoles un lien sur la solidarité internationale. Pourtant la ville a plus de moyens que les associations. Ca fait 4 ans que je me bats pour que ce souci des pays pauvres soit naturel à l'école. »

Par ce discours, on sent bien la volonté de l'élue de vouloir dynamiser une coopération bénévole des cheveux blancs qui, certes, prône le non caritatif, mais reste dans des logiques de valorisation de l'échange humain qui perdent de leur allant du début et pâtissent aujourd'hui d'une dynamique reposant uniquement sur ce principe. L'élue chargée de la coopération décentralisée rappelle de façon intéressante « un âge d'or dans les années 1980 » où l'engagement dans la solidarité rimait aussi avec une certaine nouveauté.

« Beaucoup d'associations œuvraient comme des ONGs dans les pays pauvres. Une véritable société civile et solidaire existait. Dans les années 1980, la dynamique était très forte, c'était l'époque où beaucoup de coopérants partaient avec le VSNA (Volontaire du Service National Actif) qui permettait la mise en place de beaucoup d'échanges. »

Le thème choisi par le Collectif pour l'édition 2007 « Les jeunes et la solidarité internationale » est très révélateur de cette crise de renouvellement. Il offre un terrain intéressant d'auto analyse. Lors de la réunion du 30 mai 2007, le Collectif a clairement affirmé que ce thème était retenu en allusion à « l'idée de base de la Semaine de la Solidarité Internationale, à savoir renouveler les forces vives. » L'objectif est notamment d'organiser un forum où des « jeunes » pourraient présenter leurs actions et les confronter avec celle des « adultes ». Le Collectif veut à travers ce forum comprendre pourquoi « si 75 % des 2200 jeunes qui rentrent de mission humanitaire chaque année restent engagés dans un mouvement citoyen, pourquoi aucun ne s'engage dans des associations », sous entendu les associations du canton. La réunion précédente du 14 mai 2007 avait permis de formuler clairement l'intention du Collectif : « Comment mailler l'engagement des jeunes et des adultes ? Pourquoi y-a-t-il deux mondes parallèles ? ». Les bénévoles militants semblent avoir déjà des réponses bien construites : au classique et peu motivant « ils ne s'intéressent plus à rien », des raisons plus fondées du membre d'Eybens Vama Roumanie reconnaissent la difficulté de l'engagement quand on a une famille et de jeunes enfants. Un membre d'Eybens Cameroun dont l'enfant est parti deux ans en Afghanistan ne verrait curieusement pas son fils s'investir dans sa propre association, révélateur certainement d'une transformation de l'engagement aujourd'hui. A ces questions sur le thème, est revenue systématiquement dans chaque réunion du printemps 2007 la lancinante préoccupation des associations d'exposer durant le forum leurs actions, soulignant aussi des préoccupations parfois à deux vitesses au sein du Collectif. Les interrogations sont différentes aussi au sein même des associations : ainsi, on apprend qu'une partie de l'association Eybens Cameroun ne participe pas au Collectif. « On ne représente parfois que nous-même » nous dit l'un des membres, l'autre personne présente durant l'entretien a quitté le Collectif l'an dernier car elle « estime qu'il n'y a pas de retour sur les associations ». L'autre répond qu'« évidemment, c'est un travail de longue haleine, lourd à gérer, (...) qu'il serait plus judicieux d'organiser la Semaine tous les deux ans mais le Président est contre ». Le même constat de manque à l'appel est fait par Eybens Vama Roumanie et le collectif Independencia. Cette désertion du Collectif au sein même des associations reflète bien un dynamisme fragile des acteurs de la solidarité internationale. La

coopération entre les associations et les municipalités apparaît un peu terne après quatre ans de rencontre. Les associations ébynoises en sont toujours à dire que le Collectif a permis « d'élargir [leur] champ à Gières et Poisat ». On écoute avec compréhension l'unique membre du collectif Independencia déplorer le fait « qu'il soit très dommage que les deux associations œuvrant pour Independencia sur le canton (le « collectif Independencia » à Eybens et « Gières Pérou ») ne fusionnent pas ». Les membres des associations respectives auraient « peur de perdre leur âme » alors qu'elles ont les mêmes contacts au Pérou, l'une eybinoise œuvrant pour l'école et la santé mais « en vivotant », l'autre plus dynamique aidant à monter des bibliothèques. Le même constat est fait entre Eybens Vama Roumanie et Gières Roumanie qui ont toutes les deux des projets d'adduction d'eau à Vama et Certèze. Le récit du voyage de 1997 où les deux délégations ont fait le trajet dans le même avion sans le savoir avant d'y monter en est presque amusant. La Semaine de la Solidarité Internationale n'a pas coïncidé avec un dynamisme endogène rapprochant les deux associations sur des projets en commun en Roumanie.

Romans semble effectivement mieux réaliser ce maillage entre les différentes initiatives et impliquer davantage de structures même si cette situation idyllique ne saute pas aux yeux de la majorité des acteurs concernés. La PIHC paraît réaliser cette connexion entre anciens militants et jeunes: ces derniers formés à la PIHC s'impliquent dans différents projets portés par des structures romaines de solidarité¹⁴⁵. Ce brassage, aux dires du salarié interrogé, permet de mettre à mal les clichés que peuvent entretenir les « jeunes envers les bénévoles à tête blanche » et inversement. Nous avons déjà évoqué par ailleurs le point de vue du salarié de l'ADACVL portant un regard assez positif sur les coopérations locales entre structures. La Biennale permet de « travailler ensemble » et de découvrir de nouveaux acteurs, discours rappelant celui porté par les associations eybinoises. Le responsable de la MAEI évoque désormais concernant l'ADCAVL un « travail en pointillé » entre les deux structures. On sent ainsi des relations actuelles moins fusionnelles au sein du noyau dur de la coopération décentralisée romaine. La MAEI travaille moins également avec la PIHC et porte un regard critique sur son action qui serait restée bloquée dans une conception démodée de l'aide au développement centrée sur « la rencontre avec l'autre ». La MAEI évoque notamment la récente demande faite par la PIHC de subventionner pour 10 000 € l'envoi d'ordinateurs remis à neuf par les jeunes en insertion à Romans, dans un pays partenaire. La MAEI a posé

¹⁴⁵ Durant leur année de formation, les jeunes de la PIHC participent à différents projets comme « Action contre le Sida », le « Dong du sang », la « Collecte pour la Banque Alimentaire », la « Journée de la femme » en

la question de savoir la pertinence de cette démarche : la maintenance n'aurait-elle pas pu être effectuée sur place dans le pays d'envoi ? L'argent utilisé pour l'envoi n'aurait-il pas pu servir à l'achat sur place des ordinateurs pour faire vivre le commerce local ? La PIHC aurait invoqué le sacro-saint argument de la « rencontre avec l'autre » pour justifier son action. L'élue à la coopération décentralisée d'Eybens explique de son côté que l'invocation systématique de la rencontre avec l'autre est une belle idée « utopiste » mais qu'« il faut passer à autre chose », qu'« Eybens veut se consacrer réellement à faire de l'aide au développement en incitant notamment les municipalités à se renforcer démocratiquement ». L'heure n'est plus apparemment aux rencontres mais à une professionnalisation et à une structuration plus aboutie des démarches.

On semble retrouver là encore l'idée forte évoquée plus haut de la prégnance de sentier de dépendance empêchant les acteurs de dépasser certaines habitudes, certaines « cartes mentales »¹⁴⁶. L'exemple de la PIHC à Romans restée apparemment sur une conception dépassée de l'aide au développement semble le souligner. Cette difficulté de sortir de ses propres sentiers de dépendance s'allie également avec un manque de temps. Le responsable de la PIHC fait part de cette difficulté quand il dit « qu'on est confronté à nos propres difficultés de fonctionnement, trouver nos financements chaque année » et que l'entretien à venir avec l'ADCAVL montrera « qu'eux aussi ont leurs propres préoccupations ». Ce qui l'amène à expliquer que la PIHC ne participe que très peu à la préparation de la Biennale 2006 puis 2008 car ils ont « d'autres priorités ». La remarque ensuite de la responsable de Romans International contribue à renforcer ces propos. Ainsi, elle reconnaît que les confusions entre la MAEI et Romans International sont encore fréquentes. Mais à la question de savoir comment Romans International fait pour tenter d'empêcher cette confusion, elle reconnaît « ne pas avoir pris le temps d'y réfléchir car tout le monde est pris dans ses projets ». Pareil constat d'un manque de temps entraînant une faible ouverture de la tribu au reste de la ville est fait par les techniciens à Eybens. La Directrice de l'Action Sociale évoque ainsi les deux à trois moments dans l'année où les techniciens en charge chacun d'un dossier arrivent à se retrouver avec l'élue à la coopération décentralisée pour faire le point. Ce manque de coordination est « souvent discuté en mairie » nous assure l'élue.

participant à des ateliers d'expression artistique animés par la compagnie de la Courte Echelle. La participation à ces projets fait l'objet d'une évaluation systématique entre l'équipe enseignante et les jeunes formés.

¹⁴⁶ Pierre Muller, *Les politiques publiques*, Presses Universitaires de France, 5^{ème} édition, 2003, p. 60. Les acteurs, à travers ces cartes mentales, « perçoivent et donc construisent le réel en éliminant certains éléments et en sélectionnant d'autres »

A cette prégnance de chemin de dépendance et de manque de temps, on note des initiatives pour tenter de dépasser ces freins et amener la tribu à relever le défi de transformer les pratiques de la solidarité internationale locale. Cela est notamment visible avec la MAEI et les évaluations réalisées en 1996 et 2002 que le service municipal a essayé d'intégrer. Un travail a été fait, on le rappelle, pour différencier la MAEI de Romans International. L'autre objectif a été de tenter de casser le noyau dur, ce « réseau fermé » identifié en 2002 par le CIEDEL. La Biennale a dans ce sens servi d'outil pour redynamiser le tissu local. Ainsi le responsable de la MAEI positionne clairement cet événement comme le « moment critique sur la coopération décentralisée au développement », soulignant bien, malgré la prétention festive de l'événement, un espoir non dissimulé que Romans, par l'intermédiaire de la Biennale soit « une opportunité pour casser le fonctionnement dans lequel le monde de la solidarité internationale s'endort. » Le débat en 2006 sur la richesse avec des chefs d'entreprise a eu la vertu, selon ce même responsable, d'être provocateur aux yeux des habitués de la solidarité internationale romanaise. Aussi, ne faut-il pas voir dans les remarques de la PIHC ou de l'ADCAVL se plaignant de leur faible considération dans la première édition et leur désengagement « relatif » en 2006¹⁴⁷ un objectif atteint par la MAEI de se détacher de cette garde rapprochée et de tenter l'« ouverture » ?¹⁴⁸ Ces mêmes structures saluent d'ailleurs une édition 2006 « mieux réussie » selon l'ADCAVL plus populaire avec des « animations plus attractives », des nouvelles associations culturelles qui ont participé au côté de Romans International. Le repas organisé par celle-ci a été un vrai succès et a connu une mobilisation de nouveaux bénévoles, jeunes et moins jeunes avec des « têtes nouvelles ». La PIHC salue le fait qu'il y ait eu « plein de gens nouveaux » et a particulièrement apprécié le concert des enfants du Collège Debussy soulignant un nouveau partenariat avec les établissements scolaires. Bien sûr, la MAEI semble consciente que la Biennale n'est pas une totale réussite et reste élitiste. Si de nouveaux acteurs romans semblent davantage associés au projet que le cercle des initiés, le responsable de la Mission avoue qu'il est « très difficile de mettre en résonance les actions des différents partenaires, comme les services municipaux, la maison

¹⁴⁷ Une des raisons du faible investissement pour l'édition 2006 et 2008 s'explique par le fait que la PIHC a le sentiment d'avoir été utilisée par la municipalité pour la Biennale 2004 et de s'être accaparé l'événement alors que la PIHC fêtait ses 10 ans pour l'occasion.

¹⁴⁸ *Rapport d'évaluation des Etudiants du CIEDEL*, Université Catholique de Lyon, Centre d'Information d'Etude pour le Développement Local, C.I.E.D.E.L., avril 2002, p. 20. « Certains membres d'associations interrogés ont fait savoir qu'ils manifestent un désir fort de participer aux côtés de la mairie, à l'action internationale, mais ils déplorent que la ville se soit choisie des partenaires privilégiés avec lesquels elle agit en « réseau fermé ». Dans leurs argumentations, ces membres affirment qu'il y a une « tendance à la Mairie consistant à positionner quelques associations au détriment d'autres pour mieux contrôler l'action internationale. »

des jeunes, la maison des quartiers. Chacun a ses projets, son événement et ne sort pas de son champ d'action propre». Aussi, dans ces conditions, il est ardu de faire en sorte que chaque structure travaille ensemble. Mais les acteurs autres que ceux strictement de la solidarité internationale font partie des comités de pilotage de la Biennale, et participent. C'est ici une relative différence par rapport à Eybens où les bibliothèques, PIJ et écoles ne participent que sporadiquement à la Semaine de la Solidarité Internationale malgré les relances des bénévoles. Le caractère professionnel de l'événement avec une vraie culture de projet mise en place et la légitimité reconnue de la Mission depuis 1992 expliquent sans aucun doute cette différence. On tend cependant à assister aux prémices d'une professionnalisation de la démarche à Eybens. Ces prémices sont visibles au sein du Collectif avec une présence aux réunions plus assidue de l'équipe municipale eybinoise depuis un an. L'élue à la question avoue que « la mairie n'était présente qu'une fois sur deux aux réunions » depuis 2003 mais elle veut y aller beaucoup plus régulièrement. Son discours lors de l'entretien de janvier a été suivi d'effet puisqu'elle a participé à quasiment toutes les réunions et a eu un rôle structurant déjà démontré précédemment. Ne faut-il pas y voir un point positif et un signe de prise en main significative de la mairie pour dynamiser une coopération vieillissante ? Il est intéressant de noter que le thème de la prochaine Semaine sur les jeunes a été porté par le responsable de la Vie Associative et cette même élue. On le voit notamment à travers leur tentative de structuration des échanges durant la réunion du 1^{er} mars 2007, réunion destinée au choix du thème. Ainsi, le technicien a alerté sur le fait que la meilleure porte d'entrée était les enfants pour toucher les adultes et qu'il fallait que les enfants dans les écoles proposent eux-mêmes le thème à partir de leur propre réalité et la manière dont les problèmes internationaux marquent leur quotidien. Cette intervention, avançant par ailleurs une idée déjà voulue à Romans pour casser la routine du monde de la solidarité internationale a permis aux groupes d'aborder le thème du public jeune, invitant l'élue en charge de la coopération décentralisée à proposer : « Du coup, que pensez-vous du thème "Les jeunes et la Solidarité Internationale ?". Le responsable de la vie associative dira plus tard lors de l'entretien que « cela faisait deux ans que [il] le poussait ». Pour lui, ce serait donc le fruit d'un long travail de persuasion dans lequel il était obligé en tant que technicien de « garder un devoir de réserve. » Ce même technicien voit de façon positive le forum des initiatives jeunes prévu dans le cadre de cette prochaine Semaine : il permettra en effet d'avoir des « dénominateurs communs pour laisser la place aux jeunes et s'inscrire dans le temps ». Même s'il n'est pas sûr que ce forum amènera des jeunes dans les associations du canton, on notera le rôle conséquent pris par la mairie d'Eybens pour investir le Collectif, le structurer et tenter, à sa manière, de le sortir de

ses façons de penser l'aide au développement. Inviter les jeunes à dialoguer pourra peut-être être une opportunité originale de regarder le fonctionnement de chacun et ses lacunes.

La coopération décentralisée au développement correspond à une histoire de personnes ce qui entraîne un manque de visibilité et de reconnaissance sur le territoire. La coopération décentralisée au développement dans une métropole est étroitement liée à son rayonnement et est donc clairement un instrument destiné à la positionner dans le concert des métropoles. Dans une ville moyenne ou petite, elle est beaucoup moins tournée dans une recherche d'intérêt d'image pour la ville française et semble davantage faire référence à une recherche de mise en cohérence de convictions d'un réseau d'acteurs animés par un certain idéal. Ce manque de recherche d'intérêt pour la ville française entraîne cependant une déconnexion de la coopération décentralisée au développement du reste des actions municipales. Ceci nous entraîne à nous interroger sur la survie sur le long terme d'une telle politique dont le référentiel n'est pas en adéquation avec le référentiel dominant, le référentiel de marché. Les prémices de transformation perceptibles sur chacun des terrains sont-ils des signaux d'une politique voulant changer de référentiel tout en voulant garder une capacité émancipatrice ?

B. Son manque de visibilité et de reconnaissance empêche son institutionnalisation territoriale

1. L'épineuse question de la réciprocité

La façon dont la coopération décentralisée est défendue sur chacun des territoires en évoquant une « réciprocité » témoigne d'une déconnexion des objectifs avancés avec les enjeux de développement économique et politique qui anime la vie territoriale. Réfléchissant à la notion de réciprocité, Serge Allou et Philippe Di Loreto estiment que l'acte de coopération consiste d'une part « à donner mais aussi à recevoir ». Il conduit d'autre part « les villes françaises à attendre ou chercher des "effets en retour" dans leur propre ville ». ¹⁴⁹

Le discours porté par les acteurs de la coopération décentralisée au développement sur Eybens et Romans reste peu convaincant en terme de réciprocité, contribuant à accentuer le caractère obscur de cette politique portée par une élite militante déconnectée des enjeux territoriaux qui font débat. La majorité des acteurs tiennent un discours invoquant un retour sur investissement empreint, la plupart du temps d'« une manière de se donner bonne conscience, dans un contexte marqué par le caractère profondément inégal de l'échange » ¹⁵⁰. Sur les deux territoires, on observerait une réciprocité en terme de « réflexion sur les pratiques ». Celle-ci est particulièrement mise en avant par la Directrice de l'Action Sociale à Eybens qui évoque le fait que « la réciprocité est le B.A.BA de la coopération décentralisée ». Le Liban serait aussi « très typique » de cette réciprocité avec la venue récurrente de Libanais, des élus ou des étudiants reçus en stage. Les stagiaires interrogent, questionnent sur le fonctionnement des services. Ces venues sont jugées comme « très intéressantes pour le fonctionnement municipal » car les Eybinois peuvent « se rendre compte qu'on a beaucoup de moyens ». Ainsi, les « pratiques eybinoises sont bousculées dans le quotidien ». La Directrice

¹⁴⁹ Serge Allou, Philippe Di Loreto, op. cit., p. 43

de l'Action Sociale évoque notamment le fait que « les Libanais sont plus pragmatiques, trouvent que la mairie en fait trop en matière de participation et a une écoute exagérée auprès des habitants, ce qui empêche les élus de dire non. » Ce discours est tenu d'une manière identique par la Directrice Générale des Services à Romans indiquant que « la coopération décentralisée au développement [les] interroge sur [leurs] pratiques, [leur] administration ». Une déclinaison récente aujourd'hui se verrait à travers la vie culturelle : depuis cette année, le service culturel travaille spontanément avec le MAEI pour faire venir deux compagnies artistiques en lien avec les pays avec qui Romans est en partenariat. On notera une volonté identique à Eybens, ayant également acté en 2007 par le conseil municipal un spectacle dans l'année devant être en lien avec l'un des programmes de coopération décentralisée. Le maire de Romans soutient cette idée que la coopération décentralisée au développement bouscule les pratiques quand il défend le fait que l'action internationale devrait irriguer la vie municipale :

« En fait, j'aurais tendance à dire que plutôt qu'une priorité détachée des autres, la dimension internationale devrait aujourd'hui imprégner un large champ des activités municipales (l'éducation, la culture, le sport, l'environnement...). La solidarité est certes un devoir citoyen. Mais il se trouve que cet impératif moral correspond aussi aux intérêts et à l'avenir de nos propres concitoyens. »¹⁵¹

La MAEI est moins catégorique sur cette modification des pratiques mais son responsable, s'interrogeant sur la légitimité de vouloir promouvoir la démocratie dans les pays du Maghreb, questionne la réelle pertinence de la démocratie en France et évoque l'exemple d'un conseil municipal français cité sur internet pour son manque de transparence démocratique. Sans aller vers une telle interrogation, ce changement dans les pratiques est aussi avancé à Romans ou Eybens par certaines associations. Ainsi, l'ADCAVL estime que « la coopération décentralisée au développement fait évoluer la conception de l'association dans le domaine international sur les problématiques de tourisme et de patrimoine », interrogeant en même temps le sens des actions de l'association en France. Eybens Vama Roumanie aimerait garder de l'échange « l'accueil extraordinaire » offert par les Roumains et être capable de faire de même en France.

¹⁵⁰ Ibid, p. 44

¹⁵¹ « 4 questions à... Henri Bertholet, maire de Romans. Nouvellement nommé membre du Haut conseil de la coopération internationale par arrêté du 27 mars 2006 » in *Romans Magazine*, n° 206, mai 2006, p. 5

La réciprocité perceptible par les acteurs résiderait ensuite en terme d' « ouverture d'esprit ». Les journaux municipaux évoquent cette réciprocité en se faisant les spécialistes des récits des échanges humains. Relatant la colonie organisée par trois jeunes d'Eybens, le journal évoque ces animateurs qui ont dû « rentrer, à contrecœur tant l'expérience leur a apporté »¹⁵², notamment au niveau de l'enthousiasme des enfants devant les jeux. L'élue chargée de la coopération décentralisée opte dans ce même journal pour un discours plus tamisé sur la coopération décentralisée que durant l'entretien quand elle affirme qu' « il y a tellement de points qui nous rapprochent. Les questions de l'action publique, du service aux habitants se posent dans toutes les villes. Nous avons beaucoup à apprendre de ces échanges, notamment pas mal de modestie ».¹⁵³ Sur la plaquette de présentation de la coopération décentralisée à Romans, le coordinateur des chantiers de restauration du patrimoine de l'ADCAVL souligne cette évolution des mentalités :

« Lorsqu'un jeune d'origine non immigrée revient d'El Jem en disant qu'il ne laissera plus médire sur les Arabes, ça nous encourage. »

La PIHC veut montrer les liens certains que la structure dresse entre insertion et solidarité en évoquant l'exemple d'un « jeune Arabe parti en mission en Iraq ayant évolué dans sa vie » au cours de cette expérience. Vu comme un Français par le regard des Irakiens, il aurait dit à son retour : « Ca y est, je sais qui je suis ».

Dans ces conditions, on aurait bien affaire à une politique apportant à Romans « une connaissance des cultures » comme l'affirme la Directrice Générale des Services au début de l'entretien accordé. Cependant cette prétention concerne des cas particuliers, des personnes gravitant autour de chaque tribu. Aussi, au fil de l'entretien, cette même Directrice sera la personne qui émettra le discours le plus critique sur la coopération décentralisée et sa prétendue réciprocité : une déconstruction en direct et en toute humilité de son discours en quelque sorte. Ainsi, elle reconnaît que lorsqu'elle affirme que la coopération décentralisée interroge la ville sur ses pratiques, « cela reste une réflexion intellectuelle qu'on ne décline pas... On n'est pas très bon sur ça. ». Elle reprend ici le discours des deux personnes politiques en charge de la coopération décentralisée sur les deux territoires qui affirment toutes deux en entretien que « la coopération décentralisée n'irrigue pas la vie municipale. » La Directrice Générale des Services de Romans évoque plus loin le cas de l'Agenda 21 mis en

¹⁵² « Le Liban à cœur » in *Journal d'Eybens*, n° 82, octobre 2005, p. 9

¹⁵³ « S'enrichir au contact des autres » in *Journal d'Eybens*, n° 84, décembre 2005, p. 8

place à Taroudannt et la prétendue bonne démocratie participative au Maroc dont pourrait s'inspirer Romans.

« Mobiliser la population est un concept moteur, on en parle et on l'invoque de plus en plus chez nous. La démocratie participative a l'air plus avancée là-bas. Mais ici, on reste dirigiste, c'est difficile de passer le cap de la concertation. On n'a pas assez poussé la réflexion. »

Elle reprend alors la difficulté avancée par la MAEI de travailler en partenariat.

« Comment diffuser en interne cette conception de la coopération décentralisée au développement ? La MAEI est un service à part, très spécifique, qui a de petites actions. Le lien pourrait être fait, c'est sûr... Le service urbanisme avec la MAEI pour les remparts au Maroc... Cela demande beaucoup de travail et beaucoup de temps de faire ce lien transversal. »

La responsable de Romans International déplore ce manque de transversalité quand elle reprend les propos du coordinateur des centres sociaux de la Drôme qui trouve dommage qu'il n'y ait pas de lien clairement établi entre développement local et développement international. Elle critique par ailleurs ce contexte général où même la majorité des acteurs de la solidarité internationale sur Romans conçoivent « la politique internationale comme devant toujours aller voir les besoins des autres sans se demander quels sont les besoins chez « nous ». Le spectre du manque de temps expliquant le manque de réflexion sur la réciprocité se retrouve ici pour expliquer le peu de connexion entre les institutions, les services aussi. Le responsable du service Communication de Romans se montre d'une grande franchise lorsqu'il avance que « beaucoup de services trouvent l'action internationale comme inutile(...), la cinquième roue du carrosse » quand son homologue eybinois avance plus diplomatiquement que « la majorité des 250 agents sont au courant de la coopération décentralisée » et qu' « il y a toujours un aspect de la coopération décentralisée au développement qui ressemble à un aspect de [leurs] services ».

Des tentatives ont bien eu lieu de rapprochement de l'action internationale avec d'autres actions. Le responsable du service économique d'Eybens dit sans détour qu' « il n'y a clairement pas d'enjeu économique entre le territoire d'Eybens et les territoires en coopération décentralisée ». Il évoque une tentative d'acheminement de camions poubelle

usagés vers Independencia mais le coût était trop cher. Et de toute façon, « il n'aurait pas le temps de développer un tel partenariat. » La PIHC et l'ADCAVL semblent être la meilleure illustration des tentatives de rapprochement des mondes économique et international. Leurs actions sont citées par le conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée comme « créant de l'activité ». De là à être des forces vives de l'économie romanaise ? La PIHC est sceptique en évoquant que le lien avec les entreprises n'est pas le fort de leur structure. Le formateur interrogé évoque les difficultés pour la structure de faire accepter des jeunes en stage dans des entreprises romaines qui font l'amalgame entre le mot « insertion » et « personne déstructurée ». Par ailleurs, on apprend qu'un premier partenariat a été établi entre la PIHC et la fondation Vinci pour un legs d'ordinateurs qui n'ont pas encore été récupérés « faute de temps ». Des tentatives de partenariat ont été faites entre la MAEI et le service économique de la ville de Romans. Ainsi, le Directeur du Développement Economique du syndicat mixte « Romans-Bourg de Péage expansion » évoque cette tentative de rapprochement avec le service économique dont il avait la charge dans les années 1990.

« Non, il n'y a pas de lien entre le développement économique et l'action internationale. Il pourrait y en avoir. Il y a même eu des tentatives. J'ai participé à une mission à Zlin [ville jumelée avec Romans en République Tchèque], la ville de la chaussure Bata. On était parti avec le responsable de la MAEI et des designers rhône-alpins. On a pas eu de résultats probants pour développer des partenariats économiques. On travaillait pourtant à l'époque dans les mêmes locaux, quasiment porte à porte avec la MAEI. Cela ne nous a pas encouragés pour faire d'autres expériences. Et puis, on s'est éloigné. C'est la vie. »¹⁵⁴

Pour cette personne, plusieurs raisons expliquent ce non maillage qu'il appelle pourtant de ses vœux en se disant « persuadé qu'il peut se faire des choses intéressantes ». Il impute le principal facteur à l' « absence de volonté politique », de stratégie qui pourrait lier les projets de développement économique au travail des structures de l'action internationale. Il rejette ensuite la faute sur la fatalité, sur le fait d' « être rattrapé par d'autres objectifs beaucoup plus terre à terre ». On retrouverait là encore une illustration du modèle des fenêtres d'opportunité. Le responsable de la MAEI évoque aussi cet événement comme une tentative avortée. Il relate au passage le fait que la Mission ait été « paradoxalement accusée de favoriser la

¹⁵⁴ Entretien avec le Directeur du Développement Economique du syndicat mixte « Romans-Bourg de Péage expansion ».

délocalisation de certaines entreprises romaines en favorisant l'ouverture à l'international. » Pour lui, le problème est peut être différent d'un manque de volonté politique concernant la non compatibilité de la coopération décentralisée avec le monde économique : il y a un problème de temporalité. Celle de « la Mission qui travaille sur des échelles de développement à au moins 10 ans, ce qui n'est pas assez dynamique par rapport à la temporalité économique des entreprises qui sont sur des logiques de marché immédiates. » Cet intérêt limité de la coopération décentralisée en matière de coopération industrielle avait déjà été repérée par Franck Petiteville.¹⁵⁵ Ce constat semble confirmé à Eybens avec la tentative avortée du collectif Independencia d'associer la société implantée sur la commune Hewlett Packard (HP) à un projet de formation d'informaticiens péruviens. La coopérative informatique créée au Pérou à la suite de cette formation n'a pas perduré à cause du départ de ces jeunes et d'autres raisons non divulguées, entraînant en tous les cas la fin du partenariat avec HP et le début d'une crise interne au collectif Independencia à l'origine du « vivotement » actuel. A ces problèmes de temporalité sur Romans et Eybens s'ajoute un problème d'adhésion des acteurs, élus, techniciens, habitants qui ont tout simplement « d'autres soucis » comme nous le rappelle le conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée de Romans. Ces soucis correspondent à ceux d'une société locale prise dans des logiques propres à un référentiel de marché dans lequel ne semble pas rentrer la coopération décentralisée au développement.

2. L'enjeu de connecter cette action publique au référentiel global-local, celui du marché

La coopération décentralisée au développement est une politique publique peu en lien avec les enjeux territoriaux qui traversent Romans et Eybens. Ainsi à Eybens, la coopération décentralisée reste « un dossier marginal pour la ville en terme d'enjeu » selon l'élue en charge du dossier. A Romans, « les classes les plus modestes n'accèdent pas à la coopération décentralisée », « l'économie, les finances, l'emploi sont autrement plus importants » nous explique le conseiller municipal délégué à la question. On semble dès lors loin du discours

¹⁵⁵ Franck Petiteville, op.cit., p. 168. Les collectivités n'ont pas les ressources financières, les moyens juridiques et logistiques, pas les compétences et la vocation pour veiller à la réciprocité des intérêts économiques et technologiques au Nord et au Sud.

construit par la tribu sur chacun des territoires faisant de cette politique une pièce importante d'un puzzle conduisant à valoriser le caractère unique d'un bien commun territorialisé.

Il est intéressant de faire appel ici à la notion de référentiel développé par Pierre Muller pour approfondir la réflexion sur la place de la coopération décentralisée au développement en tant qu'action publique sectorielle locale. Si Pierre Muller réfléchit à un niveau national, il est intéressant d'essayer de transposer sa grille d'analyse au niveau municipal, piste qu'il invite d'ailleurs à suivre autour de la notion de référentiel global-local¹⁵⁶. Le référentiel global est la vision du monde à partir de laquelle une société construit ses politiques. Des référentiels sectoriels s'ordonnent autour de ce référentiel global et des politiques publiques sectorielles sont mises en place. A partir des années 1970 avec l'affaiblissement du paradigme keynésien et la remise en cause du rôle de l'Etat, le référentiel modernisateur basé sur l'idée que l'Etat est l'acteur central pour moderniser le pays, est remplacé par le référentiel de marché. C'est ce qui est appelé le tournant néolibéral¹⁵⁷ qui a vu l'émergence d'une nouvelle vision de l'action publique. Ce référentiel de marché contribue notamment à une redéfinition de la frontière public-privé avec un affaiblissement du rôle de l'Etat autour de politiques économiques néo-libérales et, plus généralement, le renouveau de l'entreprise. Il réarticule également le social et l'économique en limitant et gérant les dépenses sociales. Il se caractérise enfin par les nouvelles transactions entre le centre et les périphéries avec différentes formes de décentralisation.¹⁵⁸ Toutes les politiques sectorielles font, avec ce changement de référentiel, l'objet « d'un processus de remise en cause des objectifs de l'action publique, des normes qui la structurent, des frontières des secteurs d'action publique et des moyens mis en œuvre. »¹⁵⁹ La montée en puissance des politiques locales coïncidant avec le changement de référentiel confirme que chaque société territoriale produit son propre référentiel, sa représentation du monde, à partir du référentiel dominant de marché : le référentiel global-local. Dans ces conditions, la coopération décentralisée au développement s'apparente à une politique sectorielle. Sa mise en place au moment même du changement de référentiel peut être considérée comme une résistance locale à un passage au référentiel de marché : la coopération décentralisée au développement ne repose-t-elle pas finalement sur l'idée qu'un « Etat local » peut contribuer à la baisse des inégalités empruntant

technologiques au Nord et au Sud.

¹⁵⁶ Pierre Muller, op. cit., p. 109

¹⁵⁷ Ibid p. 51

¹⁵⁸ Ibid, p. 114

¹⁵⁹ Ibid, p. 115

cette conception au paradigme keynésien qui faisait registre de référentiel dominant à la sortie de la seconde guerre mondiale ?

L'objectif de la politique de coopération décentralisée au développement est décalé par rapport à ceux sous-tendant le reste des politiques sectorielles municipales qui semblent tenter de s'adapter aux exigences d'efficacité caractérisant le référentiel de marché. Il est important de remarquer que la ville de Romans, très touchée par les crises de délocalisation depuis les années 1970, est beaucoup plus marquée qu'Eybens par le passage à un référentiel de marché.¹⁶⁰ La montée en puissance du référentiel de marché touche très durement Romans de par la perception des contraintes liées à l'intensification de la compétition internationale qui a littéralement réduit à néant l'industrie du cuir et de la chaussure romanaise. La difficulté de passage vers le référentiel de marché se caractérise par la crise identitaire qui touche le territoire romanais aujourd'hui et qui travaille en conséquence les actions publiques et interroge sur la place de la coopération décentralisée au développement. L'identité romanaise est en effet particulièrement bouleversée par la crise économique qui secoue le territoire depuis les années 1970. Le conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée dit que « Romans tourne autour de son identité depuis les années 1980 », avec la « disparition de l'identité ouvrière du cuir qui faisait l'identité romanaise ». Le conseiller municipal de l'opposition abonde en ce sens quand il estime que l' « esprit de la chaussure et du cuir a disparu » rappelant son enfance où « les gens allaient travailler comme s'ils allaient à la messe », lui allant au lycée en cravate. La responsable de Romans International pense que « les Romanais n'ont pas une image positive d'eux mêmes, ce qui est dû à la crise économique ». La Directrice Générale des Services complète ces propos au sujet d'une identité qui vacille en évoquant ce « passé industriel qui est en train de s'écrouler », entraînant le départ d'une partie de la classe ouvrière et l'arrivée des cadres venant de Lyon ou Grenoble : outre la crise économique, Romans semble devoir faire face à une transformation sociologique de sa population. En conséquence de cette crise socio-économique et identitaire, l'action publique s'efforce de résister aujourd'hui comme nous le dit la Directrice Générale des Services :

« On essaye de résister : on a beaucoup de fierté à Romans »

¹⁶⁰ Ibid, p. 105. Pierre Muller cite François d'Arcy et Françoise Dreyfus. « La crise économique a remis en lumière la diversité en frappant de façon inégale et différenciée selon les territoires. L'idée s'est imposée qu'il fallait désormais trouver des formes de développement adaptées à chaque situation. »

Ces résistances s'inscrivent dans une logique de référentiel de marché conduisant logiquement Romans à se positionner en concurrence avec d'autres villes, d'autres territoires puisque la perception même du territoire tend à changer. Tout s'est passé comme si Romans n'avait compris que progressivement que l'Etat ne pouvait pas tout faire et devait s'en sortir par ses propres moyens, en passant d'un référentiel modernisateur à un référentiel global-local de marché. Le chargé de communication parle d'une « sinistrose ambiante » quand le conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée évoque la force de la crise économique qui semble « annihiler toute vision dynamique » de transformation depuis les années 1980. L'action publique devant faire face à d'importantes restrictions budgétaires, l'heure est à une période de grande austérité depuis le début des années 2000, Romans ayant frôlé la mise sous tutelle. La modernisation administrative avec le concept de « rationalisation des choix budgétaires »¹⁶¹ est un standard qui s'applique à Romans : la Directrice Générale des Services estime qu'une « une grande réflexion » sur le sens des actions publiques s'est produite à partir du début du dernier mandat de Monsieur Bertholet. Romans cherche à définir le territoire pertinent pour s'accorder à ce changement de référentiel. Cette recherche se caractérise par des transformations conséquentes dans l'agencement des actions publiques locales.

Plusieurs modifications notables dans l'organisation de l'action publique locale viennent conforter cette entrée et cette acceptation progressive dans le référentiel de marché avec les limites contextuelles que cela implique. La prégnance du référentiel de marché tendrait à se caractériser à Romans par une logique récente de concurrence territoriale destinée à valoriser le territoire romanais autour d'« une ville centre de 30 000 habitants non satellitée par une ville comme Lyon » décrite ainsi par la Directrice Générale des Services. Il est intéressant de noter ici le travail du service communication, service très particulier puisqu'il dépend à la fois de la mairie de Romans et du Pays Romanais, la communauté de communes. La transformation des missions de ce service malgré une confusion institutionnelle, traduit la présence d'une logique de concurrence territoriale qui est désormais une réalité contrairement à ce qu'on avançait dans la première partie. Le service communique sur la valorisation des caractéristiques locales et la singularité de Romans¹⁶² au sens large faisant fi des querelles à l'œuvre actuellement entre hommes politiques sur les différents projets et visions de développement économique à différentes échelles de territoires : le service traite aussi bien de

¹⁶¹ Ibid, p. 116

¹⁶² Philippe Teillet, op. cit., p. 84

*Rovaltain*¹⁶³, la *Drôme des collines*¹⁶⁴, le complexe commercial Marque Avenue soulignant une certaine recherche du consensus sur le territoire par l'énonciation d'un catalogue d'actions ou d'intentions.¹⁶⁵ Ce service communique sur Romans et semble souligner la volonté de la ville centre d'imprimer sa marque et exprimer une véritable politique d'image destinée selon le responsable du service communication à « combler un retard en termes de marketing public ». L'organisation de l'action publique a changé et est confrontée à des enjeux de taille pour la prétention de Romans de jouer dans le concert des villes concurrentes. L'objectif du chargé de la communication de la ville est d' « améliorer l'image dégradée d'un territoire sinistré ». L'arrivée il y a trois ans de cette personne semble bien marquer un tournant dans la réflexion de l'équipe municipale : c'est un professionnel venant du privé, intéressé et spécialisé dans la communication des territoires en difficulté. Il a occupé un poste similaire à Liévin puis à Thiers et souligne par là qu'il a l'habitude de travailler sur des « sites marqués par la crise de la mono industrie à savoir le charbon, le couteau et la chaussure ». Pour lui, le « marketing public existe » et la politique d'image est fondamentale et doit être aussi un outil des municipalités de gauche qui doivent se « décomplexer » par rapport à ce thème. Une stratégie globale de communication a été dressée par son service depuis son arrivée : identifier les atouts de Romans avec une stratégie globale basée sur la promotion d'une image générale autour d'un slogan, « La vie est à Romans »¹⁶⁶, et l'organisation d'événements¹⁶⁷. Le but est de faire parler de la ville¹⁶⁸ et « changer par la pédagogie » des mentalités romaines entretenant cette sinistreuse ambiance. Cette affirmation de ville centre

¹⁶³ Syndicat mixte qui rassemble les villes de Romans, Tain l'Hermitage et Valence. Il est chargé de gérer le développement des 160 hectares autour de la nouvelle gare TGV entre les trois villes pour en faire un parc technologique et scientifique.

¹⁶⁴ www.drome-des-collines.fr visité le 20 juillet 2007. Ce syndicat mixte qui regroupe plus de 90 communes a signé un Contrat de Développement Rhône Alpes (CDRA) avec la Région. Sa mise en œuvre repose sur une démarche ascendante issue de l'initiative des acteurs locaux. Ces démarches contractuelles des territoires avec le Conseil Régional sont validées pour 5 ans. Le Contrat de Pays permet d'accompagner et financer, par le biais de subventions, des projets aux maîtrises d'ouvrage variées notamment sur les thématiques du tourisme-patrimoine, industrie-artisanat-commerce, agriculture, espaces naturels-forêt, services aux personnes, aménagement-habitat. Pour confirmer son identité, la Drôme des Collines doit faire face à plusieurs enjeux : développer sa politique touristique, affirmer sa vocation agricole, structurer les pôles économiques des différents territoires qui la composent tout en poursuivant le renforcement du tissu PME-TPE, développer l'offre de service aux habitants.

¹⁶⁵ Philippe Teillet, op. cit., p. 78

¹⁶⁶ Cinq thématiques sont utilisées pour dépeindre l'image générale avec le slogan « La vie est à Romans » : le patrimoine et l'architecture, la douceur de vivre, la ville de commerce, la capitale de la chaussure, l'environnement naturel autour de Romans.

¹⁶⁷ Les événements destinés à faire parler de Romans sont divisés en deux : les événements historiques (Carnaval, Roman à Romans, La Foire, Le Festival International Folklorique) et les nouveaux événements (festival Internet pour l'utilisation de logiciels libres, le Championnat du monde BMX en juillet 2007)

¹⁶⁸ Une attachée presse avec un travail nouveau de communication d'image est en place. Un presse book, imprimé en 10 000 exemplaires a été envoyé aux médias, des cartes postales vantant les mérites de Romans ont été offertes aux romains et sont distribuées dans de nombreux points dans la région Rhône Alpes. On en trouve même au restaurant universitaire Diderot sur le campus de Saint Martin d'Hères.

reste cependant mise à mal par une non tradition romanaise à finalement se mettre en avant.¹⁶⁹ Elle se heurte par ailleurs à la « rivalité » historique qui lie Romans à Bourg de Péage. Celle-ci, ancien péage au Moyen Age de la ville ouverte qu'était Romans, est séparée de cette dernière par un pont. Elle reprocherait à Romans, selon le directeur de *Romans-Bourg de Péage Expansion*, de justement « concentrer toutes les charges de la centralité : les équipements publics, le traitement social du chômage et de la pauvreté avec le quartier de la Monnaie qui est une vraie charge pour la collectivité .» La rivalité de chapelle politique entre les deux villes du même bord politique¹⁷⁰ et l'absence de coopération ou mutualisation de moyens est une grande illustration des difficultés pour Romans de basculer dans le référentiel de marché. Les deux villes ont chacune une communauté de communes alors que si elles étaient unies, elles pourraient accéder ensemble au statut de communauté d'agglomération, et donc bénéficier de dotations globales de l'Etat plus conséquentes, celui-ci incitant à l'intercommunalité¹⁷¹. L'appartenance à une collectivité juridique commune serait vue par Bourg de Péage, toujours selon la même personne interrogée, comme « des charges supplémentaires sans valeur ajoutée en face ». Cette impossibilité de s'associer traduit « l'absence d'une élite susceptible à travers l'élaboration d'un référentiel global-local, d'intégrer le développement économique et social. »¹⁷² Il a fallu attendre 1995 pour voir le premier exemple de mutualisation entre les deux villes : une ligne de bus desservant les deux villes. Etrange et intéressant exemple pour une ville qui se dit ouverte sur le monde, qui organise un événement international pour dresser des ponts entre les pays. Mais la crise économique est venue récemment rapprocher les deux villes avec l'« électrochoc » produit par la liquidation judiciaire du fabricant de chaussures *Kelian* et le dépôt de bilan de l'autre fabricant de chaussures *Charles Jourdan* durant l'été 2005. Ainsi, deux des trois derniers fleurons de la chaussure de luxe romanaise annonçaient en même temps leur fin proche.¹⁷³ Suite à cet événement, les deux villes ont décidé de fusionner en juillet 2006 leur mission économique, fait apparemment « unique en France ». Pour ce faire, un syndicat mixte,

¹⁶⁹ Le discours presque résigné de la Directrice Générale des Services quant aux capacités de Romans de jouer la concurrence contraste avec l'optimisme dégagé du Directeur du Service Communication.

¹⁷⁰ L'élú du Parti Socialiste qui a gagné la ville de Bourg de Péage a laissé sa place pour devenir Président du Conseil Général

¹⁷¹ Le Pays de Romans existe depuis 10 ans. Il totalise plus de 50 000 habitants et pourrait être une communauté d'agglomération. Selon le responsable de « Romans-Bourg de Péage Expansion », le préfet a toujours refusé ce passage en arguant que le territoire sans Bourg de Péage n'était pas pertinent.

¹⁷² Pierre Muller, op. cit., p. 109

¹⁷³ Le troisième étant *Clergerie* dont l'histoire est singulière. Son fondateur avait revendu son usine à des fonds de pension nord américains, ce qui avait entraîné la liquidation de la marque *Clergerie* jugée pas assez rentable. L'histoire raconte que le fondateur a revendu son bateau acheté avec les fonds de pension pour reprendre les rênes de son usine.

Romans-Bourg de Péage Expansion a été créé afin, selon son directeur ancien responsable du service économique de Romans, de tenter de donner « une visibilité suffisante pour les acteurs économiques porteurs de projet sur le territoire » et « ne pas être un frein à la reconversion économique des industries ». On voit ici que le territoire romanais pour le directeur du syndicat mixte est élargi à Bourg de Péage, et qu'il correspond à une « réflexion de développement économique à l'échelle du bassin d'emploi ». Cette vision récente est portée par l'adjoint à l'économie de Romans mais n'est pas partagée par l'ensemble des acteurs, rendant impossible « d'avoir un projet fort de territoire global ». Le directeur du syndicat mixte estime qu'il faudrait « un courage politique fort » mais qu'en ce contexte de fin de mandat, cette vision « pro-agglo » dépassant les logiques de clocher est loin d'être acquise : Monsieur Bertholet recherche trop le consensus et le maire de Bourg de Péage devenu président du Conseil Général de la Drôme est assez charismatique mais sa ville trop petite pour imposer sa vision. Cela rajoute à la confusion dans les enjeux portés sur un territoire non clairement défini : un autre syndicat mixte, *La Drôme des Collines*, couvrant un territoire encore plus étendu¹⁷⁴ a signé un contrat de pays avec la région Rhône Alpes et voit les enjeux de clochés élargis à d'autres élus. *Rovaltain* est un autre syndicat mixte présidé par le maire de Romans, qui se veut un centre de recherche entre Valence et Romans. Selon le directeur de *Romans-Bourg de Péage Expansion*, *Rovaltain* n'est pas « le produit d'une réflexion commune cherchant à articuler les synergies avec le territoire romanais, le centre de recherche se développant de manière exogène ».

Eybens reste une ville riche de l'agglomération grenobloise qui a peu souffert de la montée du chômage et des fermetures d'usine : ce contexte local associant une réalité socio-économique et politique explique que le passage au référentiel de marché ne soit pas aussi problématique qu'à Romans sur Isère. Eybens semble décliner son action publique dans un référentiel global-local de marché défini plus clairement à l'échelle du territoire de la communauté d'agglomération grenobloise. Ce fait est très bien illustré par la position du responsable du service communication qui explique que son service « n'est pas dans une démarche d'imposer la vision politique du maire au sein d'une grande politique d'image » mais davantage dans une « démarche pédagogique visant à expliquer l'action des élus auprès des habitants » ou encore « à être un relais pour la participation des habitants ». L'identité eybinoise n'est pas sujette à une crise due aux difficultés économiques enclenchées depuis les années 1970. Les assises de la citoyenneté en 2005 ont fait émerger le débat de savoir si

¹⁷⁴ Ce syndicat réunit les communautés de commune de Romans, Bourg de Péage, Tin l'Hermitage, Saint Vallier, Néron, Saint-Rambert d'Albon, Saint Donart, Hautes Rives.

Eybens était plutôt un village ou une ville. Le responsable du service communication explique ensuite qu'il n'y a « pas de recherche apparemment à se distinguer de Grenoble, pas de concurrence directe avec des villes de la couronne », les élus ne voulant « pas se placer dans une compétition et afficher un slogan ». Il y aurait d'ailleurs davantage une tendance à un rapprochement avec des villes du canton avec la mise en place d'un travail intercommunal entre Eybens, Poisat et Gières : les « affinités politiques » expliquent la mise en place d'un Comité Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. La vision communautaire semble beaucoup plus présente qu'à Romans : la gestion communautaire des intérêts économiques au niveau de la communauté d'agglomération est acceptée même si un service économique municipal est maintenu. Son responsable affirme en effet qu'il est « très important qu'il y ait un seul interlocuteur pour les entreprises pour assurer leur confiance » sur le territoire eybinois. Aucun problème majeur ne semble perturber cette ville qui gère sereinement les 700 établissements économiques et le chiffre étourdissant de 6000 emplois pour une ville de 10 000 habitants. Un comité d'implantation d'industrie en place sur la zone des Ruires s'est développé à l'ensemble de la ville pour éviter le développement anarchique d'enseignes comme à Saint-Martin d'Hères et permettre la « recherche d'entreprises de qualité » selon le responsable du service économique. Cette même personne souligne cependant avoir eu affaire en 2006 à la première délocalisation de l'entreprise SMEAD et la perte sèche de 80 emplois, ternissant ce paysage idyllique présenté par les techniciens municipaux où même l'implantation de Schneider Electric « n'a pas suscité de bataille » apparemment avec d'autres villes.

Dans ces deux contextes territoriaux où le passage au référentiel de marché ne questionne pas le sens des actions publiques de la même manière, la présence de programmes de coopération décentralisée au développement est interrogée. Le discours tenu par les femme et homme politiques en charge de la question sur chacun des territoires souligne le fait que cette politique ne semble que peu concernée par une inscription dans un référentiel de marché : si les budgets engagés restent faibles pour cette politique, ils affirment leur totale liberté d'actions en la matière. Ainsi, le conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée à Romans fait remarquer qu'il a « les coudées franches » concernant cette politique. L'élue à la question sur Eybens rappelle que c'est elle qui a remis la coopération décentralisée sur les rails en 2002, et qu'elle avait « tapis rouge de la part du maire pour remettre la question de la coopération décentralisée dans l'espace local. » Malgré un coût faible qui explique le peu d'opposition à ce sujet, on fait le constat que cette politique est rarement interrogée en terme d' « efficacité », d'exigences. Ceci amène à affirmer que la

coopération décentralisée au développement est déconnectée du référentiel global-local qui donne sens à l'action publique locale et aux enjeux politiques. Cette déconnexion interroge sur l'avenir de cette politique à long terme, notamment dans le cas romanais où l'on a vu des difficultés économiques et identitaires plus criantes reflétant un territoire en cours de définition de son référentiel global-local. La place de la coopération décentralisée fait l'objet, selon la Directrice Générale des Services d'un « débat interne » à la mairie de Romans, surtout depuis le début du dernier mandat de Monsieur Bertholet, au même titre que les politiques culturelle et associative qui sont dans les mêmes problématiques. La question posée est de se demander, dans ce contexte d'austérité qui touche la ville, ce que « cette politique internationale apporte à la ville au-delà de la satisfaction intellectuelle ». Autrement dit : la coopération décentralisée au développement peut-elle s'inscrire dans un référentiel de marché dans une ville moyenne ? Si l'idéologie politique symbolique qui sous-tend cette politique et qui caractérise le style politique du maire maintient encore une action conséquente, les acteurs romanais de la solidarité internationale donnent l'impression qu'une étape charnière arrive avec les échéances municipales de 2008. Des pistes de réflexion sont posées à Romans et un discours commun est tenu dans l'équipe municipale pour affirmer que l'heure est de justifier cette politique en en quantifiant les intérêts et son efficacité pour la ville et ainsi entrer dans la logique qui caractérise une entrée dans le référentiel de marché. Ce discours est notamment tenu par le responsable du service communication qui dit ne pas cacher ses mots aux responsables de cette politique. Si pour lui, il est important que « Romans garde avec la Biennale de l'International un événement intellectuel sur le territoire », il observe un « manque d'accroche de l'action internationale avec les notions d'attractivité et de développement économique ». Il évoque avec sourire la question qu'il a posée à la MAEI récemment, demandant quels étaient leurs objectifs. La MAEI, suite à l'évaluation des étudiants du CIEDEL, avait travaillé à la rédaction d'une charte de l'action internationale fixant la « paix dans le monde » comme l'objectif de ses actions. Le responsable du service communication a évoqué avec humour qu'il était difficile dans le contexte romanais actuel de défendre une telle action avec des objectifs aussi flous. Pour lui, l'enjeu serait justement de « démontrer que l'action internationale peut être autre chose qu'une simple dimension intellectuelle et peut faire gagner de l'argent ». Il évoque des exemples qui permettraient de mesurer plus précisément l'impact en terme d'apport économique de l'action internationale. Il évoque l'exemple du Carnaval qui voit une augmentation significative des retraits d'argent aux distributeurs automatiques (+ 54%) soulignant des retombées économiques pour les commerçants romanais et justifiant l'argent investi dans la politique culturelle. Pareille

évaluation pourrait être faite au moment de la Biennale. On peut déjà remarquer qu'un effort a été produit par la MAEI pour diminuer par deux le coût de la Biennale entre l'édition 2004 et 2006. Nous avons vu dans la partie précédente que la dimension économique semblait déconnectée de la dimension de solidarité internationale. Cependant, on peut s'étonner qu'un service comme la MAEI ne soit en charge pratiquement que de la coopération décentralisée au développement et n'ait pas la compétence pour appuyer le travail du service communication dans une logique de développement touristique et de rayonnement international qui semble bien se dessiner sur Romans avec la structuration d'un tourisme commercial autour de Marque Avenue.¹⁷⁵ L'heure est peut-être à compléter un tourisme solidaire promu par Romans International dans les échanges de personnes ou un tourisme patrimonial défendu par l'ADCAVL par la promotion « décomplexée » d'un tourisme commercial dans les compétences de la MAEI. La sinistrose ambiante s'ajoutant au « célèbre » manque de temps sont bien sûr des facteurs importants pour expliquer cette absence de vision tant des politiques que des techniciens. Un élargissement de ces compétences en ce sens dans ce contexte d'inscription dans un référentiel de marché serait peut être à intégrer si la MAEI veut continuer à perdurer et souligner sa nécessité dans l'organisation de l'action publique.

Cette exigence d'efficacité ne s'apprécie pas en fonction seulement de la « rentabilité » financière mais d'abord par rapport au degré de réalisation des objectifs fixés par les élus.¹⁷⁶ Or, pour le responsable du service communication, c'est « une erreur de ne pas demander à la MAEI de rendre des comptes et d'évaluer les retombées de sa politique sur Romans ». Un processus semble être en cours allant dans ce sens avec une évaluation en préparation. Elle semble différente des deux autres évaluations réalisées en 1996 et 2002 par des étudiants du CIEDEL puisque la ville a fait appel au cabinet d'étude F3E, spécialiste des évaluations des programmes d'aide au développement, pour codéfinir la stratégie d'évaluation. Cette évaluation est aussi le résultat de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) votée par le Parlement en 2001 qui oblige la réalisation d'évaluation pour toute action financée par

¹⁷⁵ Le directeur de *Romans-Bourg de Péage Expansion* évoque les projets de rapprochement des offices de tourisme de Romans et Bourg de Péage. Il insiste sur le fait qu'« un nouveau rapport au tourisme se dessine sur le territoire, voulant traiter le tourisme comme faisant partie du développement économique ». Il évoque le développement du tourisme commercial avec Marque Avenue. Ce complexe voulu par Monsieur Bertholet est un dépôt de vente de vêtements au prix d'usine. Il amène 1,5 millions de personnes par an dont 80 % viennent de l'extérieur de la Drôme. Rien n'est fait aujourd'hui pour « retenir cette clientèle dans le centre de Romans pourtant beaucoup plus proche qu'à Troyes qui a un complexe similaire ». Des projets sont en cours d'élaboration (restructuration du musée de la chaussure, atelier du cuir) attendant certainement une éventuelle volonté politique.

¹⁷⁶ Pierre Muller, op. cit., p. 117

l'Etat, ce qui est le cas de la coopération décentralisée via le Ministère des Affaires Etrangères. La Directrice Générale des Services évoque une piste où des objectifs pourraient être fixés à la MAEI : développer « des partenariats avec les villes d'origine des populations immigrées à Romans », ce que confirme le responsable du service Communication qui affirme que « la coopération décentralisée ne permet pas aux différentes cultures sur Romans de se rencontrer ». Elle évoque la particularité de Romans « d'avoir une immigration en provenance du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie dans des régions très localisées. Alors que peu de Romanais seraient originaires de Taroudannt ou El Jem. » Ces nouveaux partenariats permettraient de « connaître mieux la population de Romans », d'« avoir un retour direct » sur une politique alors compréhensible par l'ensemble de la population. Puis elle évoque les « gens de la Monnaie », le quartier en Zone Urbaine Sensible, avec une majorité de la population d'origine immigrée, où les « associations communautaires saluent le respect de la ville au travers de la coopération décentralisée au développement qui illustre que Romans n'est pas fermée sur elle-même. ». La Directrice Générale des Services a demandé au responsable de la MAEI de réfléchir à cette éventualité de travail. Celui-ci émet des réserves quant à un travail avec les associations communautaires relatant une mauvaise expérience dans les années 1990¹⁷⁷ même s'il ne semble pas s'opposer à en tenter de nouvelles. Il est à noter qu'un tel objectif pourrait avoir des effets néfastes et contribuer à stigmatiser davantage une population vivant dans un quartier prioritaire et étant de plus l'objet d'un projet de renouvellement urbain. Le projet porté par le conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée et à l'éducation de lier coopération décentralisée et Réussite Educative pourrait se révéler plus pertinent en terme d'objectifs à fixer et moins stigmatisant : il souhaite pour la prochaine Biennale monter une chorale des cinq collèges. Ce projet artistique financé dans le cadre du dispositif de réussite éducative aura pour objectif outre l'ouverture d'esprit des enfants à une dimension autre que scolaire, de mélanger l'ensemble des collégiens romanais, toutes classes sociales confondues, et de toucher les parents sur les questions de solidarité internationale et faire connaître l'action de la ville.

La question de la survie même de la coopération décentralisée se pose avec moins de pertinence à Eybens, personne n'ayant parlé durant les entretiens d'un retrait de la vie politique de Monsieur Baietto. Cependant, la difficulté d'animation d'une tribu qui peine à se renouveler interroge sur la pertinence de l'organisation d'une coopération telle qu'elle est

¹⁷⁷ Une expérience avec une association romanaise de Tunisiens s'était mal passée quand la MAEI avait fait venir en 1993 des chefs d'entreprise tunisiens. La diaspora tunisienne serait « conservatrice » et aurait un point

portée aujourd'hui par la ville. La coopération décentralisée eybinoise gagnerait certainement également à faire l'objet d'une recherche d'objectifs et d'efficacité contrôlé politiquement par les élus. L'absence d'évaluation extérieure à la ville souligne ces manquements et des recommandations qui pourraient venir bousculer une coopération beaucoup moins dynamique qu'à Romans. A travers le témoignage du responsable de la vie associative qui propose une vision assez structurée de la coopération décentralisée, on voit que la coopération décentralisée gagnerait à perdre une dimension quasiment uniquement bénévole. L'éventuelle ouverture d'une maison des initiatives locales après les élections municipales où la coopération décentralisée au développement aurait une « place de choix », pourrait être l'occasion pour cette ville « fortunée » de s'interroger sur la pertinence d'affecter un poste de professionnel entièrement dévolu à cette thématique.

de vue bloqué sur l'année de son départ de Tunisie. Ce blocage les empêcherait de voir les transformations en cours dans le pays.

Conclusion

La coopération décentralisée au développement est une politique partisane mais qui se veut consensuelle. Cette ambivalence nourrit apparemment une représentation identitaire propre à un territoire renvoyant à un imaginaire collectif allant au-delà du secteur « aide au développement ». Cette action publique dans un contexte de villes moyennes ou petites semble en effet avoir une portée idéologique dans la mesure où sa singularité permet une tentative d'expression d'un positionnement d'une société locale face aux développements de liens d'interdépendance croissant entre hommes, activités humaines et systèmes politiques à l'échelle du monde. Ce positionnement complète une politique associative et culturelle, le tout semblant contribuer à l'expression d'un bien commun territorialisé : la volonté politique continue du même maire dans les deux terrains d'étude depuis presque 20 ans semble traduire l'expression d'un bien commun échappant aux récits nationaux ou sectoriels sur l'intérêt général. Si la coopération décentralisée au développement témoigne au final d'un choix politique partisan qui se veut de gauche, on ne peut cependant pas affirmer l'hypothèse que cette politique contribue au retour du politique au niveau local. Cette action publique territorialisée à visée purement humaniste est en effet peu reconnue sur les deux territoires d'études. Elle conserve un contour flou et contient des enjeux difficilement saisissables mis à part par ceux qui l'investissent. Dans un contexte de ville de taille moyenne voire petite, la coopération décentralisée au développement est effectivement difficilement pensée en terme de rayonnement vers l'extérieur, ce qui limite au final une reconnaissance au niveau local : cette non reconnaissance s'explique par le fait que cette politique n'interfère pas dans les enjeux territoriaux construits à partir du référentiel de marché. Si elle semble instituée dans les « métropoles », sa place singulière et originale n'est pas faite dans les villes de moindre importance et des changements politiques associés à des priorités financières pourraient venir la supprimer et/ou altérer des programmes d'aide au développement en cours.

On a pu apprécier à travers ce travail, derrière des raisons communes, la dimension différentielle qui anime chacun des territoires en terme de coopération décentralisée au développement. Dans ce contexte, on devine une coopération décentralisée au développement romaine qui peine à se rendre compte du dynamisme territorial qui l'anime, mais également sa vie culturelle et associative. L'enjeu pour cette ville est de réaliser la transition extrêmement difficile d'un passage d'un référentiel modernisateur à un référentiel global-

local de marché, révélatrice des difficultés économiques et identitaires qui traversent le territoire. L'enjeu pour Romans semble de rattacher cette ressource originale, ce bien commun territorialisé que constitue cette vitalité territoriale en terme de solidarité internationale mais aussi de vie culturelle et associative, à la réalité d'un territoire traversé par des enjeux attachés à des logiques néo-libérales. Un enjeu différent est repérable à Eybens où la coopération décentralisée au développement peine davantage à fédérer le territoire et à renouveler ses membres. L'absence de professionnalisation de la question et la composition sociologique eybinoise expliquent ce manque de dynamisme. Dans les deux cas, la coopération décentralisée au développement est confrontée aux défis de s'intégrer au référentiel de marché en suivant l'exemple des autres politiques municipales et de s'« user » à l'exercice de l'évaluation et de la mesure de son efficacité. Sans cet obligatoire mouvement de réorganisation, ces politiques « nécessaires pour interroger les modes de développement, les relations inégalitaires »¹⁷⁸ sont vouées à une disparition certaine quand elles ne seront plus portées politiquement par leurs fondateurs. L'enjeu semble bien de politiser davantage la coopération décentralisée au développement et d'en faire une vraie politique publique. C'est ce que la revue *Territoires* avance quand elle écrit un dossier spécial sur les raisons qu'ont des collectivités françaises à intervenir à l'étranger :

*« Pour les élus locaux, il y a nécessité d'arbitrage, d'associer les acteurs socio-économiques en gardant le pouvoir de décision, de confier à ces acteurs par contrat la mise en œuvre d'actions avec le pouvoir de passer commande et contrôler la bonne exécution des tâches ».*¹⁷⁹

Cette nécessité semble valoir aussi bien pour les petites et moyennes villes que pour les grandes collectivités locales. Une étude plus approfondie à ce sujet pourrait être réalisée. De même, le présent travail n'a que faiblement évoqué la superposition des hiérarchies territoriales dans la mise en place de la coopération décentralisée au développement : région, département, métropole, ville moyenne, ville petite. Une recherche étudiant les liens, les relations entre chaque échelon dans la coopération décentralisée devrait permettre de mettre à jour des logiques d'expression de compétition territoriale et voir en quoi la reconnaissance ou la structuration éventuelle de cette politique peut contribuer avec d'autres politiques sectorielles à institutionnaliser un territoire d'action publique.¹⁸⁰

¹⁷⁸ Nicolas Blanc, *ibid.*

¹⁷⁹ Marc Lévy, « Repolitiser la coopération décentralisée » in *Territoires*, n° 477, avril 2007, p. 20

¹⁸⁰ Anne-Cécile Douillet, *op. cit.*, p. 279

Bibliographie

Ouvrages

Lauren Andres, Benoît Faraco, « Territorialisation et appropriation des normes du développement durable. Agenda 21 : vers un modèle explicatif des différenciations » in Alain Faure, Emmanuel Négrier, *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, à paraître, pp. 119-124.

Serge Allou, Philippe Di Loreto, *La coopération décentralisée au développement urbain en Afrique. Pratique en débat. Volume 1, Débats, Programme de développement social urbain*, Les Editions du Gret, 2000, 63 pages.

Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, « Déplacements Idéologiques et action publique. Le laboratoire des politiques territoriales », in Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier (Dir.), *Sciences de la Société*, N° 65, 2005, pp. 3-7.

Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, « Does ideology matter ? Standardisation de l'action publique territoriale et recompositions du politique » in Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier (Dir.) *Idéologies et action publique territoriale. La politique change-t-elle encore les politiques ?*, Presses Universitaires de Rennes, 2006, pp. 11-31/

Roland Barthes, *Mythologies*, collection seuil, 1957, 298 pages.

Anne-Cécile Douillet, « Fin des logiques sectorielles ou nouveaux cadres territoriaux ? » in Alain Faure et Anne Cécile Douillet (Dir.) *L'action publique et la question territoriale*, Presse Universitaire de Grenoble, Collection Symposium, 2005, pp. 271-279.

Alain Faure « Territoires/territorialisation » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet (Dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris Presses de Sciences Po, 2004, pp. 430-437.

Alain Faure, « La « construction du sens » plus que jamais en débats » in Alain Faure et Anne Cécile Douillet (Dir.) *L'action publique et la question territoriale*, Presse Universitaire de Grenoble, Collection Symposium, 2005, pp. 9-24.

Alain Faure, « Décentralisation et Europe. Les sentiers de dépendance du développement local » in *Forum des territoires*, PQA, collections Horizons Aquitaines, été 2006, pp. 165-173.

Alain Faure, « Action publique locale et consensus politique. Les accords trompeurs de la petite musique territoriale » in Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier (Dir.) *Idéologies et action publique territoriale. La politique change-t-elle encore les politiques ?*, Presses Universitaires de Rennes, 2006, pp. 143-158.

Alain Faure, « Conclusion Générale : Une nouvelle critique territoriale » in Emmanuel Négrier, Alain Faure (Dir.), *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, à paraître, pp. 246-252.

Philippe Garraud, « Agenda/ Emergence » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet (Dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris Presses de Sciences Po, 2004, pp. 49-57.

Guy Hermet, « Préface » in Marc Crapez, *Naissance de la gauche*, éditions Michalon, 1998, 316 pages.

Jacques de Maillard, « Les nouvelles politiques socio-urbaines contractuelles entre conflits et apprentissages » in *Politix*, n° 60, 2002, p. 169-191.

Olivier Mériaux, « Le débordement territorial des politiques sectorielles » in Alain Faure et Anne Cécile Douillet (Dir.) *L'action publique et la question territoriale*, Presse Universitaire de Grenoble, Collection Symposium, 2005, pp. 27-32.

Pierre Muller, *Les politiques publiques*, Presses Universitaires de France, 5^{ème} édition, 2003, 127 pages.

Pierre Muller, « Référentiel global, référentiel sectoriel » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet (Dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris Presses de Sciences Po, 2004, pp. 372-377.

Pierre Muller, « La synthèse d'un politiste : six questions en suspens » in Alain Faure, Emmanuel Négrier, *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, à paraître, pp. 235-239.

Emmanuel Négrier, « Introduction Générale : Penser la contingence territoriale » in Emmanuel Négrier, Alain Faure (Dir.), *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, à paraître, pp. 8-13

Franck Petiteville, *La coopération décentralisée. Les collectivités locales dans la coopération Nord-Sud*, L'Harmattan, 1995, 278 pages

Pauline Ravinet, « Fenêtre d'opportunité » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet (Dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris Presses de Sciences Po, 2004, pp. 217-225.

Philippe Teillet, « La dimension idéologique de la recomposition des territoires. La cas du modèle " angevin " » in Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier (Dir.), *Sciences de la Société*, N° 65, 2005, pp. 69-85.

Michel Winock, *La gauche en France*, collection des éditions Perrin, 2006, 502 pages.

Sources Imprimées

➤ *Colloques*

Alain Faure, Pierre Muller « Les changements d'échelle en science politique : objet classique, question nouvelles » in *Congrès des 4 Pays- Lausanne- 18, 19 novembre 2005- Atelier « Politiques publiques et politique locale » Mondialisation, européanisation, fédéralisme et décentralisation : l'Etat et l'action publique à l'épreuve des changements d'échelle*, 8 pages

Alain Faure, Philippe Mathieu « Le service public, les leaders politiques locaux et les clients-citoyens. Les cas d'école des musées gratuits et des musées entreprises » in *Colloque international "L'action publique au risque du client? Client-centrisme et citoyenneté"*, Sciences-Po Lille, France, 16 et 17 mars 2006, 12 pages

➤ *Articles de revues*

Nicolas Blanc, « Editorial » in *Territoires*, n° 477, avril 2007, p. 2

Jacques Carteret, « La coopération internationale : une nouvelle dimension des jumelages » in *Romans Magazine*, n°55, mars 1991, p. 16

Fabienne Grenon-Catalot, « Résolument associative » in *Romans Magazine*, n° 198, octobre 2005, pp. 6-8

Fabienne Grenon-Catalot, « Romans est bien une ville à la campagne » in *Romans Magazine*, n° 199, novembre 2005, p. 6

Stéphane Grosjean, « Romans veut changer le monde » in *L'Impartial*, 18 mai 2006, p. 11

Bernard Husson, « La coopération décentralisée, légitimer un espace public local au Sud et à l'Est » in *Transverses*, N° 7, Les Editions du Groupe Initiatives, Centre International d'Etudes pour le Développement Local, juillet 2000, p. 1

Marc Lévy, « Repolitiser la coopération décentralisée » in *Territoires*, n° 477, avril 2007, pp. 20-23

Michel Raffoul, « Des initiatives locales pour une autre mondialisation. La coopération décentralisée, nouveau champ de la solidarité internationale » in *Le Monde Diplomatique*, juillet 2000, pp. 22-23.

« Création de ROCS » in *Romans Magazine*, n° 72, novembre 1992, p. 3.

« Des échanges fructueux » in *Journal d'Eybens*, n° 73, décembre 2004, p. 9.

« Le Liban à cœur » in *Journal d'Eybens*, n° 82, octobre 2005, p. 9.

« Semaine solidaire et équitable » in *Journal d'Eybens*, n° 83, novembre 2005, p. 10.

« S'enrichir au contact des autres » in *Journal d'Eybens*, n° 84, décembre 2005, p. 8.

« Tous les enjeux de la coopération décentralisée » in *Journal d'Eybens*, n° 84, décembre 2005, pp. 6-7.

« 4 questions à... Henri Bertholet, maire de Romans. Nouvellement nommé membre du Haut conseil de la coopération internationale par arrêté du 27 mars 2006 » in *Romans Magazine*, n° 206, mai 2006, p. 5.

« Avec les villes jumelles ou partenaires. Créer et agir ensemble » in *Dauphiné Libéré*, 10 mai 2006, p. 4.

« Biennale de l'International. Suite et fin » in *Dauphiné Libéré*, 6 juin 2006, p. 5.

« Budget 2007 : équilibre et clarté » in *Journal d'Eybens*, n° 98, mars 2007, p. 8.

Finances de la villes, budget 2007 : tout savoir, Romans Magazine, Supplément au n° 218, avril 2007, 13 pages.

➤ **Travaux universitaires**

Pierre Albine, *Associations locales de solidarité internationale, ONGs, institution et municipalité dans la coopération décentralisée pour le développement : jeux d'acteurs et politiques d'image au Nord. Le cas du jumelage-coopération Angers-Bamako*, Mémoire IEP de Rennes, mai 2005, 133 pages.

François Gastaldo, Bernard Quinet, *Rapport d'évaluation de la coopération internationale de la ville de Romans de 1992 à 1996*, Université Catholique de Lyon, Centre d'Information d'Etude pour le Développement Local, C.I.E.D.E.L., juin 1996, 86 pages.

Rapport d'évaluation des Etudiants du CIEDEL, Université Catholique de Lyon, Centre d'Information d'Etude pour le Développement Local, C.I.E.D.E.L., avril 2002, 48 pages.

Stéphanie Guinard, *Quelles conceptions et quelles modalités d'organisation pour la coopération décentralisée d'appui au développement ? Etude des coopérations des villes de Chambéry et Ouahigouya et Grenoble et Ouagadougou*, Mémoire IEP de Grenoble, 2003, 148 pages.

➤ **Documents municipaux ou institutionnels**

Première Biennale de l'International de Romans 28-30 mai 2004, Compte-rendu d'exécution par la Mission des Affaires Européennes et Internationales, 13 pages.

Brigitte Sarazin, *Chronique Eybinoise*, Imprimerie des Eaux Claires, Ville d'Eybens, Décembre 2005, 95 pages.

Plaquette de présentation de la Plateforme d'Insertion par l'Humanitaire et la Coopération, « Les échos de là-bas par ceux d'ici », mai 2006, 25 pages.

Ville de Romans, *La coopération décentralisée de Romans*, mai 2006, 14 pages.

Programme Romans International 2006/2007, plaquette de présentation

Liens internet

➤ *Site internet*

Site de la mairie de Romans, www.ville-romans.com visité régulièrement de décembre 2006 à août 2007

Site de la mairie d'Eybens, www.ville-eybens.fr visité régulièrement de décembre 2006 à août 2007

Site Nouvelles d'Arménie, www.armenews.com, visitée de 17 juillet 2007

Site du Réseau Rhône Alpes d'appui à la Coopération, www.resacoop.org, visité le 18 juillet 2007

Site du syndicat mixte La Drôme des Collines, www.drome-des-collines.fr, visité le 20 juillet 2007

Site de la Semaine de Solidarité Internationale, www.lasemaine.org, visité le 26 juillet 2007

Site de Cités Unies France, www.cites-unies-france.org, visités le 19 juin 2007

➤ *Blog*

Blog de la Biennale de l'international 2006 à Romans, <http://biennale06internationaleromans.blogspot.com>, visité régulièrement de février à août 2007